

# CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE CHARTER TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES »



Entre :

- La Caisse des Allocations familiales des Alpes-Maritimes représentée par la présidente de son conseil d'administration, Mme FRANCESCHINI Laurence et par son Directeur, M . OLLIVIER Frédéric, dûment autorisés à signer la présente convention ;

Ci-après dénommée « la CAF » ;

et

- La Mutualité Sociale Agricole Provence Azur (MSA PA), représentée par son Président, M. Antoine PASTORELLI et par son Directeur Général, M.HUTIN, dûment autorisés à signer la présente convention ;

-

Ci-après dénommée « la MSA » ;

et

- La Communauté d'agglomération Pays de Grasse, représentée par son Président, M. Jérôme VIAUD, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son assemblée générale ;

Ci-après dénommée « la CAPG »

et

- La commune de Grasse, représentée par son maire, M. Jérôme VIAUD
- La commune de St Vallier de Thiey, représentée par son maire, M. Jean-Marc DELIA
- La commune de Mouans Sartoux, représentée par son maire, M.Pierre ASCHIERI
- La commune de Cabris, représentée par son maire, M. Pierre BORNET
- La commune de la Roquette sur Siagne, représentée par son maire, M. Christian ORTEGA
- La commune de Auribeau sur Siagne, représentée par son maire, Mme Michèle PAGANIN
- La commune de St Cezaire sur Siagne, représentée par son maire, M. Christian ZEDET
- La commune de Peymeinade, représentée par son maire, M. Philippe SAINTE ROSE FANCHINE
- La commune de Pégomas, représentée par son maire, Mme Florence SIMON
- La commune de St Auban, représentée par son maire, M. Claude CEPPI
- La commune de Séranon, représentée par son maire, M. Claude BOMPAR
- La commune de Valderoure, représentée par son maire, M . Jean-Paul HENRY
- La commune de Les Mijouls, représentée par son maire, M. Gérard BOUCHARD
- La commune de Gars, représentée par son maire, M. Marino CASSEZ
- La commune de Spéracedes, représentée par son maire, M. Jean-Marc MACARIO
- La commune de Collongues, représentée par son maire, M. Raoul CASTEL
- La commune de Escragnolles, représentée par son maire, M. Henri CHIRIS
- La commune de Amirat, représentée par son maire, M. Jean-Louis CONIL
- La commune de Caille, représentée par son maire, M. Yves FUNEL
- La commune de Briançonnet, représentée par son maire, M. Ismaël OGEZ
- La commune de Le Tignet, représentée par son maire, M. Claude SERRA
- La commune de Andon et Thorenc, représentée par son maire, M. David VARRONE
- La commune de Le Mas, représentée par son maire, M. Ludovic SANCHEZ

dûment autorisés à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal;

Ci-après dénommé « les communes de la CAPG » ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf des Alpes-Maritimes en date du 29 juin 2020 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA) ;

Vu la délibération du comité d'action sanitaire et sociale et du conseil d'administration de la MSA Provence Azur d'octobre 2018 concernant la stratégie de déploiement de la Charte Famille ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la CAPG en date du 5 novembre 2020 figurant en annexe 7 de la présente convention.;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de la CAPG figurant en annexe 7 de la présente convention.

## PRÉAMBULE

Les Caf et MSA sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf et des MSA témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf et MSA, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf et les MSA collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf et la MSA entendent poursuivre leur soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE / CHARTE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES » est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la **CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE / CHARTE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES »** favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La **CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE / CHARTE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES »** peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, prévention santé et handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...

Dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf des Alpes-Maritimes, la MSA Provence Azur et les communes de la CAPG souhaitent conclure une **Convention territoriale globale (Ctg)/CHARTRE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES »** pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

#### ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE / CHARTE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES »

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé avec tous les partenaires tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Ce partenariat se veut étroit, concerté et coordonné dans le cadre de la démarche décrite.

Par ailleurs, les signataires s'engagent à favoriser par tous moyens la participation active des familles du territoire. Ils reconnaissent que les familles qui le composent sont sources de connaissances, de compétences et de richesses à mobiliser au service d'une action collective pour l'amélioration de leur cadre de vie.

Elle a pour objet :

- De partager les caractéristiques de la CAPG sous forme de **portrait local** (Annexe 1 de la présente convention)
- D'identifier les besoins prioritaires de la CAPG sous forme de **diagnostic territorial partagé** (Annexe 2 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;

- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements des collectivités locales à destination des **équipements et des services du territoire** (Annexe 3 de la présente convention) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants et décrites dans le **plan d'actions concerté** (Annexe 4 de la présente convention).
- De réaliser une **évaluation des actions** menées dans le cadre de la démarche écrite (Annexe 5 de la présente convention)

La CTG et la Charte « avec les familles » reposent sur la méthodologie du Développement Social Local et s'appuient sur la mobilisation et la participation de la population et des représentants locaux, tant pour l'identification et la définition des besoins et des priorités d'actions, que pour la mise en œuvre des projets et des actions qui y sont rattachés.

Les partis s'engagent, à partir de la date de la signature de la convention, à mettre en œuvre la **Convention Territoriale Globale et la charte territoriale « Avec les familles »** sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG). Les partis s'engagent, à partir de la date de la signature.

## ARTICLE 2 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la CAPG visent à :

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

## ARTICLE 2BIS - LES CHAMPS D'INTERVENTION DE LA MSA PROVENCE AZUR

En tant qu'acteur de la politique famille, la MSA partage les orientations des politiques publiques concernant le rééquilibrage entre les territoires dans l'accès aux services et l'amélioration du cadre de vie des familles.

Ceci l'a conduit à définir une nouvelle offre qui s'inscrit dans ces orientations et pensé comme une déclinaison opérationnelle.

Forte des actions qu'elle peut déjà mener et de sa présence sur les territoires ; les territoires ruraux en particulier, la MSA souhaite proposer aux territoires une action globale à destination des familles en cohérence avec son concept de guichet unique.

- proposer une offre complète dans une logique de parcours (de la grossesse à la grandparentalité) et voir une continuité dans les cycles de vie (petite enfance, enfance, adolescence, parentalité, grand-parentalité) tout en les abordant dans la dimension des relations entre les générations.
- renouveler l'engagement de la MSA dans sa fonction d'acteur du milieu rural, dans un rôle de mobilisation des populations et des acteurs locaux autour d'intérêts communs dans le cadre d'une démarche partagée de coopération.

Conformément aux orientations fixées par sa Convention d'Objectifs et de Gestion 2016-2020, accompagner les familles dans leur parcours de vie, la MSA initie les Chartes territoriales «Avec les familles».

Les Chartes ont vocation à développer les services et les solidarités aux familles sur les territoires fragilisés par l'absence ou l'insuffisance de services qui leur sont dédiés et marqués par trois phénomènes :

- l'arrivée de nouvelles familles en milieu rural, notamment de jeunes familles
- une tendance à une réduction des services ou à leur éloignement
- un accroissement de l'isolement et une dilution du lien social.

La réussite de la Charte implique l'adhésion d'un maximum de partenaires à sa démarche, aux principes de l'action participative et territorialisée, ainsi qu'aux valeurs d'engagement, de mutualisme et de solidarité.

Les signataires de la présente convention partagent deux orientations et quatre objectifs :

## **DEUX ORIENTATIONS**

### **1) FAVORISER L'INCLUSION SOCIALE DE TOUTES LES FAMILLES AVEC UNE ATTENTION PARTICULIÈRE AUX FACTEURS DE FRAGILITÉS DANS UNE PERSPECTIVE PRÉVENTIVE**

L'ENJEU EST DE FAVORISER LE LIEN SOCIAL ET LE VIVRE ENSEMBLE PAR LA RENCONTRE, LA COOPÉRATION et par l'implication des habitants sur un territoire de vie commun.

Une attention particulière devra être portée sur la participation des populations pouvant être mise en situation de fragilité dans la construction de ce lien social.

Ces fragilités peuvent être d'ordre social, revenus modestes, précarité de l'emploi, pathologies, isolement social ou d'ordre familial liées à un événement, naissance du premier enfant, séparation, divorce, perte d'un emploi, etc.

### **2) RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET RENFORCER LE MAILLAGE TERRITORIAL EN MATIÈRE D'OFFRE DE SERVICES AUX FAMILLES**

LA CHARTE TERRITORIALE « AVEC LES FAMILLES » A POUR AMBITION D'ATTÉNUER LES INÉGALITÉS TERRITORIALES en proposant une offre d'ingénierie pour le développement de services diversifiés et adaptés aux besoins des familles, tout en prenant en compte les spécificités locales et les ressources du territoire.

## QUATRE OBJECTIFS

- 1) Favoriser l'accès aux droits et aux services par l'information, l'orientation et le développement de nouveaux services
- 2) Favoriser le lien social, l'engagement citoyen et renforcer les solidarités
- 3) Développer une culture partagée de la prévention notamment en mobilisant les « ressources » des familles
- 4) Encourager les dynamiques locales par la participation des familles et la mobilisation des acteurs

## ARTICLE 3 - LES CHAMPS D'INTERVENTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES

*Chaque signataire indiquera son nom au regard de ses champs de compétences et de ses actions dans la cellule de droite **A compléter par les collectivités***

La Communauté d'agglomération du Pays de Grasse et les communes de la CAPG mettent en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés.

Celles-ci concernent :

		<b>CAPG/communes</b>
<b>Enfance</b>	Structures d'accueil de la petite enfance (création, gestion)	
	Autres actions en faveur de la petite enfance Préciser :	
	Relais d'assistants maternels (création)	
	Activités périscolaires, centres de loisirs et de séjours (3 - 6 ans)	
<b>Jeunesse</b>	Gestion du fonds d'aide aux jeunes en difficulté	
	Activités périscolaires, centres de loisirs et de séjours (6-18 ans)	
	Logement des étudiants	
	Participation aux structures d'accompagnement et d'insertion professionnelle	



<b>Insertion</b>	Action en faveur de l'insertion professionnelle : Participation aux travaux de la CLI, adhésion au PLIE...	
<b>Logement</b>	Programme local de l'habitat	
	Politique logement, logement social, actions en faveur des personnes défavorisées, amélioration du parc immobilier	
	Conventions d'utilité sociale conclues par les OPH	
<b>Cadre de vie</b>	Équipements culturels et sportifs (Construction, fonctionnement)	
	Autres actions d'amélioration du cadre de vie	
<b>Politique de la ville</b>	Dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale	
	Dispositifs locaux de prévention de la délinquance	
<b>Autre</b>		

#### ARTICLE 4 - LES OBJECTIFS PARTAGÉS AU REGARD DES BESOINS

Les champs d'intervention conjoints sont :

Thématiques	Objectifs
<b>Petite Enfance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Développer des structures et services facilitant la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle</li> <li>- Améliorer le taux de couverture en places d'accueil</li> <li>- Améliorer la qualité d'accueil</li> <li>- Favoriser l'accueil des enfants dont les parents sont en situation d'insertion professionnelle</li> </ul>
<b>Jeunesse 3-11 ans</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à la structuration des parcours éducatifs sur les territoires</li> <li>- Poursuivre le soutien aux ALSH et favoriser leur accessibilité</li> <li>- Redynamiser les départs en vacances</li> </ul>

<b>Autonomie des Jeunes 12-25 ans</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Permettre la mise en œuvre d'une autre forme d'accueil pour les jeunes</li> <li>- Renforcer la présence éducative numérique</li> <li>- Promouvoir la participation des jeunes et les rendre acteurs de leur citoyenneté</li> </ul>
<b>Parentalité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les parents dans l'éducation de leur enfant</li> <li>- Renforcer la visibilité, la structuration et la cohérence des actions parentalité</li> </ul>
<b>Animation de la vie sociale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'animation de la vie sociale sur les territoires prioritaires</li> <li>- Accompagner les dynamiques citoyennes et associatives</li> <li>- Créer des espaces de rencontres et d'échanges (Fiche action à construire)</li> <li>- Consolider l'animation de la vie sociale et socioculturelle sur les territoires prioritaires</li> </ul>
<b>Accès aux droits</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Améliorer le partenariat existant</li> <li>- Favoriser l'accès aux droits (Fiche action à construire)</li> </ul>
<b>Autre Logement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation des dispositifs habitats</li> <li>- Anticiper et prévenir les expulsions</li> </ul>
<b>Autre Prévention</b>  <b>Développer une culture partagée de la prévention, en particulier en mobilisant les ressources</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutter contre toutes formes de radicalisation</li> <li>- Développer la coopération entre les acteurs locaux. (Fiche action à construire)</li> <li>- Développer les compétences, les savoir-faire et savoir-être des personnes (Fiche action à construire)</li> <li>- Développer des actions de prévention dans le domaine de la santé (Fiche action à construire)</li> </ul>
<b>Autre</b>	Chargé de coopération

Les Annexes 3 et 4 de la présente convention font apparaître les partenaires mobilisés pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

## ARTICLE 5 - ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

La Caf des Alpes-Maritimes, la Msa Provence Azur et la CAPG s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf et de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat la CCMSA. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La CTG / Charte avec les familles matérialise également l'engagement conjoint de la Caf, de la Msa et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services des familles du territoire.

A l'issue du (es) Contrat(s) enfance et jeunesse passé(s) avec la(es) collectivité(s) signataire(s), la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1<sup>1</sup> à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente et signataire de la Ctg, sous la forme de « bonus territoire ctg » dans le cadre de conventions d'objectifs et de financement.

- La CAF et la MSA devront :

- veiller au respect des objectifs afférents à la mise en œuvre de la présente convention -charte
- Etre représentées lors de réunions sur le territoire, ayant trait à l'orientation générale de la convention -charte,
- animer et conduire le projet de convention -charte,
- participer et réaliser le diagnostic partagé sur le territoire retenu,
- contribuer à l'identification des besoins et apporter une aide technique pour la construction des actions,
- contribuer à la mise en place des instances de pilotage,
- favoriser le développement du partenariat et le travail en réseau.

De son côté, la collectivité s'engage à poursuivre son soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 3. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

**LA MSA DEVRA RESPECTER LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL ET CONTRIBUER À SA RÉUSSITE,**

- en fonction de ses possibilités, mettre à disposition le personnel compétent et les moyens nécessaires pour la mise en œuvre de la charte,
- participer aux instances de pilotage,
- travailler en partenariat et en réseau.

## **ARTICLE 6 - MODALITÉS DE PILOTAGE ET DE COLLABORATION**

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

La mise en place d'une fonction de chargé de coopération, co-financée par les parties, permet d'assurer (cf. Référentiel national d'emploi) :

- la conduite des diagnostics territoriaux ou thématiques,
- l'assistance et conseil auprès des élus et du Comité de pilotage,
- l'accompagnement de la réalisation des objectifs prioritaires du projet de territoire inscrit dans la Ctg/Charte avec les familles ;

---

<sup>1</sup> Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

- le développement et l'animation de la contractualisation, des partenariats et des réseaux de professionnels,
- l'organisation et l'animation de la relation avec la population,
- la contribution à l'évaluation des politiques et des actions mises en œuvre.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

Ce comité est composé, à parité, de représentants de la Caf des Alpes-Maritimes, de la Msa et de la CAPG.

Le comité de pilotage se compose des élus locaux, des représentants institutionnels, des représentants des familles et des représentants des acteurs associatifs.

Les parties conviennent d'un commun accord que des personnes ressources en fonction des thématiques repérées pourront participer à ce comité de pilotage à titre consultatif.

Un comité technique et des groupes de travail seront constitués pour approfondir et co-construire les fiches actions, dans le cadre de la démarche de participation active visant à associer et impliquer, en plus des partenaires signataire de la présente convention, des acteurs locaux (associations,, centres sociaux, structures d'accueil enfance-jeunesse...° et des représentants des familles du territoire.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf, la Msa et la CAPG.

Le secrétariat permanent est assuré dans le cadre de la fonction de chargé de coopération.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la CTG /Charte territoriale « avec les familles » fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 6 de la présente convention.

## ARTICLE 7 : MOYENS HUMAINS

La CAF et la MSA mobilisent leurs équipes (notamment travailleurs sociaux, techniciens et équipes de direction) pour construire et mettre en œuvre la **CTG/charte « avec les familles »**.

Ces moyens correspondent à l'investissement nécessaire lors des phases d'état des lieux, de diagnostic et d'animations des groupes de travail pour la conception et l'évaluation des actions.

Pour les collectivités de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, les moyens correspondent à la fonction de chargé de coopération (cf article 6), à la participation des élus et / ou techniciens aux groupes de travail et au temps et moyens techniques et logistiques nécessaires à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des actions.

## ARTICLE 8 MODALITÉS FINANCIÈRES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la CTG/charte, la MSA Provence Azur apporte une dotation de 30 000 € dont elle assurera la gestion.

Cette dotation vise à participer au financement des actions retenues par le comité de pilotage et mises en œuvre sur le territoire de projet.

L'engagement financier de chacune des parties signataires de la présente convention, concernant les projets de création de services et de structures, sera évalué selon le processus habituel d'études de faisabilité dans le respect des critères propres à chaque projet. Chaque partenaire garde l'entière décision de sa participation financière.

Le comité de pilotage gère et suit un budget de l'ensemble du projet.

## ARTICLE 9 - ÉCHANGES DE DONNÉES

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées. Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

## ARTICLE 10 - COMMUNICATION

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente « convention-Charte ».

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Un rendu de l'état d'avancement du projet devra être fait lors de chaque Comité de pilotage.

#### ARTICLE 11 - EVALUATION

**Une évaluation des actions est conduite** au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la **CTG/charte « avec les familles »** lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant **une évaluation des effets de celle-ci**. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les actions seront évaluées tous les ans et/ou à la réalisation selon les modalités et indicateurs décrits dans les fiches actions.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 5.

#### ARTICLE 12 - DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2023 . La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

#### ARTICLE 13 - EXÉCUTION FORMELLE DE LA CONVENTION

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

## ARTICLE 14 : FIN DE LA CONVENTION

Elle pourra être résiliée à tout moment, par l'une des parties, sous condition d'un préavis de 3 mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Il pourra notamment en être ainsi en cas de :

- non respect de la philosophie de l'intervention ;
- absence ou impossibilité de mettre en place les moyens nécessaires pour mener à bien le projet ;
- absence d'adhésion des acteurs du territoire au projet proposé.

### **- Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf et/ou la Msa à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

### **- Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf et la Msa sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

### **- Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

### **- Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.

La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

## ARTICLE 13 : LES RECOURS

### **- Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf et la Msa.

## ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITÉ

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à .....Le.....

**Autant d'exemplaires originaux que de signataires**

Cette convention comporte ..... pages paraphées par les parties et les sept annexes énumérées dans le sommaire.

<b>La CAF</b>	
Le Directeur Monsieur OLLIVIER	Le Président Mme FRANCESCHINI
<b>La MSA</b>	
Le Directeur M.HUTIN	Le Président M. PASTORELLI
<b>La CAPG</b>	
Le Président M. VIAUD	

COMMUNE DE GRASSE	COMMUNE DE CABRIS
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE PEGOMAS	COMMUNE DE MOUANS SARTOUX
Le Maire	Le Maire



COMMUNE DE LA ROQUETTE SUR SIAGNE	COMMUNE DE PEYMEINADE
Le Maire	Le Maire
COMMUNE DE ST CEZAIRE SUR SIAGNE	COMMUNE DE AURIBEAU SUR SIAGNE
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE ST VALLIER DE THIEY	COMMUNE DE SPERACEDES
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE ANDON/THORENC	COMMUNE DE LE TIGNET
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE LE MAS	COMMUNE DE BRIANCONNET
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE LES MUJOULS	COMMUNE DE GARS
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE VALDEROURE	COMMUNE DE SERANON
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE SAINT AUBAN	COMMUNE DE COLLONGUES
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE ESCRAGNOLLES	COMMUNE DE AMIRAT
Le Maire	Le Maire

COMMUNE DE CAILLE
Le Maire

## **ANNEXE 1 & 1 BIS– Portraits locaux CAF et MSA**

# **PORTRAIT LOCAL CAF**

**Communauté d'agglomération du Pays de Grasse  
(CAPG)**

**Convention Territoriale Globale  
Charte territoriale « avec les familles »**

**(Données de Septembre 2018)**



**Pays  
de  
Grasse**  
communauté  
d'agglomération



# SOMMAIRE

<b><u>I– Caractéristiques territoriales .....</u></b>	<b><u>3</u></b>
1. Contexte.....	3
2. Caractéristiques de la population selon l'INSEE (RP 2015).....	6
<b><u>II- Profils des allocataires .....</u></b>	<b><u>8</u></b>
1. Nombre d'allocataires, taux de couverture et montants moyens des prestations versées .....	8
2. L'âge des allocataires .....	10
3. La composition familiale des foyers allocataires .....	11
<b><u>III– Enfance et parentalité.....</u></b>	<b><u>13</u></b>
1. Evolution des naissances domiciliées.....	13
2. Les enfants des foyers allocataires .....	13
3. Nombre et proportion d'enfants dont les parents sont actifs.....	14
4. Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale : la PAJE.....	14
5. L'accueil du jeune enfant .....	16
6. Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants .....	18
7. Contribuer à l'autonomie des jeunes .....	20
<b><u>IV- Familles fragilisées et accès aux droits.....</u></b>	<b><u>21</u></b>
1. La dépendance aux prestations* .....	21
2. Les familles allocataires au chômage .....	22
3. Les allocataires à bas revenus et les bénéficiaires de minima sociaux.....	23
4. Zoom sur la Prime d'activité .....	28
<b><u>V- Accompagner les familles dans leur relation avec l'environnement et le cadre de vie.....</u></b>	<b><u>31</u></b>
1. Les bénéficiaires d'aides au logement .....	31
2. Les taux d'effort des allocataires .....	33

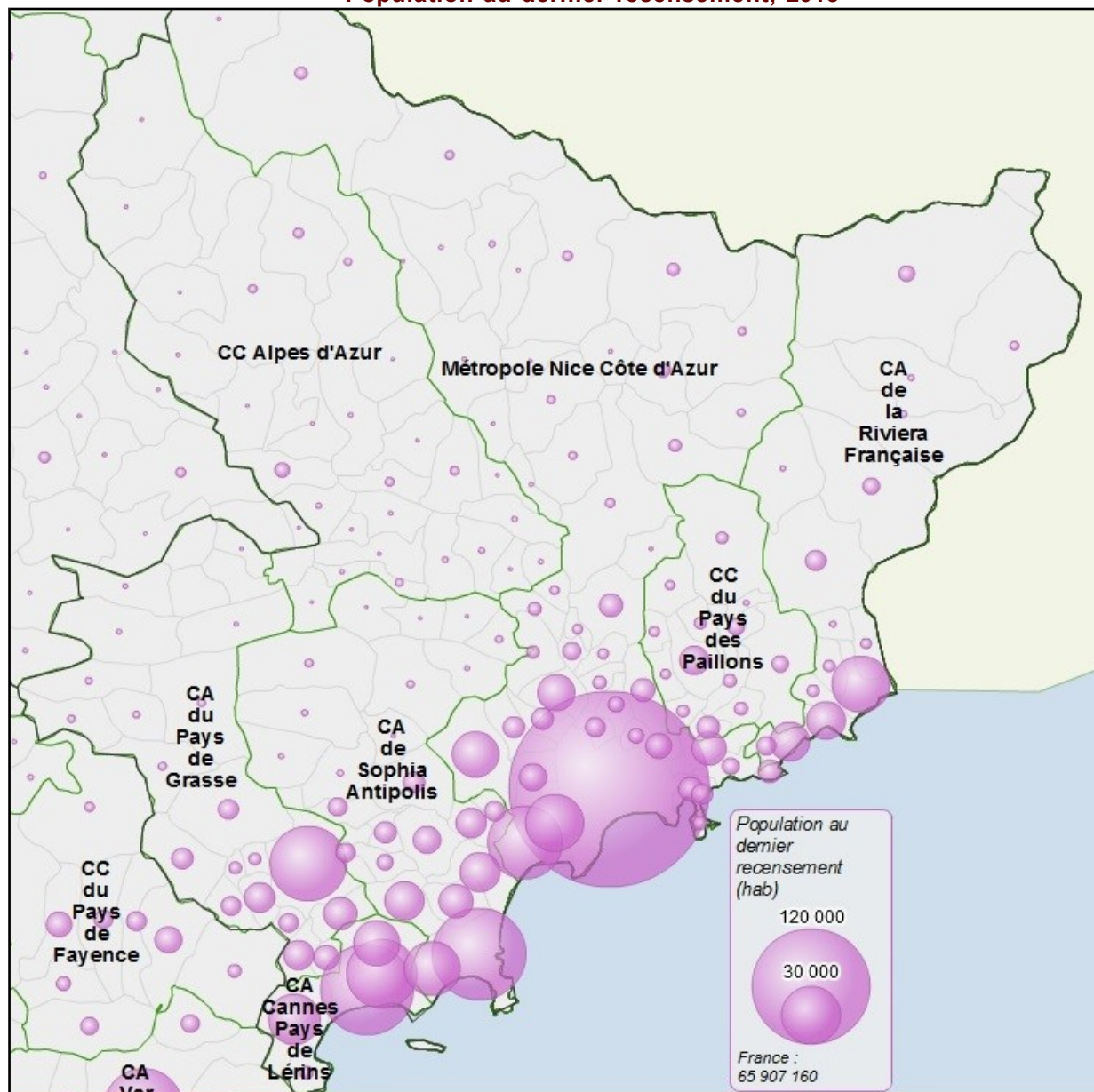
*Pour chacune des rubriques, le territoire de la Communauté de commune des Alpes d'Azur est analysé par comparaison au niveau départemental et national dans un premier temps ; et par comparaison entre les communes du territoire dans un second temps.*

## I – Caractéristiques territoriales

### Contexte

Créée le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG) est l'un des 7 EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunal) du département des Alpes-Maritimes. Située à l'ouest du département, elle est composée de 23 communes et est la quatrième intercommunalité en nombre d'habitants.

**Population au dernier recensement, 2015**



© CGET 2018 - IGN GéoFla

La population de la CAPG compte 101 860 habitants (INSEE, RP 2015), essentiellement concentrée dans les communes les plus proches du littoral, en particulier Grasse – qui en est le siège et qui compte presque la moitié du nombre d’habitants de la CAPG.

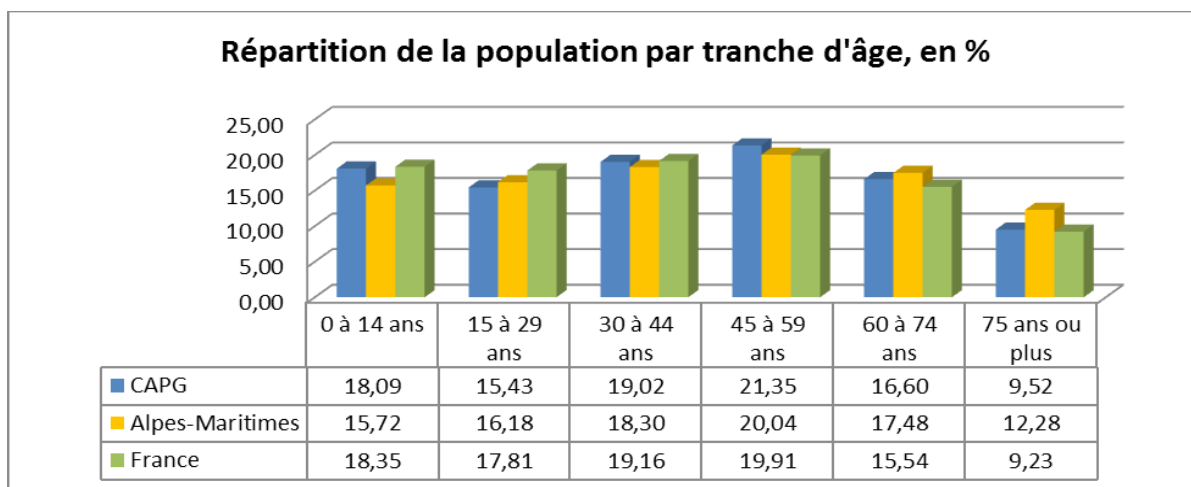
<b>Communes de la CAPG</b>	<b>Nombre d’habitants par commune (INSEE, RP 2015)</b>
GRASSE	50 937
MOUANS-SARTOUX	9 510
PEYMEINADE	8 116
PEGOMAS	7 845
LA ROQUETTE-SUR-SIAGNE	5 435
SAINT-CEZAIRE-SUR-SIAGNE	3 927
SAINT-VALLIER-DE-THIEY	3 526
LE TIGNET	3 311
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	3 219
CABRIS	1 295
SPERACEDES	1 295
ESCRAGNOLLES	614
ANDON	562
SERANON	487
CAILLE	446
VALDEROURE	429
SAINT-AUBAN	233
BRIANCONNET	226
LE MAS	158
COLLONGUES	97
AMIRAT	74
GARS	71
LES MUJOULS	47
<b>Ensemble de la CAPG</b>	<b>101 860</b>

Insee, RP2015

La commune de Grasse a signé avec la Cafam la première Convention territoriale globale du département, dès 2009.

## Caractéristiques de la population selon l'INSEE (RP 2015)

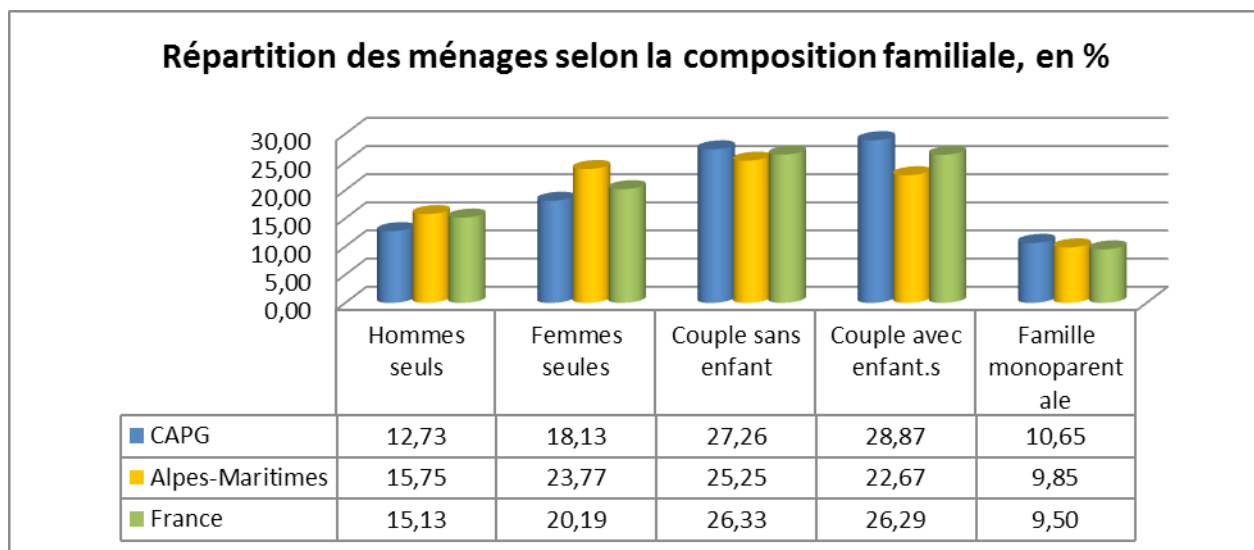
### Répartition de la population par âge



Source : Insee, RP2015

La tranche d'âge la plus représentée parmi les habitants de la CAPG est celle des 30-59 ans (plus de 40% de la population) avec une légère sur-représentativité de ces tranches d'âge par rapport aux proportions observables sur le département et au niveau national. En revanche, les 15-29 ans et les plus de 75 ans sont légèrement sous-représentés par rapport au niveau départemental et national.

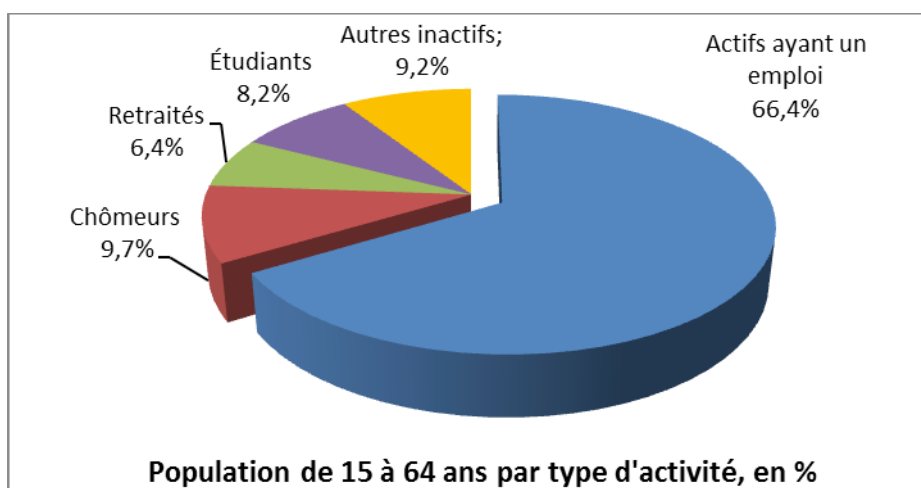
### Composition familiale de la population



Source : Insee, RP2015

La majorité des ménages de la CAPG est composée de couples avec enfant.s, et ce dans une proportion plus importante qu'au niveau du département et du niveau national. A la différence du département, la CAPG compte ainsi davantage de couples (avec ou sans enfants) et moins de personnes isolées. On note enfin une part importante (11%) de familles monoparentales.

### Activité et catégories professionnelles



Source : Insee, RP2015

La CAPG compte - en 2015 – 66%% d’actifs ayant un emploi parmi la population des 15-64 ans. Avec 9,7% de chômeurs parmi les 15-64 ans, les taux de la CAPG sont presque équivalents à ceux du département (9,9% pour le département).



## I - Profils des allocataires\*

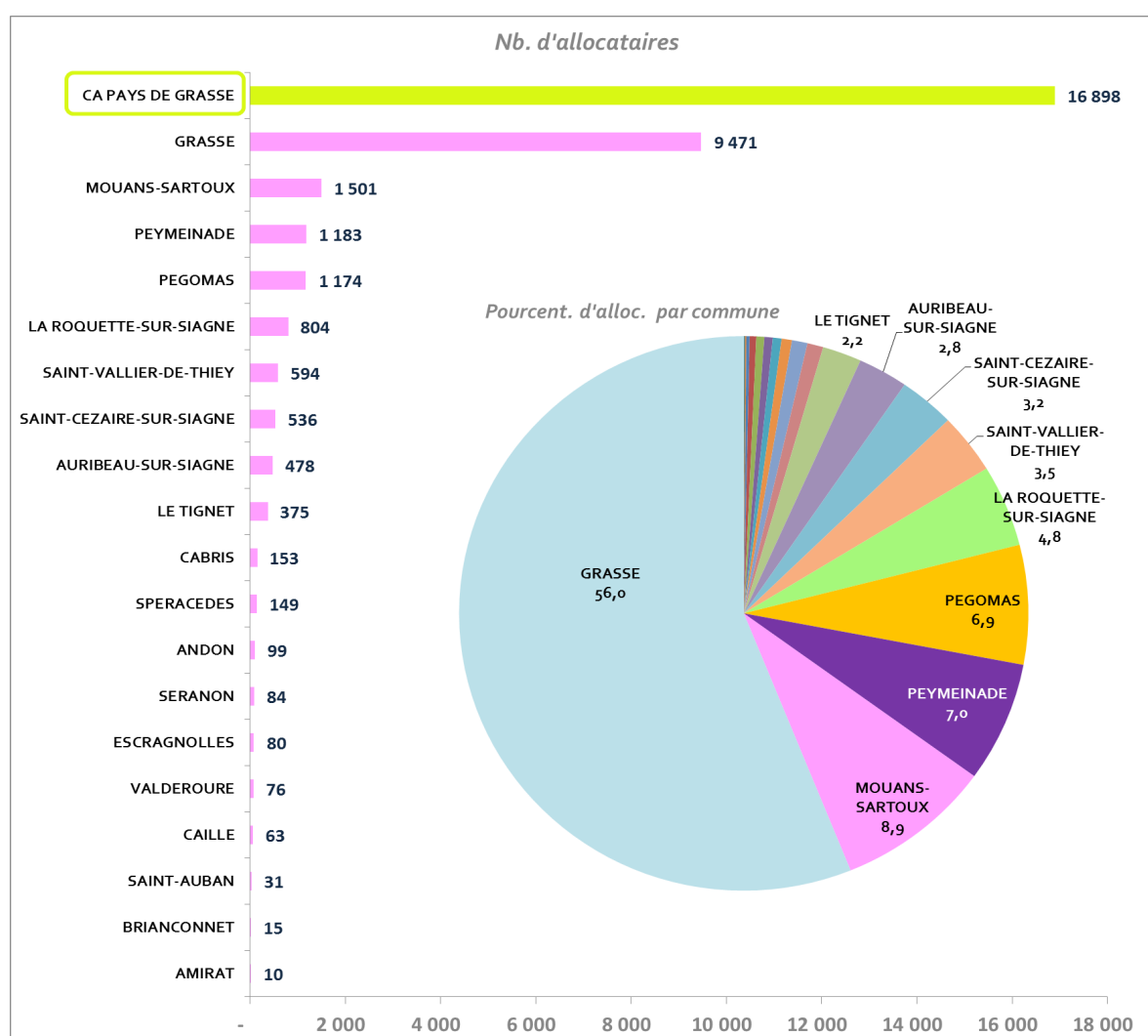
### Nombre d'allocataires, taux de couverture et montants moyens des prestations versées

Fin 2017, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse dénombre 16 898 allocataires, ce qui représente 45 986 personnes couvertes par les prestations versées par la CAF, soit 45% de la population du territoire ; un taux proche du niveau départemental et national.

	CAPG	Département des Alpes-Maritimes	France métropolitaine
Nombre d'allocataires	16 898	203 496	12 100 144
Nombre de personnes couvertes	45 986	476 043	30 558 538
Population totale	101 860	1 082 440	66 190 280
Taux de couverture Caf	<b>45,1%</b>	<b>44%</b>	<b>46,2%</b>

Source : Caf 2017 ; Insee 2015

### Les allocataires au niveau des communes de la CAPG



Source : Caf 2017

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dénombre 16 898 allocataires.

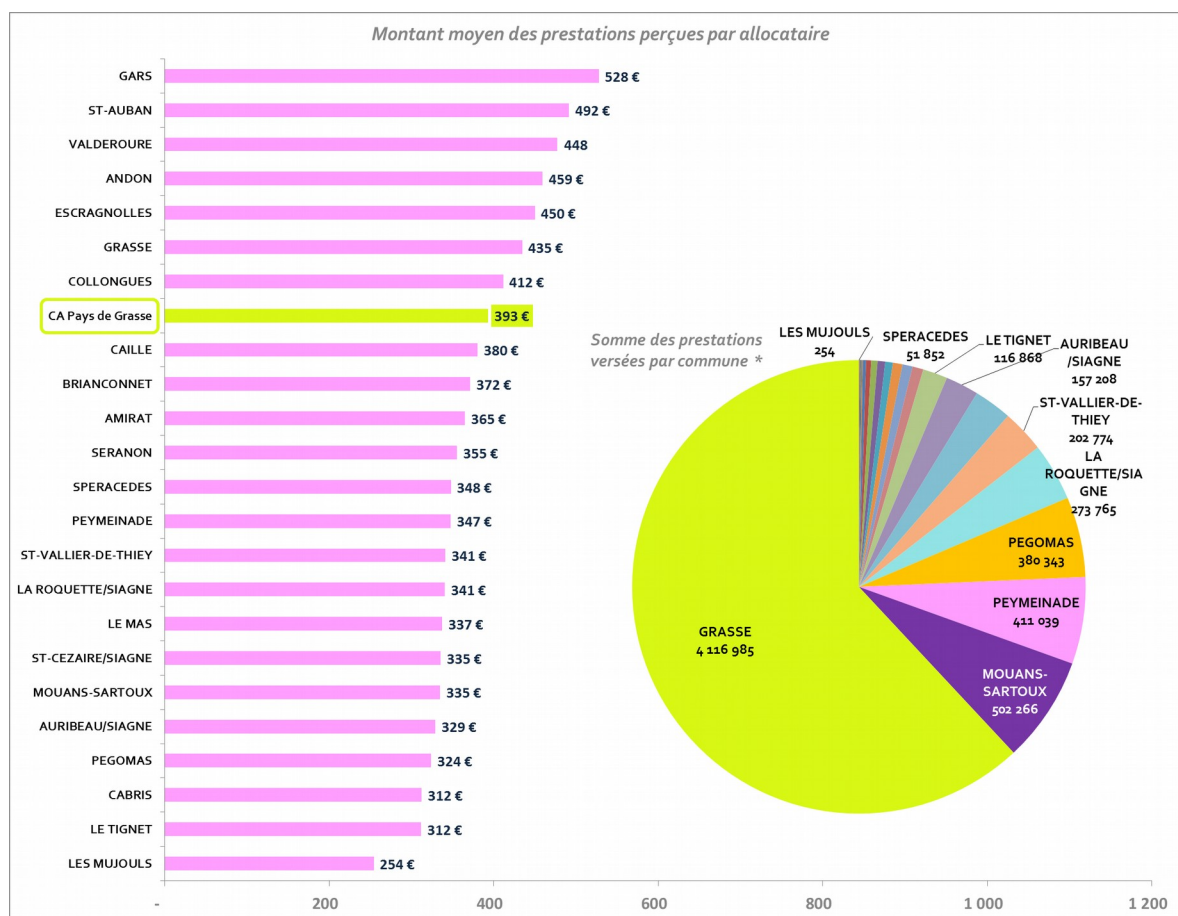
Grasse regroupe plus de la moitié des allocataires de l'EPCI, soit près de 9 500 personnes.

Trois communes comptent plus de 1 000 habitants ; ce sont Mouans-Sartoux (8,9 % des habitants de l'EPCI), Peymeinade (7%) et Pegomas (6,9%).

Les communes ayant entre 100 et 1000 habitants sont La Roquette-sur-Siagne (4,8%), Saint-Vallier-de-Thiey (3,5%), Saint-Cézaire-sur-Siagne (3,2%), Auribeau-sur-Siagne (2,8%), Le Tignet (2,2%), Cabris (0,9%) et Spéracèdes (0,9%).

12 communes dénombrent moins de 100 allocataires ; ce sont Andon, Seranon, Escagnolles, Valderoure, Caille, Saint-Auban, Briançonnet, Amirat, Collongues, Gars, Le Mas et Les Mujouls. Ces 4 dernières communes relèvent du secret statistique du fait d'un nombre trop faible d'allocataires. Elles seront uniquement prises en compte dans les analyses -avec les autres communes soumises au secret statistique selon les ventilations- sous la dénomination « autres communes de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse ».

### Montants moyens des prestations perçues par les allocataires au niveau des communes de la CAPG



Source : Caf 2017 - \*Prestations périodiques au titre du mois de décembre

La Caf des Alpes-Maritimes a versé un peu plus de 6 640 000 € de prestations au 31 déc. 2017 aux allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

80 % de ce montant (5 400 000 € environ) est versé aux allocataires de quatre communes, à savoir Grasse, Mouans-Sartoux, Peymeinade et Pegomas.

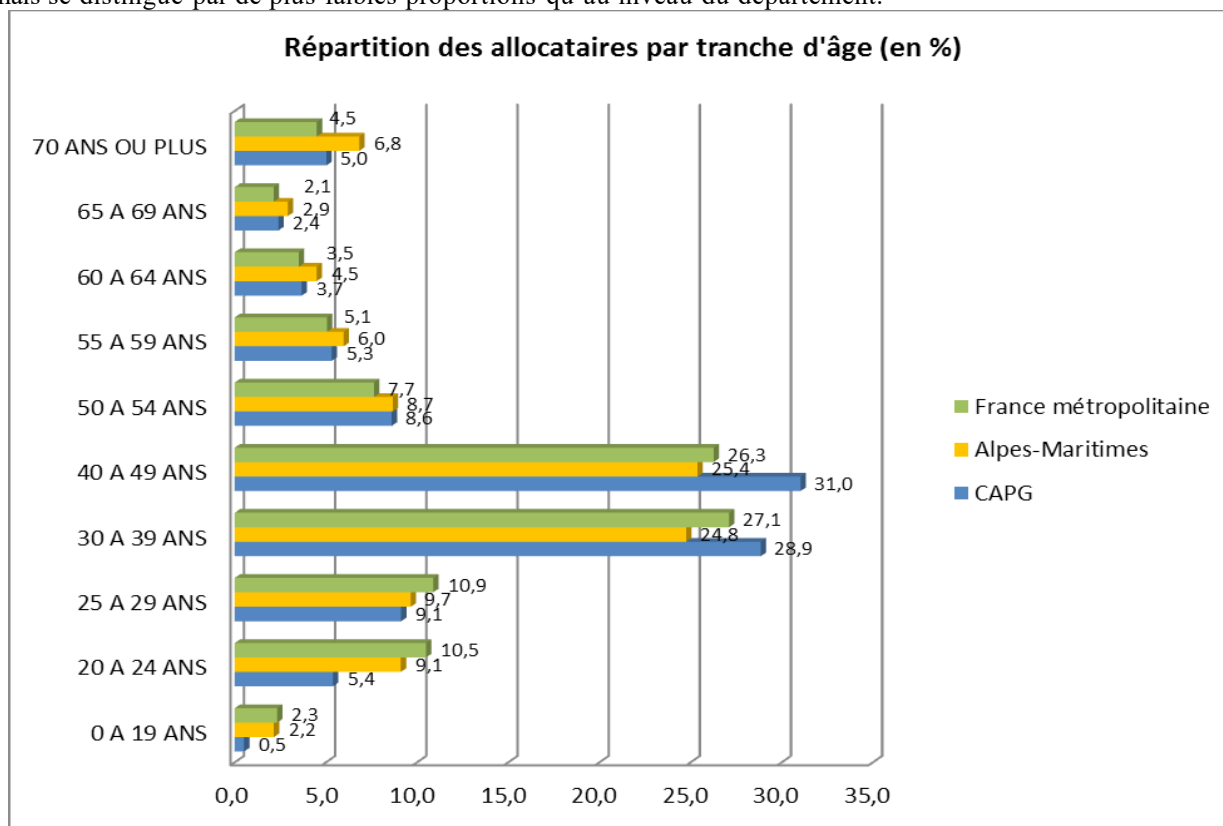
Les allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse perçoivent 393 € de prestations en moyenne ; les montants moyens variant entre 254 € (Les Mujouls) et 528 € (Gars) selon les communes.

Dans 7 communes, le montant moyen des prestations perçues par les allocataires est supérieur à celui de l'EPCI.

*\*Un allocataire est un responsable de dossier, qui a perçu au moins une prestation légale au titre du mois de décembre 2017. Les personnes couvertes par les prestations sont les allocataires, leurs conjoints ou concubins et les enfants et autres personnes qu'ils peuvent avoir à charge. Le taux de couverture Caf est la part de la population totale qui est couverte par au moins une prestation légale*

## L'âge des allocataires

La tranche d'âge la plus représentée parmi les allocataires des communes de la CAPG est celle des 30 à 49 ans, qui comprend presque 60% de la population du territoire. Les tranches d'âge en dessous de 30 ans ont tendance à être sous-représentées en comparaison des taux départementaux et nationaux, en particulier les moins de 25 ans. Pour les tranches d'âges au-delà de 50 ans, les taux présents sur la CAPG diffèrent peu du niveau national mais se distinguent par de plus faibles proportions qu'au niveau du département.

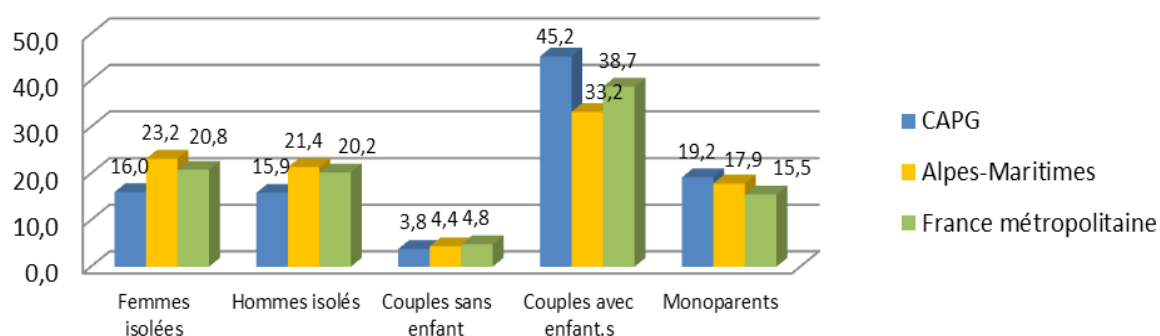


Source : Caf 2017

## La composition familiale des foyers allocataires

La composition familiale des allocataires dans l'ensemble de la CAPG se distingue par une représentation importante de familles - couples avec enfants (45%) et monoparents (19,2%) - en comparaison des taux départementaux et nationaux. Quant aux personnes isolées et aux couples sans enfants, ils sont de fait nettement moins représentés.

## Répartition des allocataires selon la composition familiale



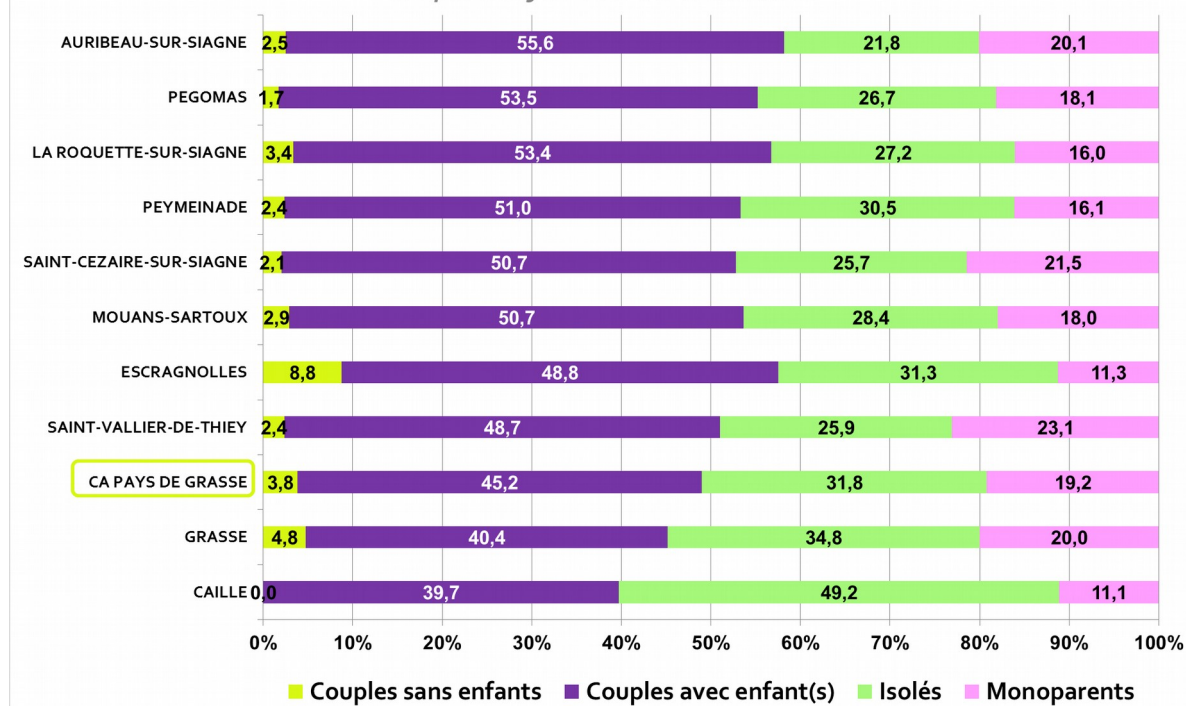
Source : Caf 2017

## La composition familiale des allocataires au niveau des communes de la CAPG

Commune	Coupl enf.				
AURIBEAU-SUR-SIAGNE	1				
CAILLE	(				
ESCRAGNOLLES	:				
GRASSE	4				
MOUANS-SARTOUX	4				
PEGOMAS	2				

Source : Caf 2017

## Composition familiale des allocataires



Source : Caf 2017

Concernant la répartition des allocataires selon la composition familiale, 10 communes sur les 23 de l'EPCI ne sont pas soumises au secret statistique (cf. tableau ci-dessus).

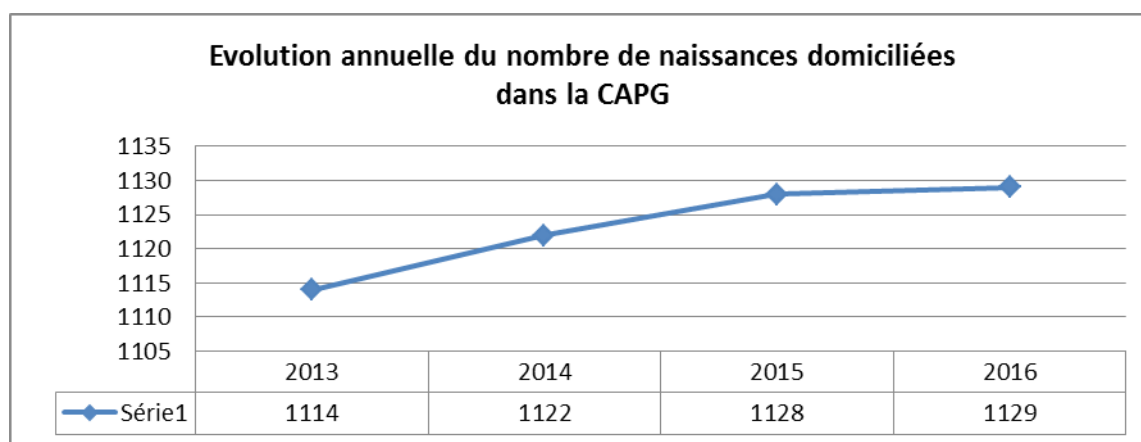
31,8 % des allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse vivent en situation d'isolement. Grasse (34,8%) et surtout Caille (49,2%) ont une part plus importante d'allocataires **isolés** que la moyenne.

La moitié au moins des foyers allocataires d'Auribeau-sur-Siagne (55,6%), Pegomas (53,5%), La Roquette-sur-Siagne (53,4%), Peymeinade (51%), Saint-Cézaire-sur-Siagne (50,7%) et Mouans-Sartoux (50,7 %) sont constitués de **couples avec enfant(s)**.

Saint-Vallier-de-Thiery (23,1%), Saint-Cézaire-sur-Siagne (21,5%), Auribeau-sur-Siagne (20,1%) et Grasse ont une proportion de **familles monoparentales** plus importante que la CAPG dans son ensemble (19,2%).

### III – Enfance et parentalité

#### **Evolution des naissances domiciliées**



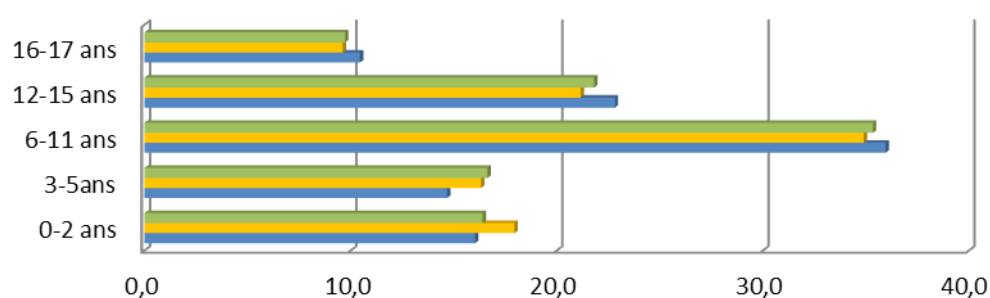
Source : Insee 2016

Le nombre de naissances domiciliées dans la CAPG est en légère progression depuis 2013

#### **Les enfants des foyers allocataires**

En 2017, la majorité des enfants de familles allocataires résidant sur le territoire de la CAPG a entre 6 et 11 ans (36%), à l'image des proportions observées au niveau national et départemental. On note toutefois une légère surreprésentation de cette tranche d'âge dans la CAPG, ainsi que des 12 à 17 ans. En revanche, on note une moindre proportion d'enfants de 0 à 5 ans parmi les familles allocataires du territoire en comparaison des taux départementaux-et nationaux

### Répartition des enfants allocataires par tranche d'âge en %



	0-2 ans	3-5ans	6-11 ans	12-15 ans	16-17 ans
France métropolitaine	16,4	16,6	35,4	21,8	9,7
Alpes-Maritimes	18,0	16,3	34,9	21,2	9,6
CAPG	16,0	14,7	36,0	22,8	10,5

Source : Caf 2017

### Nombre et proportion d'enfants dont les parents sont actifs (enfants de couples biactifs ou d'un unique parent actif)

	CAPG		Alpes-Maritimes	
	Nombre	Part	Nombre	Part
Total des enfants dont les parents sont actifs	12221	63,6%	101 727	56,50%
- Enfants de 0 à 5 ans	3337	17,4%	30 844	17,10%
- Enfants de 6 à 17 ans	8884	46,2%	70 883	39,40%
Total des enfants (parents actifs et non actifs)	19 229	100%	179 930	100%

Source : Caf 2017

Sur les 19 229 enfants d'allocataires résidant dans les communes de la CAPG, près de 64% ont des parents actifs (couples biactifs ou unique parent actif) ; parmi eux, 17,4% ont moins de 5 ans et 46% a entre 6 et 17 ans. La proportion de couples biactifs ou de monoparents actifs est plus élevée dans les familles dont les enfants ont plus de 6 ans, comparativement aux taux départementaux.

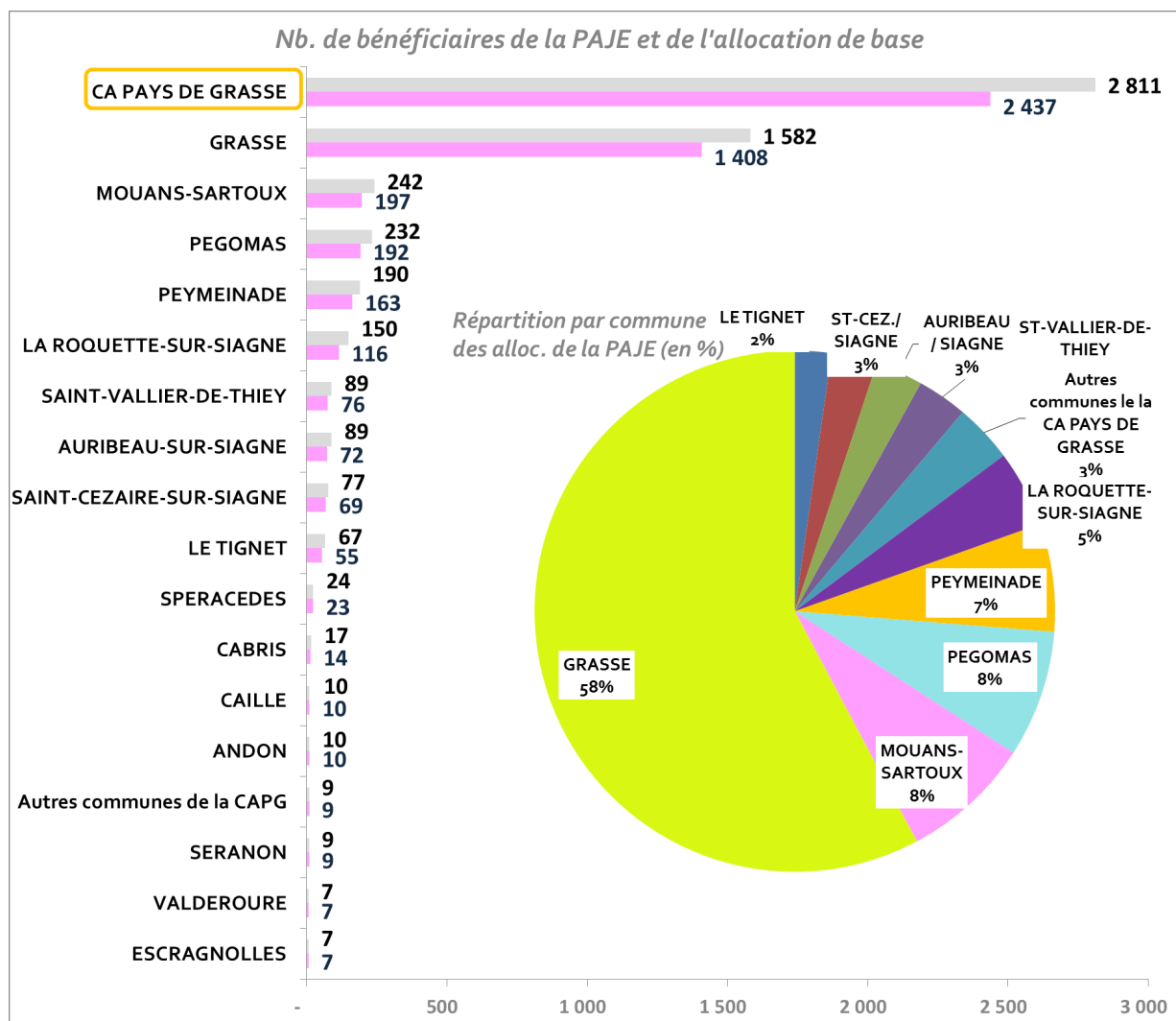
### Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale : la PAJE

La Caf finance des établissements et structures d'accueil du jeune enfant et verse des prestations individuelles liées à l'accueil de l'enfant : la PAJE

Mise en place en janvier 2004, la Paje s'adresse aux parents d'enfants de moins de six ans et comprend quatre composantes :

- la prime à la naissance et/ou à l'adoption
- l'allocation de base pour les enfants de moins de 3 ans
- la prestation partagée d'accueil d'éducation de l'enfant (PreParE) pour les parents ayant cessé ou réduit leur activité professionnelle pour élever leurs enfants
- le complément de libre choix de mode de garde (CMG), lorsque le(s) enfant(s) de moins de 6 ans est/sont gardé(s) par un(e) assistant(e) maternel(le) agréé(e), par une garde à domicile, par une association ou entreprise habilitée ou par une micro-crèche.

## Les allocataires de la Paje et de l'allocation de base au niveau des communes de la CAPG



Source : Caf 2017

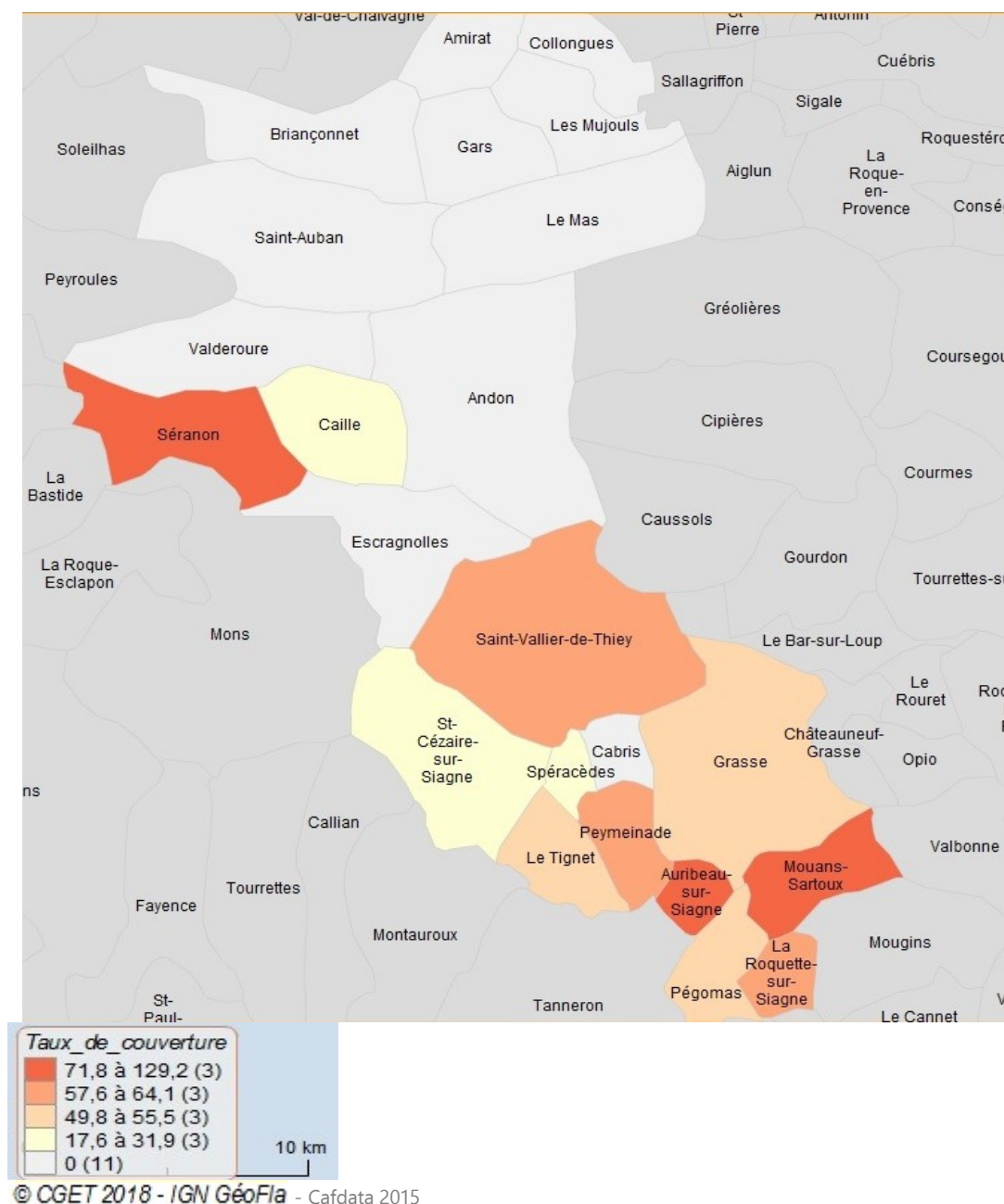
17 % des allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse perçoivent la PAJE, soit 2811 personnes et 14 % bénéficient de l'allocation de base (2 437 bénéficiaires).

Grasse regroupe près de 60 % des bénéficiaires de la PAJE de l'ensemble de l'EPCI. Les autres communes comptent chacune moins de 10 % d'allocataires de la Paje. Après Grasse, ce sont Mouans-Sartoux (8%), Pegomas (8%), Peymeinade (7%) et La Roquette-sur-Siagne (5%) qui dénombrent le plus de bénéficiaires de cette prestation liée à l'entretien de l'enfant.



## L'accueil du jeune enfant

*Taux de couverture\* en places d'accueil collectif et individuel du jeune enfant, sur l'ensemble de la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse (CAPG), en 2015*



Avec un taux de couverture moyen en places d'accueil de 53,6% en 2015, la Communauté d'agglomération du Pays de Grasse présente un taux plus élevé qu'au niveau du département (47 %) mais un peu plus faible que pour la France entière (56,1%).

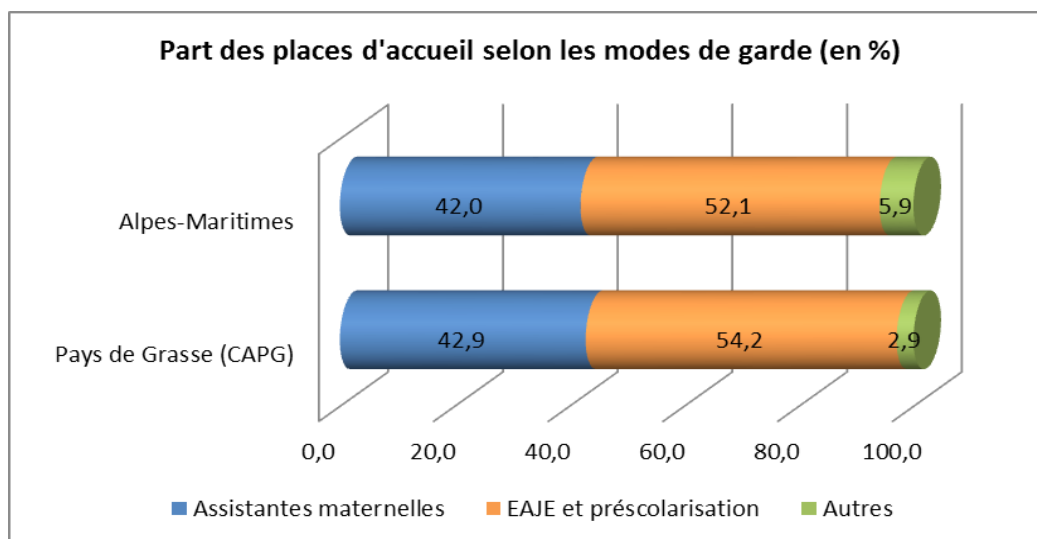
Toutefois, ce taux de couverture recouvre en fait des réalités très contrastées. En effet, les communes du Haut Pays grassois ont de faibles taux de couverture, hormis à Séranton ; tandis que le sud est davantage pourvu, en particulier Mouans-Sartoux et Auribeau sur Siagne.

### *Place d'accueil par mode de garde*



En 2014, sur la Communauté d'agglomération des Pays de Grasse, on observe une représentation presque équivalente des places en accueil individuel et un peu plus importante en accueils collectifs (54,2%) comparativement aux proportions observables au niveau du département.

*(Cafdata 2014 - Les données fiables ne sont disponibles qu'à l'échelle de la CAPG et datent de 2014)*



\*Modalités de calcul de la capacité théorique d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans : l'offre correspond au nombre de places disponibles pour les enfants de moins de 3 ans en établissements d'accueil du jeune enfant, en classes préélémentaires, auprès d'assistants maternels et par la garde des enfants par des salariés employés au domicile des parents. Cette offre est divisée par le nombre d'enfants de moins de 3 ans estimé dans la zone géographique considérée.

*Les données disponibles fiables datent de 2015 & 2014 (Cafdata).*

### ***L'accueil de loisirs-vacances***

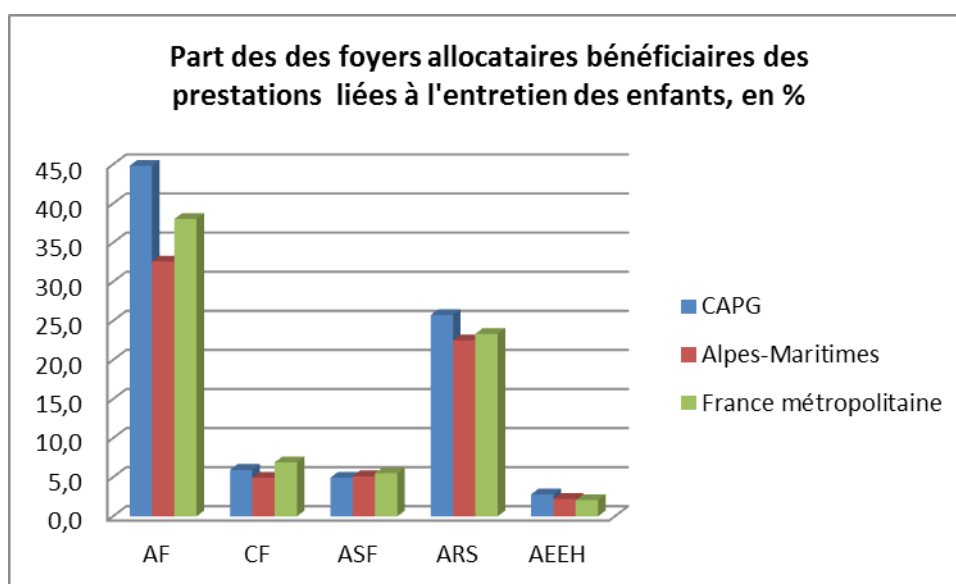
La Caf apporte son soutien à l'accueil périscolaire, l'accueil extra-scolaire et l'accueil des jeunes (14-17 ans) à travers le financement des ALSH, mais aussi aux séjours de vacances des enfants dans le cadre du dispositif VA-CAF.

## Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants

La Caf contribue à la prise en charge de la famille en versant différentes prestations destinées à l'entretien des enfants.

Nombre de bénéficiaires de prestations liées à l'entretien des enfants	CAPG		Alpes-Maritimes		France métropolitaine	
	Nombre d'allocataires	Part des foyers allocataires en %				
Allocation familiale (AF)	7 578	44,8	32,6	38,0		
Complément familial (CF)	1 005	5,9	4,9	6,9		
Allocation de soutien familial (ASF)	836	4,9	5,1	5,5		
Allocation de rentrée scolaire (ARS)	4354	25,8	22,5	23,3		
Allocation d'éducation de l'enfant porteur de handicap (AEEH)	475	2,8	2,2	2,1		

Source : Caf 2017



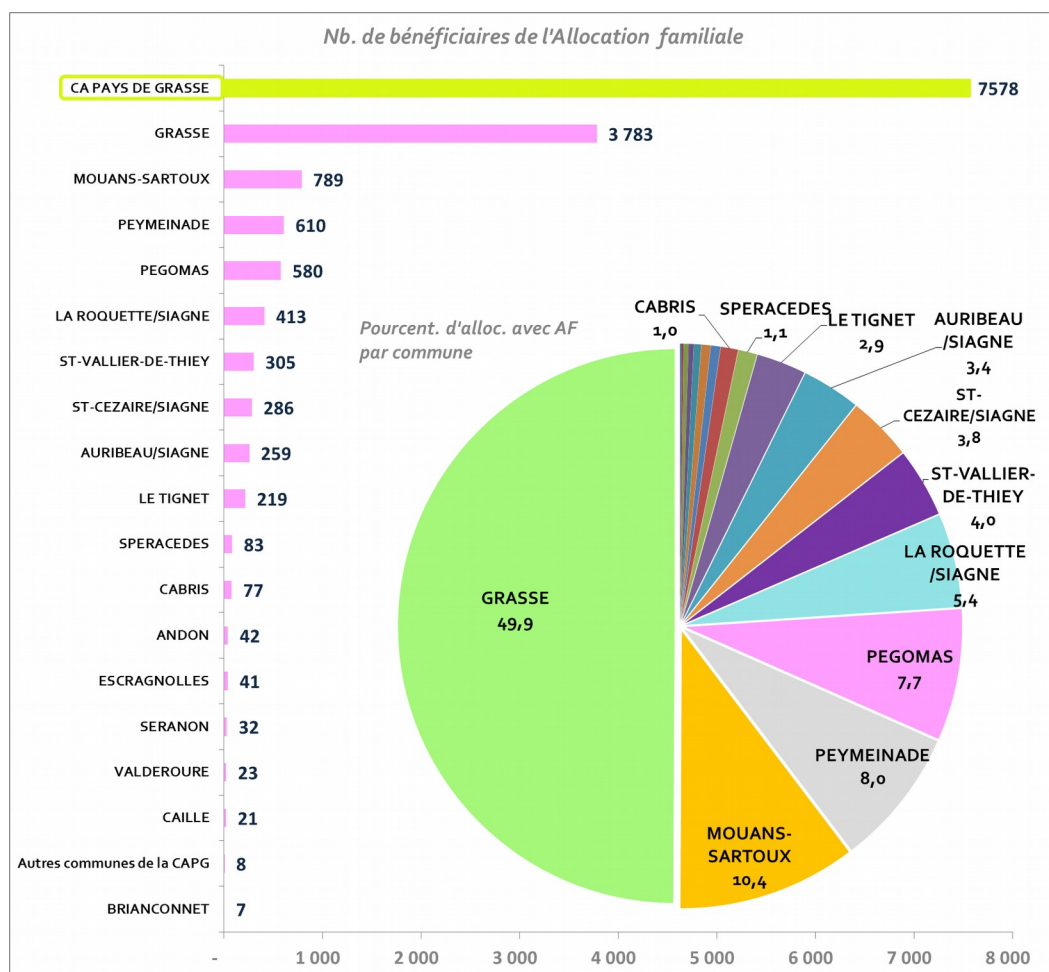
En 2017, 44,8% des allocataires de la CAPG bénéficient des allocations familiales, ce qui représente 7 578 allocataires. Pour la plupart des prestations liées à l'entretien des enfants, la part d'allocataires de la CAPG est supérieure aux proportions observables au niveau du département et au niveau national, hormis pour l'ASF.

### Les prestations liées à l'entretien des enfants au niveau des communes de la CAPG

Les données de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse sur l'Allocation de Soutien Familial, le Complément Familial et l'Allocation d'Education de l'Enfant Handicapé sont soumises au secret statistique, à l'échelle de la commune, et ce du fait d'effectifs trop faibles de bénéficiaires.

Sur les 16 898 allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, 44,8 % perçoivent des Allocations Familiales. Grasse, commune la plus importante de l'EPCI en nombre d'allocataires, regroupe la moitié des bénéficiaires d'AF (3 783 foyers). Les communes restantes ont un nombre de bénéficiaires de l'AF qui varie entre 789 (soit 10,4 % pour Mouans-Sartoux) et 7 (0,1 % pour Briançonnet).

5 communes, regroupées sous la dénomination « autres communes de la CAPG » dénombrent un total de 8 bénéficiaires de l'AF, soit 0,1 % des 7 578 bénéficiaires de cette prestation résidant dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse.

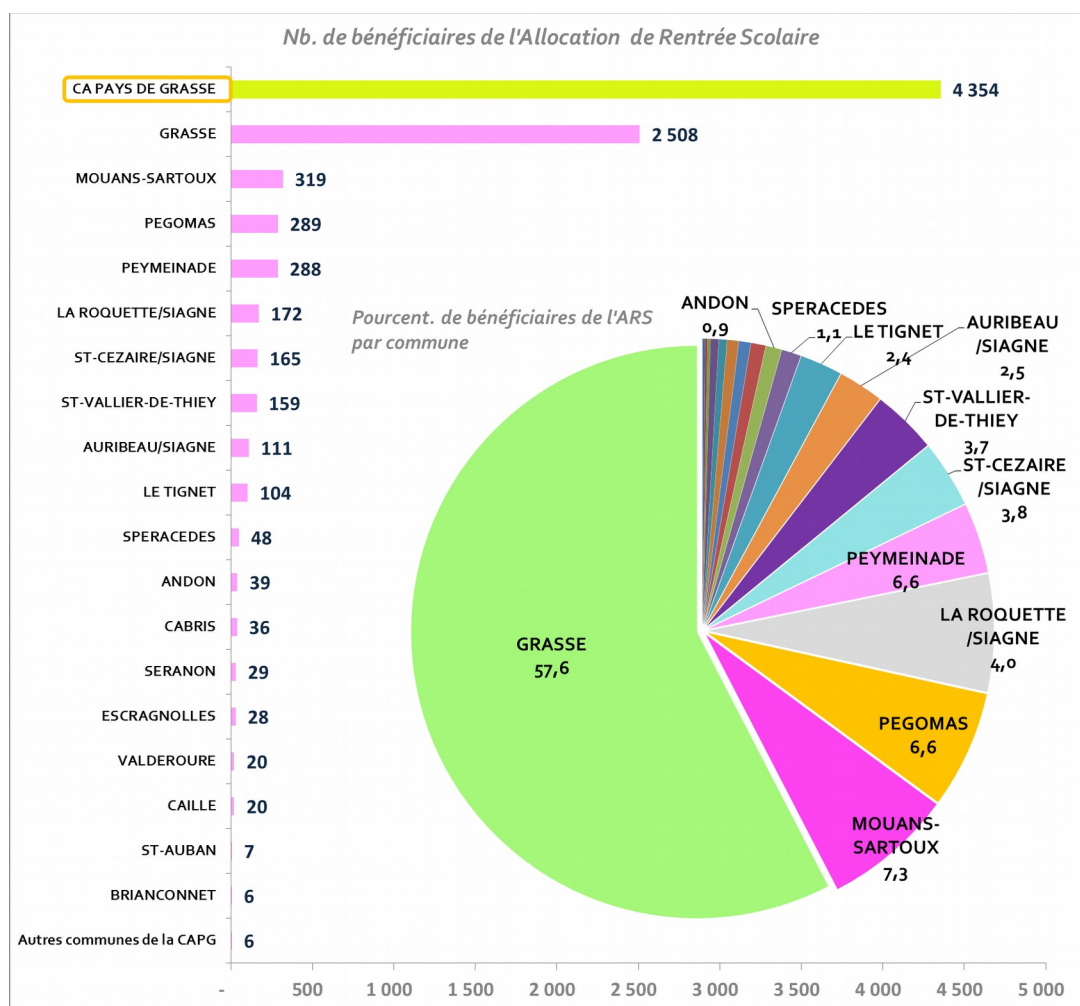


Source : Caf 2017

25,8 % des allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse perçoivent l'Allocation de Rentrée Scolaire, soit 4 354 foyers. Parmi ceux-là, 57,6 % résident à Grasse.

Certaines communes comptent quelques centaines de bénéficiaires d'ARS : ce sont Mouans-Sartoux (319), Pegomas (289), Peymeinade (288), La Roquette-sur-Siagne (172), Saint-Cézaire-sur-Siagne (165), Saint-Vallier-de-Thiey (159), Auribeau-sur-Siagne (111) et Le Tignet (104).

D'autres communes, à l'instar de Spéracèdes (48), Andon (39) ou Cabris (36) dénombrent moins de 100 bénéficiaires de l'ARS.



Source : Caf 2017

La Caf témoigne de son engagement en faveur de la parentalité par la mise en œuvre d'une offre diversifiée afin de mieux accompagner les parents dans leur rôle et leurs responsabilités parentales et éducatives. Elle intervient à des moments clés de la vie des parents par son offre de service de travail social destinée à accompagner les familles confrontées à un événement fragilisant: naissance et adoption, enfant malade ou porteur d'un handicap, séparations, décès d'un enfant, veuvage.

Par ailleurs, elle finance, entre autres, des actions retenues par le Réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (Reaap), des services de médiation familiale, des lieux d'accueil enfants-parents (LAEP), des Contrats locaux d'accompagnement à la scolarité (CLAS).

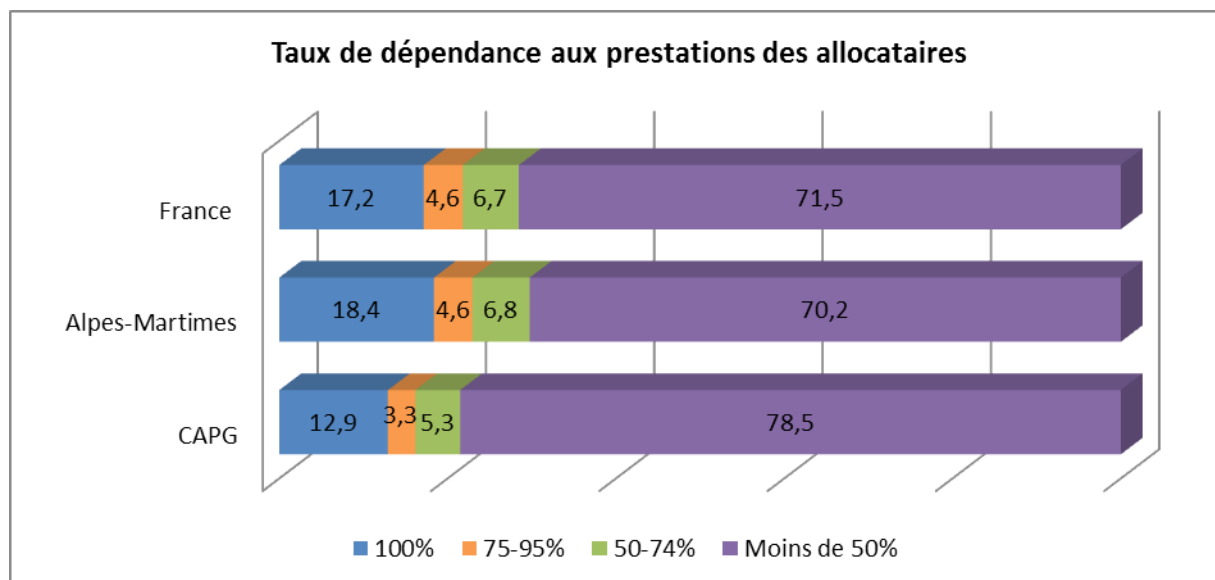
## Contribuer à l'autonomie des jeunes

La Caf intervient auprès des jeunes à travers les aides au logement étudiant, le financement des Foyers de jeunes travailleurs (FJT), le soutien à l'obtention du BAFA ou encore les dispositifs Sac ados et Ville Vie Vacances. Elle s'investit également dans la mise en place du dispositif « Promeneurs du net » dans les Alpes-Maritimes.

## IV- Familles fragilisées et accès aux droits

### 1. La dépendance aux prestations\*

Sur les 16 898 allocataires de la CAPG, on compte 12,9% de foyers dont les ressources sont constituées à 100% des prestations de la Caf, contre 18,4% dans les Alpes-Maritimes et 17,2% au niveau national.



Source : Caf 2017

*\*Le taux de dépendance aux prestations de la Caf est la part de celles-ci dans l'ensemble des ressources des foyers allocataires, prestations comprises. Le taux de dépendance aux prestations est calculé pour la population dont les ressources sont connues, hors étudiants et personnes de plus de 65 ans.*

#### Nombre d'allocataires selon la dépendance aux prestations versées par commune

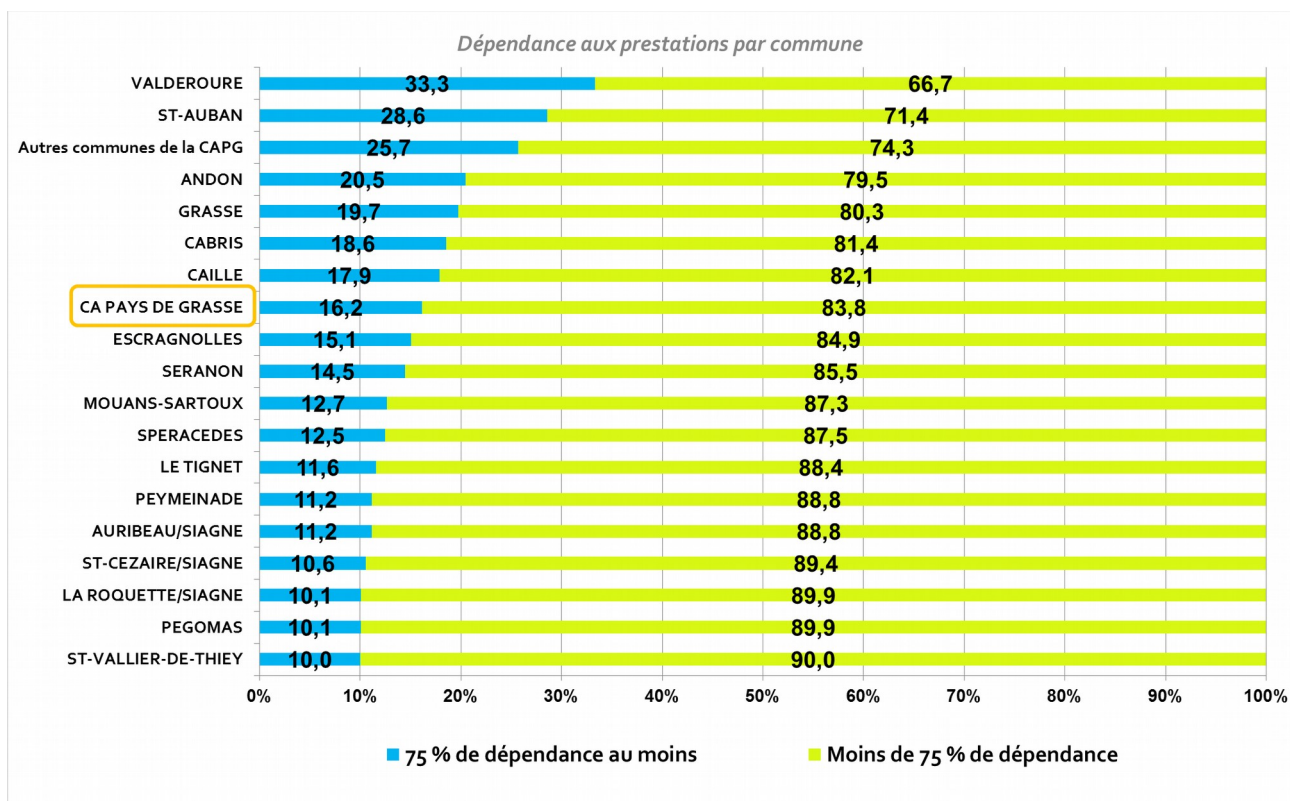
	Autres communes de la CAPG	ANDON	AURIB SIAG							
75 % de dépendance au moins	9	18	49							
Moins de 75 % de dépendance	26	70	39							
<b>Total</b>	<b>35</b>	<b>88</b>	<b>43</b>							

	PEYMEINADE	LA ROQUETTE/ ST SIAGNE								
75 % de dépendance au moins	122	76								
Moins de 75 % de dépendance	970	677								
<b>Total</b>	<b>1 092</b>	<b>753</b>								

Source : Caf 2017 - Lecture : À Auribeau-sur-Siagne, les prestations versées par la Caf constituent au moins  $\frac{3}{4}$  des revenus du foyer pour 49 allocataires.

Au niveau de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, 16,2 % des 15 101 allocataires dont les revenus sont connus dépendent à 75 % au moins des prestations versées par la Caf. Cette catégorie de bénéficiaires

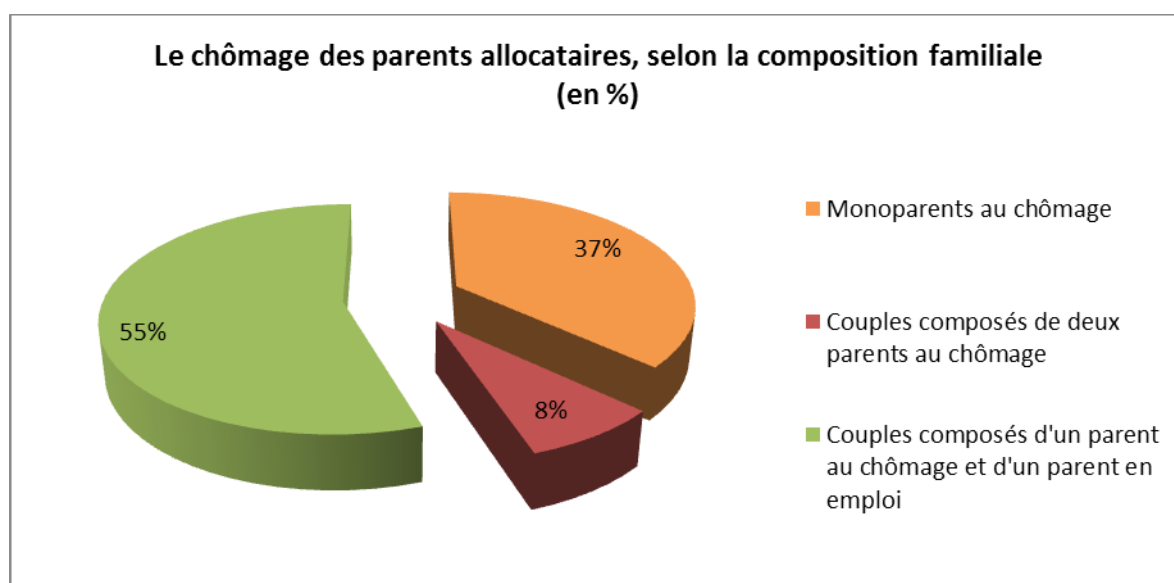
est surreprésentée dans les communes de Caille (17,9%), Cabris (18,6%), Grasse (19,7%), Andon (20,5%), Saint-Auban (28,6%) et surtout Valderoure (33,3% soit + 17,2 points par rapport à l'EPCI).



## 2. Les familles allocataires au chômage

14,5% des allocataires de la CAPG sont touchés par le chômage (soit 2 454 personnes) dont plus de la moitié sont des parents avec enfants mineurs (1 343 personnes).

Parmi ces familles avec enfants, 55% sont composées d'un parent au chômage et d'un parent en emploi, 37% d'un parent isolé au chômage et 8% de couples dont les deux parents sont au chômage.



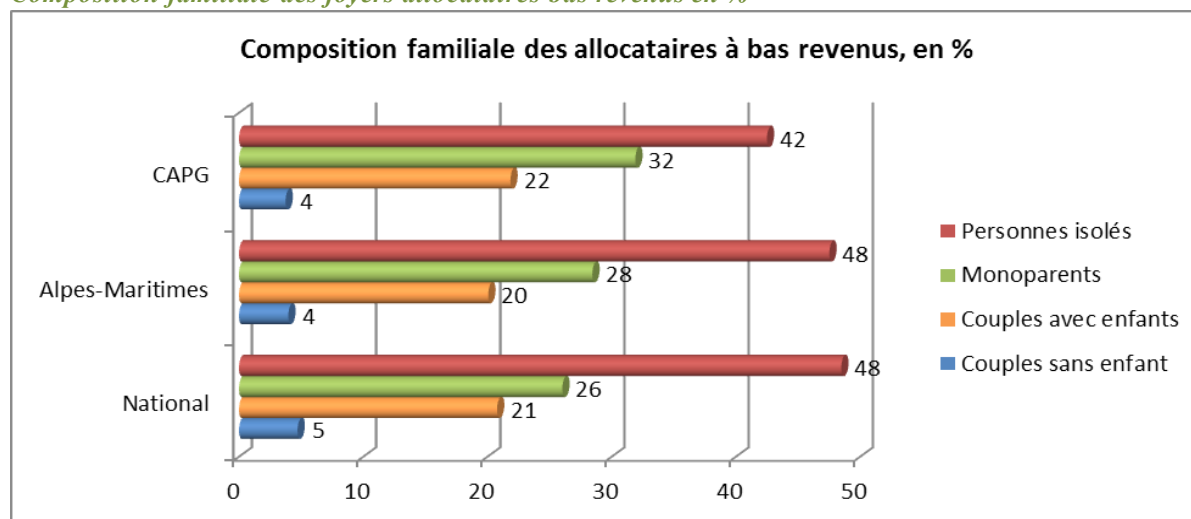
Source : Caf 2017

### 3. Les allocataires à bas revenus et les bénéficiaires de minima sociaux

La pauvreté monétaire approchée à partir des ressources des allocataires offre des comparaisons entre les territoires. A la fin de l'année 2017, la CAPG recense 5172 allocataires à bas revenus, c'est-à-dire vivant en dessous du seuil de 1 052 Euros par mois et par unité de consommation.

Dans les Alpes-Maritimes, la moyenne départementale du taux d'allocataires à bas revenus est de 43% et la moyenne nationale de 40%, quand le taux moyen pour la CAPG est plus faible à 34%. Il concerne en premier lieu les personnes isolées et les monoparents.

#### Composition familiale des foyers allocataires bas revenus en %



Source : Caf 2017

Au regard de l'échelle départementale et nationale, la population des allocataires à bas revenus dans les communes de la CAPG diffère peu. Elle se caractérise seulement par une légère surreprésentation des personnes isolées et une proportion un peu moindre de couples avec enfants.

*Le seuil de bas revenus au 31 déc. 2017 est de 1052 Euros par unité de consommation. La proportion d'allocataires à bas revenus est calculée sur la base des allocataires dont le revenu est connu, hors étudiants et personnes âgées de 65 ans ou plus.*

#### Minima sociaux et revenus garantis

Pour aider les personnes démunies, la Caf verse le Revenu de solidarité active (RSA) et l'allocation pour adultes porteurs de handicap (AAH). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, le volet activité du RSA est remplacé par la Prime d'activité et le RSA socle est maintenu.

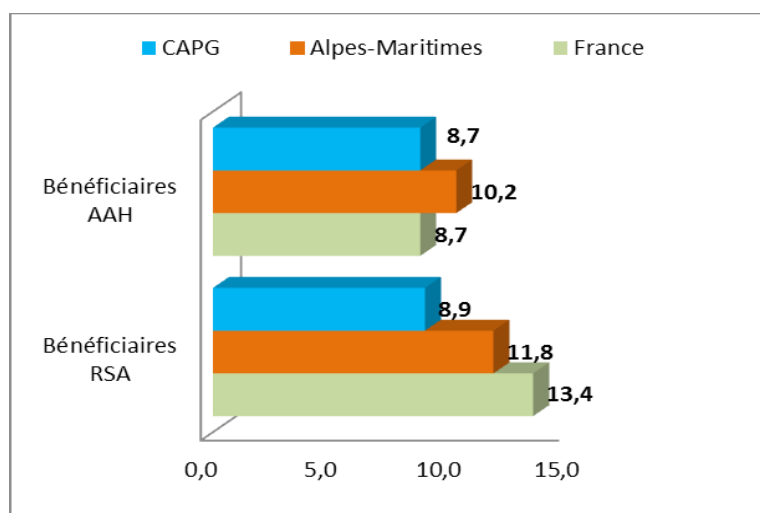
	CAPG	Alpes-Maritimes
<b>Nb. de bénéficiaires RSA</b>	<b>1 503</b>	<b>23 947</b>
Nb. de personnes couvertes par le RSA	<b>2 805</b>	<b>45 088</b>
<b>Nb. de bénéficiaires AAH</b>	<b>1 472</b>	<b>20 778</b>
Nb. de personnes couvertes par l'AAH	<b>2 133</b>	<b>29 329</b>

Source : Caf 2017

4,8 % de la population totale de la CAPG est couverte par ces minima sociaux, ce qui est un pourcentage plus faible que les taux départemental (6,9%) et national (7,5%)

**Part des bénéficiaires de minimum social parmi les allocataires, en %**





Source : Caf 2017

En 2017, on compte ainsi 1 503 bénéficiaires du RSA et 1 472 de l'AAH, ce qui représente respectivement 8,9% et 8,7% de la population allocataire du territoire. On observe ainsi une moindre proportion des bénéficiaires de RSA sur le territoire comparativement au niveau départemental et national. En revanche, si le nombre de bénéficiaires d'AAH est légèrement plus faible qu'un au niveau du département, il est équivalent au niveau national (8,7%).

### *Les minima sociaux et revenus garantis au niveau des communes de la CAPG*

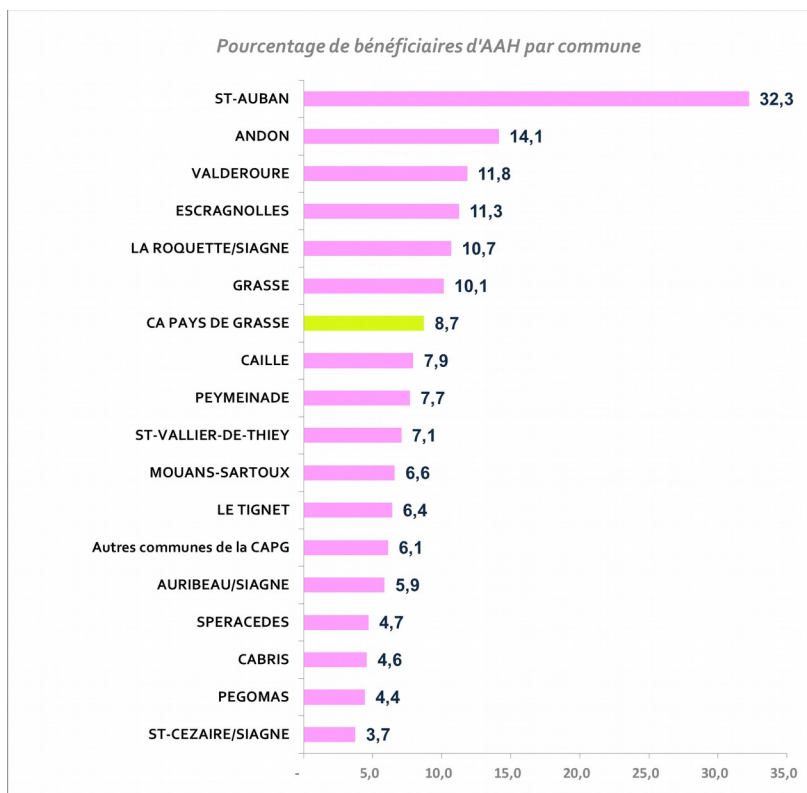
#### **Répartition des bénéficiaires de l'AAH et des personnes couvertes**

	ANDON	AURIBEAU/SI AGNE	CA						
<b>Nb. bénéf. AAH</b>	14	28							
<b>Nb. pers. Couvertes par l'AAH</b>	19	42	:						
<b>Nb. allocataires</b>	99	478	1						

	LA ROQUETTE/ SIAGNE	ST-AUBAN	CE:						
<b>Nb. bénéf. AAH</b>	86	10							
<b>Nb. pers. Couvertes par l'AAH</b>	98	13							
<b>Nb. allocataires</b>	804	31							

Source : Caf 2017





En 2017, 8,7 % des allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse perçoivent l'Allocation Adulte Handicapé (soit 1 472 personnes sur 16 898).

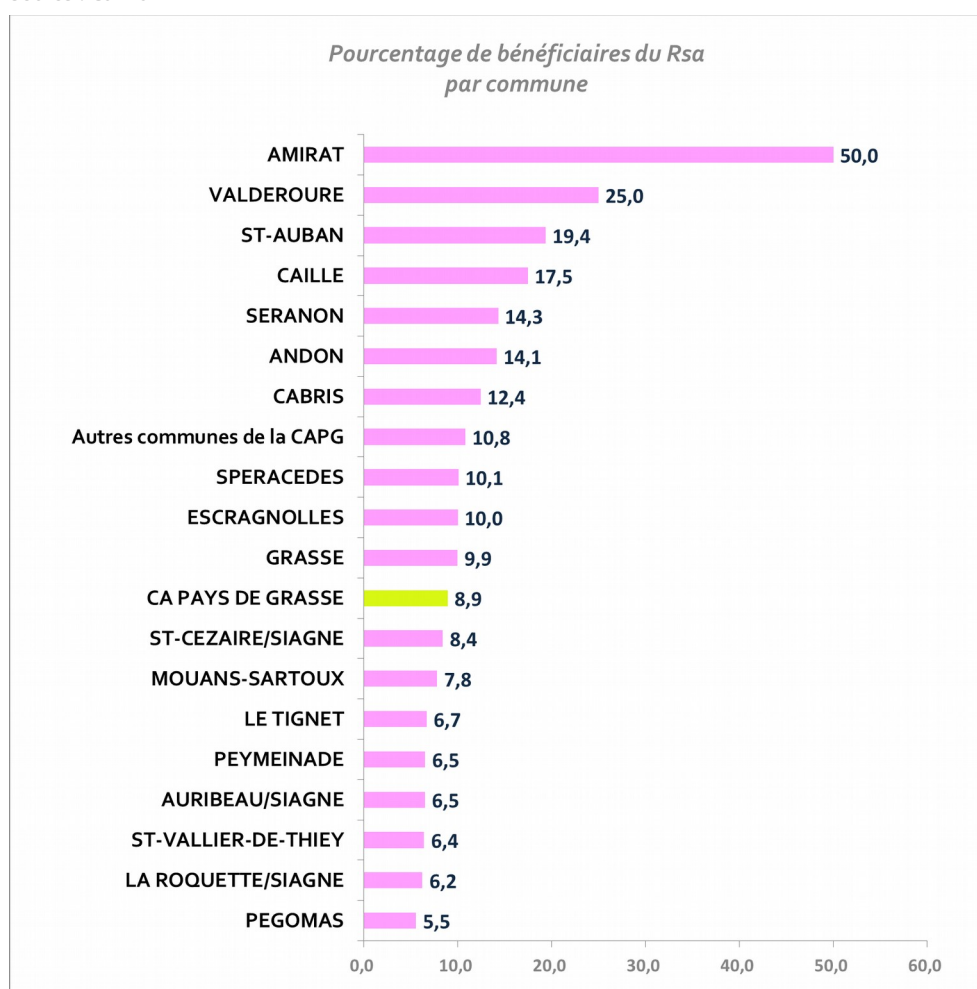
Comparativement à l'EPCI, la part des bénéficiaires d'AAH est surreprésentée dans les communes de Grasse (10,1%), La Roquette-sur-Siagne (10,7%), Escagnolles (11,3%), Valderoure (11,8%), Andon (14,1%) et surtout Saint-Auban (32,3%; soit + 23,6 point par rapport à l'EPCI dans son ensemble).

## Répartition des bénéficiaires du RSA et des personnes couvertes

	AMIRAT	ANDON	AURIBEAU/SI AGNE	CABI						
<b>Bénéficiaires du RSA</b>	5	14	31	15						
<b>Personnes couvertes par le Rsa</b>	7	26	58	24						
<b>Nb. allocataires</b>	10	99	478	15						

	LA ROQUETTE/SIAG NE	ST-AUBAN	ST- CEZAIRE/ AGNE							
<b>Bénéficiaires du RSA</b>	50	6	45							
<b>Personnes couvertes par le Rsa</b>	81	8	74							
<b>Nb. allocataires</b>	804	31	536							

Source : Caf 2017



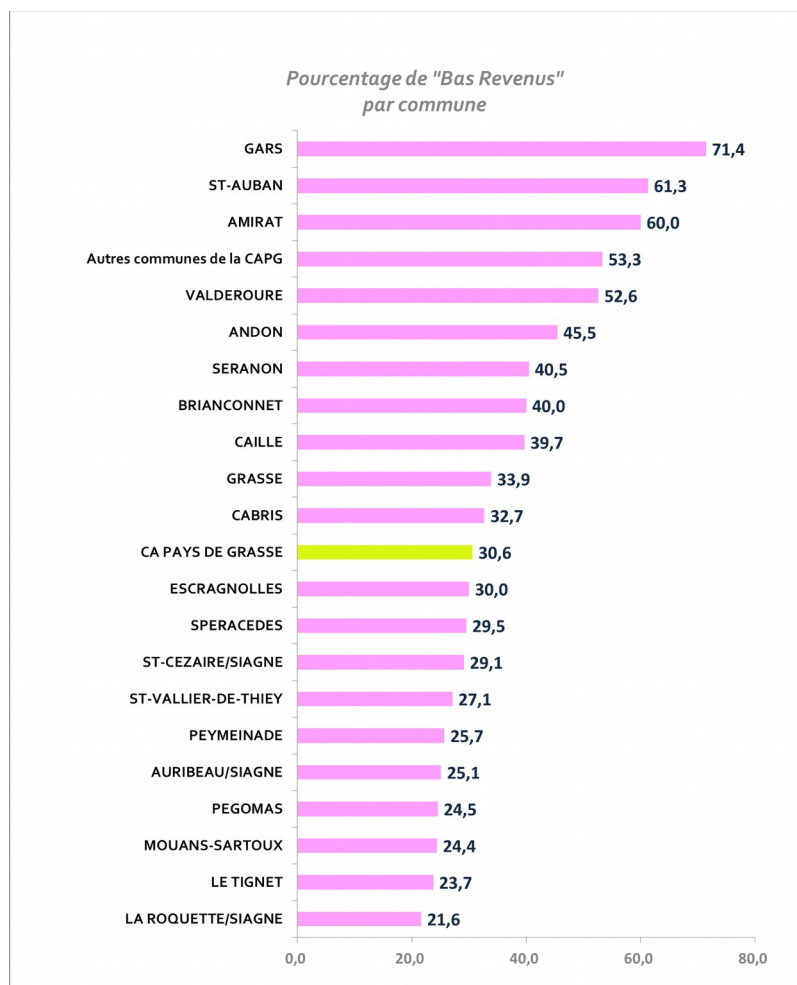
8,9 % des allocataires bénéficient du Revenu de Solidarité Active dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. La part de ces bénéficiaires est fortement surreprésentée dans la commune d'Amirat (50 % soit + 41,1 points comparativement à l'EPCI et 5 allocataires) et de Valderoure (25% soit + 16,6 points et 19 allocataires). Même si c'est dans une moindre mesure, la proportion d'allocataires du Rsa est également au-dessus de la moyenne de l'EPCI à Saint-Auban (19,4%), Caille (17,5%), Seranon (14,3%), Andon (14,1%), Cabris (12,4%), Spéracèdes (10,1%), Escragnolles (10%) et Grasse (9,9%).

## Répartition des allocataires vivant sous le seuil de bas revenus

	AMIRAT	ANDON	AURIBEAU/ SIAGNE	BRIA							
<b>Nb. alloc. Bas Revenus</b>	6	45	120								
<b>Nb. allocataires</b>	10	99	478								

	PEYMEINADE	LA ROQUETTE/S IAGNE	ST- AUBAN	CE							
<b>Nb. alloc. Bas Revenus</b>	304	174	19								
<b>Nb. allocataires</b>	1183	804	31								

Source : Caf 2017 - Le seuil de bas revenus au 31 déc. 2017 est de 1052 € par unité de consommation.



1/3 des allocataires Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse vit sous le seuil de bas revenus ; celui-ci s'élevant à 1 052 € mensuel.

Comparativement à l'EPCI dans son ensemble, les allocataires « Bas Revenus » sont en proportions plus importantes dans 10 communes. Cette surreprésentation étant soit faible, à l'instar de Cabris (32,7% soit +2,1 points et 50 allocataires), soit beaucoup plus forte, à l'exemple d'Amirat (60 %), Saint-Auban (61,3%) ou encore Gars (71,4%). Ces trois dernières communes ont cependant un nombre faible d'allocataires à bas revenus (respectivement 6, 19 et 7).

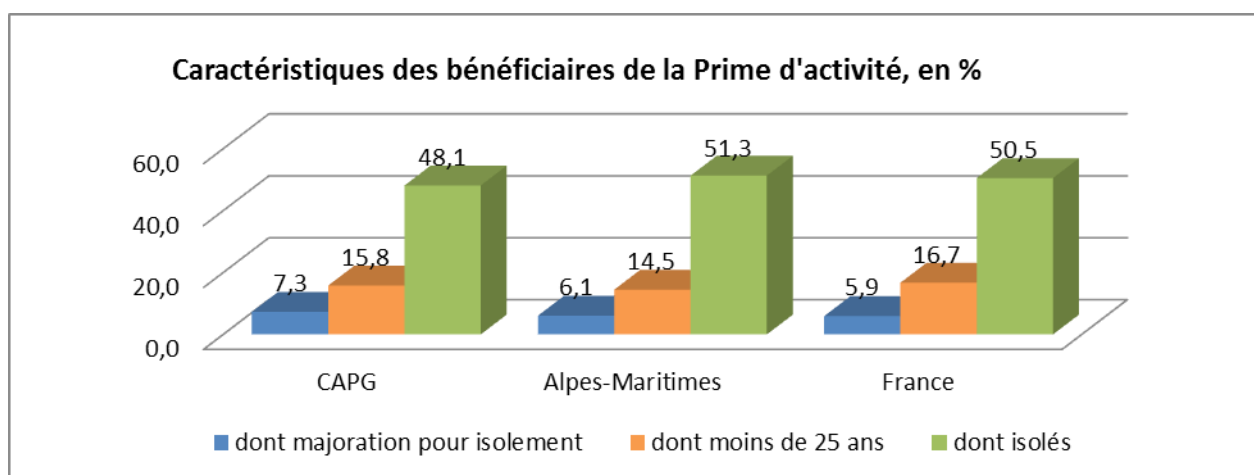
## 4. Zoom sur la Prime d'activité

### Les bénéficiaires de la Prime d'activité de la CAPG

	CAPG		Alpes-Maritimes		France	
Bénéficiaires de la prime d'activité	3 444		41 730		2 562 163	
<i>dont</i> majoration pour isolement avec enfant à charge ou à naître	252	7,3%	2 526	6,1%	151 092	5,9%
<i>dont</i> moins de 25 ans	543	15,8%	6 037	14,5%	427 810	16,7%
<i>dont</i> isolés	1 658	48,1%	2 1406	51,3%	1 294 130	50,5%
Montant moyen versé (en Euros)	164,2		159,5		156,6	

Source : Caf 2017

La prime d'activité, mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour remplacer le volet activité du RSA, a été versée en 2017 à 3 444 bénéficiaires sur le territoire de la CAPG.



Source : Caf 2017

Le montant moyen versé aux bénéficiaires de la Prime d'activité dans les communes de la CAPG est de 164,2 Euros, un montant supérieur aux moyennes départementale et nationale.

On observe que le territoire comprend une proportion un peu plus importante d'allocataires percevant la PPA majorée pour isolement avec enfant à charge comparativement au département et au niveau national.

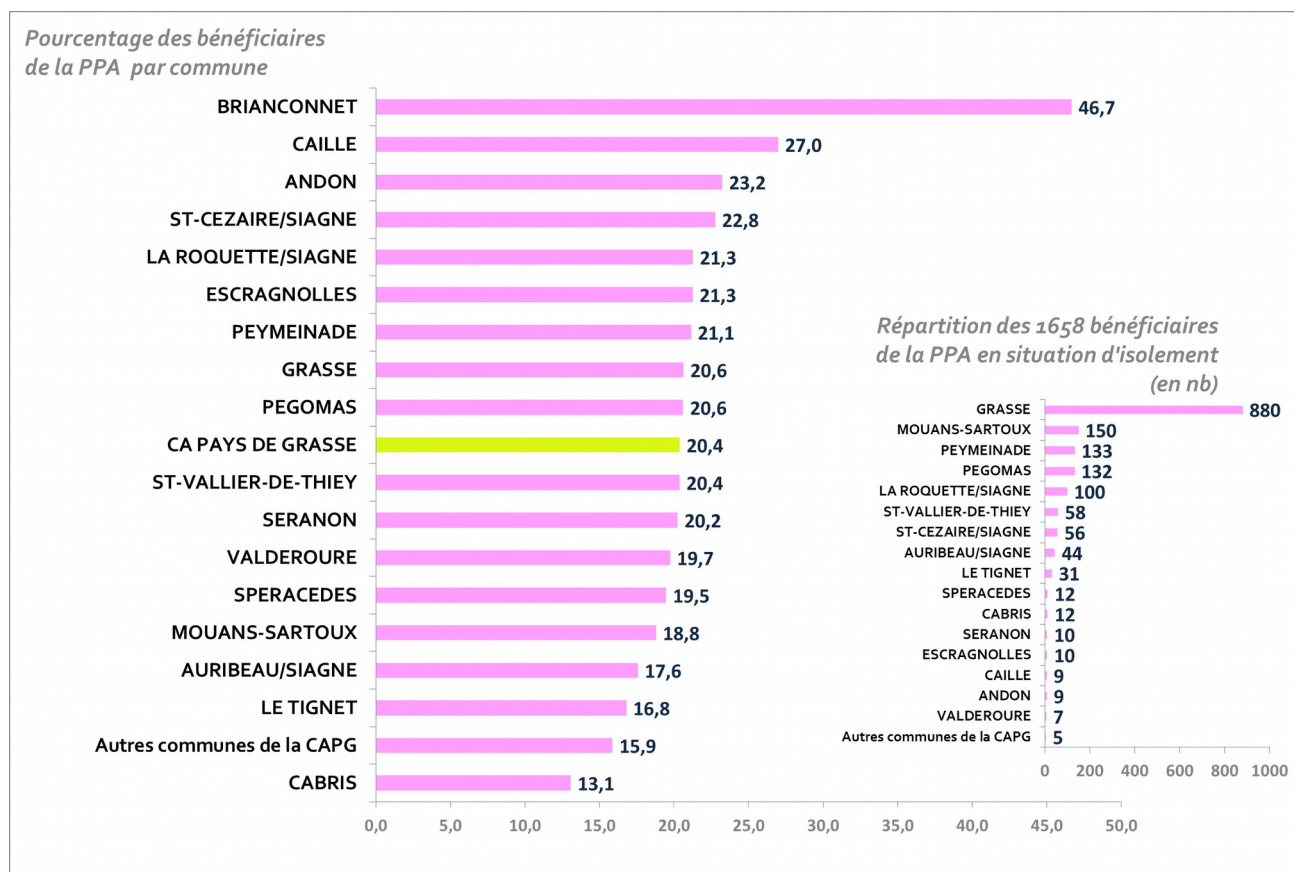
### Les bénéficiaires de la PPA au niveau des communes de la CAPG

#### Répartition des bénéficiaires de la PPA par commune

	ANDON	AURIBEAU/ SIAGNE	BRIANC NET						
Nb bénéficiaires de la PPA	23	84	7						
Nb. d'allocataires	99	478	15						

	PEYMEINADE	LA ROQUETTE/ SIAGNE	ST- CEZAIRE/SI AGNE						
Nb bénéficiaires de la PPA	250	171	122						
Nb. d'allocataires	1 183	804	536						

Source : Caf 2017



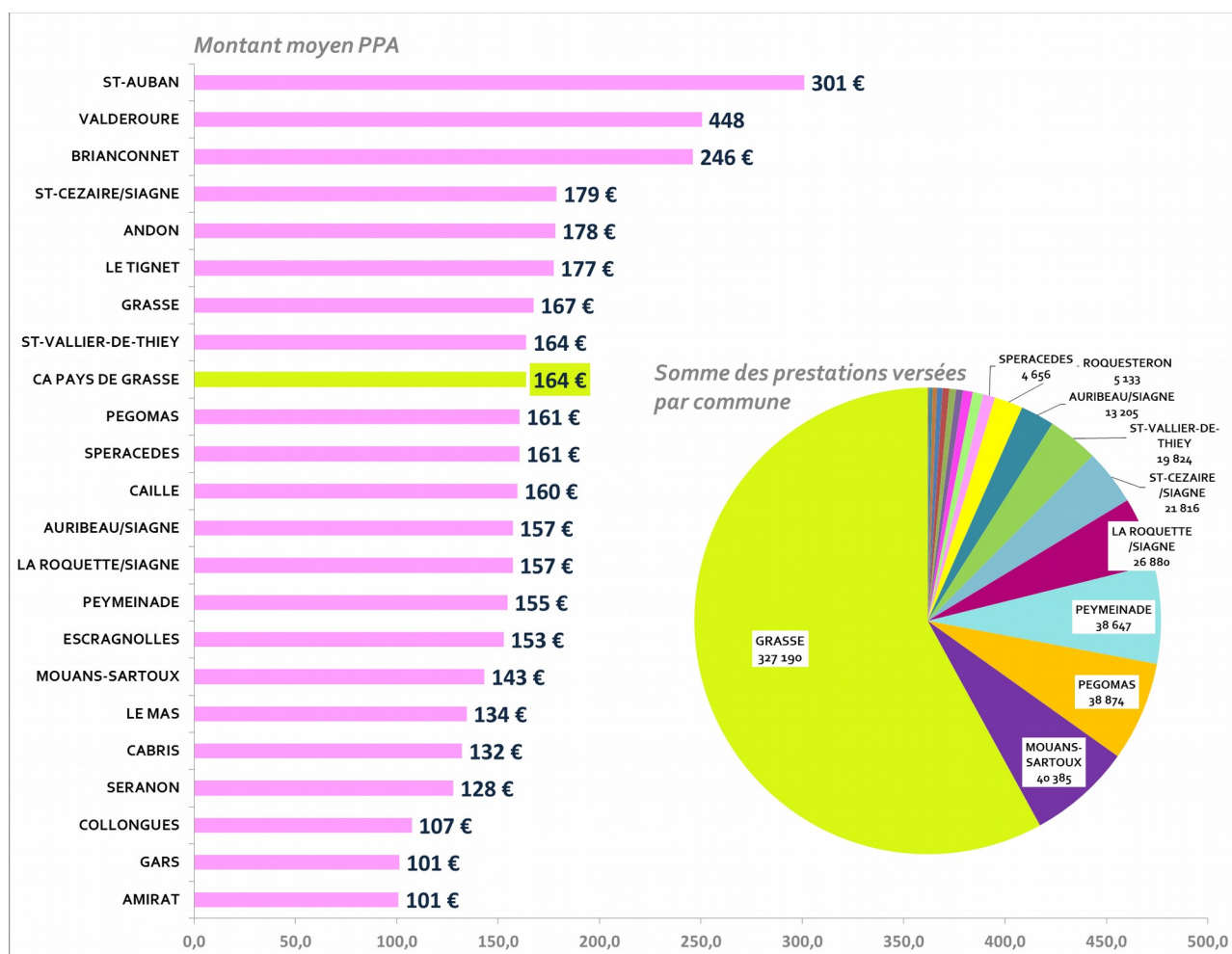
Source : Caf 2017

Le secret statistique ne permet pas de rendre compte des allocataires de la Prime d'activité avec une majoration pour isolement ou ayant moins de 25 ans.

La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse dénombre 3 444 bénéficiaires de la PPA, soit 20,4% des allocataires. Les bénéficiaires de la PPA sont surreprésentés pour 9 communes de l'EPCI

Les écarts par rapport à la part moyenne (20,4%) vont de + 0,2 points (Saint-Vallier-de-Thiey : 20,6 %) à + 26,3 points (Briançonnet : 46,7%).

Briançonnet, Caille et Andon sont les communes pour lesquelles la surreprésentation d'allocataires de la PPA est la plus forte. Le nombre de ces allocataires dans ces communes y est cependant faible (respectivement 7, 17 et 23).



Source : Caf 2017

Dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, un bénéficiaire de la PPA perçoit en moyenne 164 €. Le montant moyen de PPA perçu par les allocataires varie de 101 € (Amirat) à 301 € (Saint-Auban).

La somme des prestations versées au titre de la Prime d'activité (PPA) dans la CAPG s'élève à 564 236 €. 58 % de ce montant concerne les allocataires de Grasse pour un total de 327 190 €.

Hors Grasse, les montants versés par commune s'élèvent à moins de 10 % du montant total versé aux allocataires de l'EPCI, soit pour les principales communes : Mouans-Sartoux (7,2 % soit 40 385 €), Pegomas (6,9 % soit 38 874 €), Peymeinade (6,8 % soit 38 647 €), La Roquette-sur-Siagne (4,8 % soit 26 880 €), Saint-Cézaire-sur-Siagne (3,9 % soit 21 816 €).



## V- Accompagner les familles dans leur relation avec l'environnement et le cadre de vie

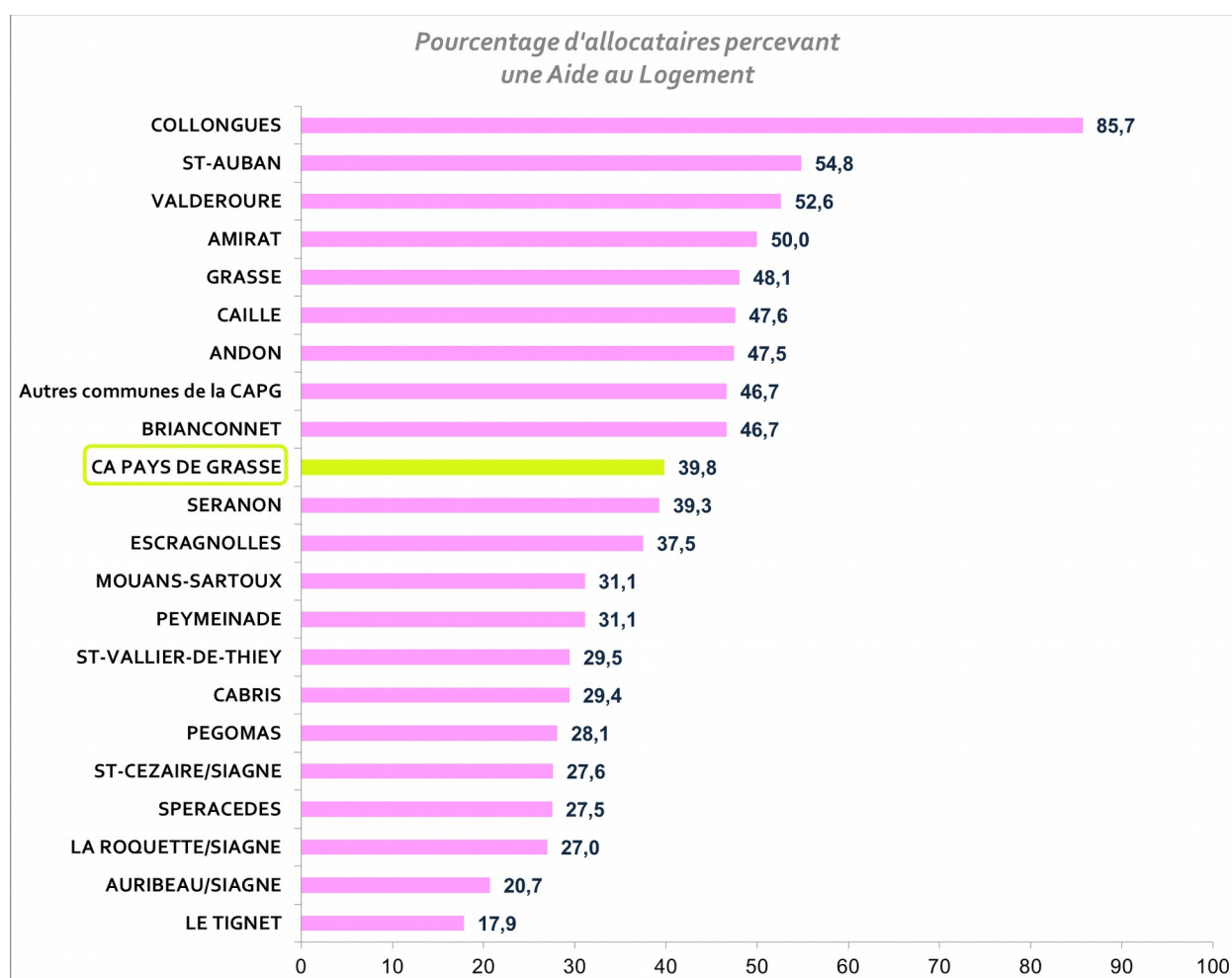
### 1. Les bénéficiaires d'aides au logement

En 2017, la CAPG dénombre 6 732 bénéficiaires d'une aide au logement, ce qui représente 6,6% de la population totale et 40 % des allocataires : un pourcentage relativement bas au regard des taux départementaux et nationaux qui sont de 51% et 50%

#### Au niveau des communes

	AMIRAT	ANDON	AURIBEAU/ SIAGNE	BRIA							
Nb. de bénéf. d'aide au logement	5	47	99								
Nb allocataires	10	99	478								
	PEYMEINADE	LA ROQUETTE/S IAGNE	ST-AUBAN	CEZAI							
Nb. de bénéf. d'aide au logement	368	217	17								
Nb allocataires	1 183	804	31								

Source : Caf 2017 - les communes soumises au secret statistique ont été regroupées en une entité unique «autres communes de la CAPG »



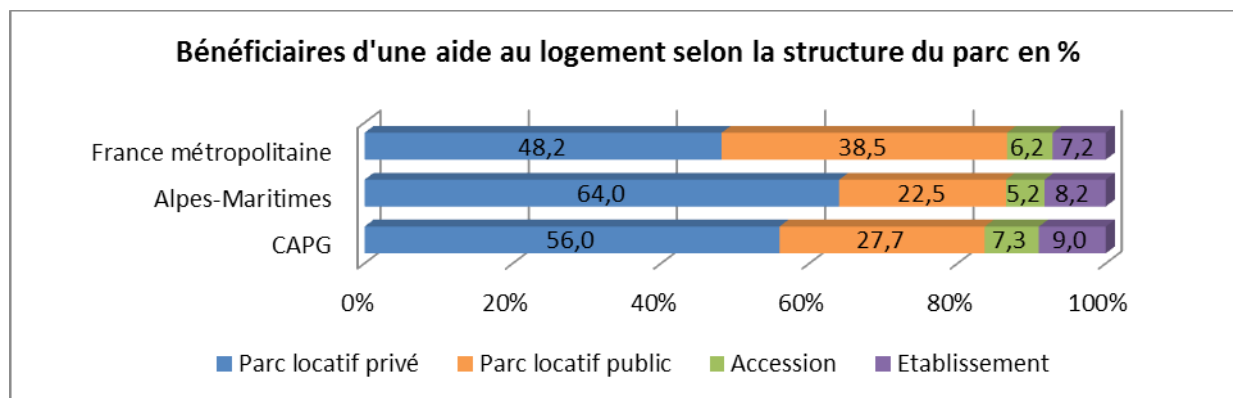
Source : Caf 2017

39,8 % des allocataires de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse perçoivent une aide au logement. Le part d'allocataires d'AL par commune varie de 17,9 % pour Le Tignet (soit 67 allocataires «AL » sur 375) à 85,7 % pour Collongues (6 allocataires sur 7).

8 communes ont une part de bénéficiaires d'AL supérieure à la part moyenne dans l'EPCI. Cette surreprésentation varie de 46,7 % (soit + 6,9 points pour Briançonnet qui compte 7 allocataires avec une AL) à 85,7 % (+ 39 points pour Collongues avec 6 allocataires bénéficiaires d'une AL).

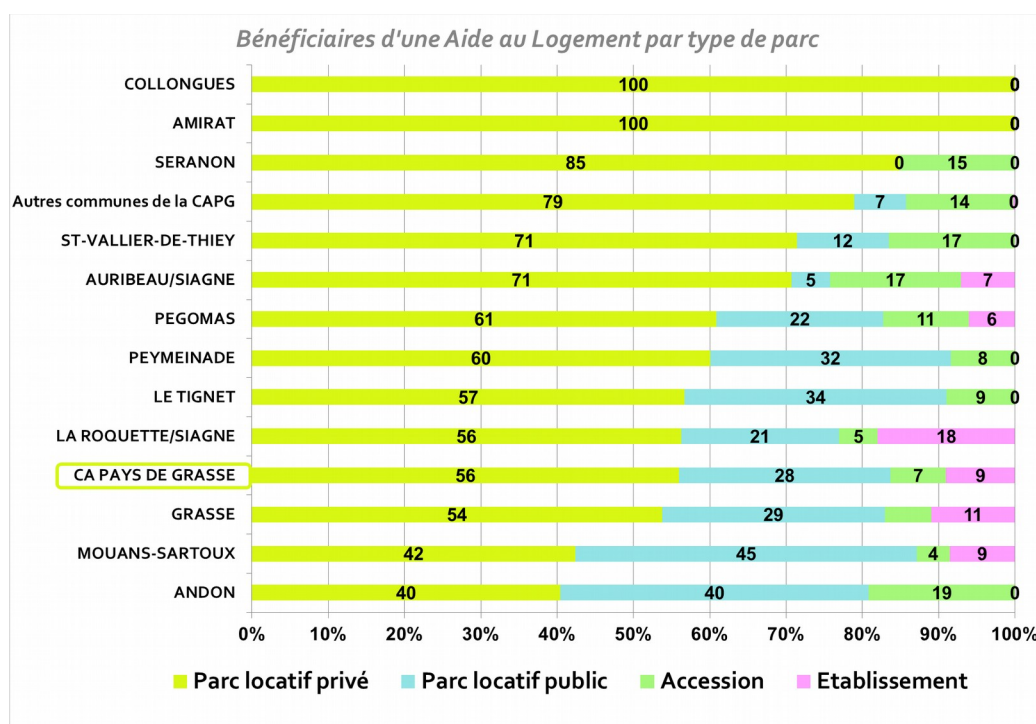
### Bénéficiaires d'une aide au logement selon la structure du parc

56% des bénéficiaires d'une aide au logement de la CAPG résident dans le parc privé, une proportion moins élevée de 8 points que dans les Alpes-Maritimes (64%). Par ailleurs 27,7% de ces aides concernent des allocataires résidant dans le parc locatif public, contre seulement 22,5% au niveau du département ; même si ce taux reste encore relativement bas comparé au national (38,5%).



Source : Caf 2017

### Au niveau des communes



Source : Caf 2017

S'agissant de la ventilation des bénéficiaires d'AL selon le type de parc dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, 12 communes ne sont pas soumises au secret statistique.

Parmi celles-ci, Collongues et Amirat n'abritent que des allocataires d'AL du parc privé. La proportion d'allocataires résidant dans le parc privé varie de 10 % (Andon) à 100%. Grasse et Mouans-Sartoux, les deux communes les plus importantes en nombre d'allocataires, ont une part de bénéficiaires d'AL en dessous de la moyenne de l'EPCI (respectivement 54 % et 42 % contre 56 %).

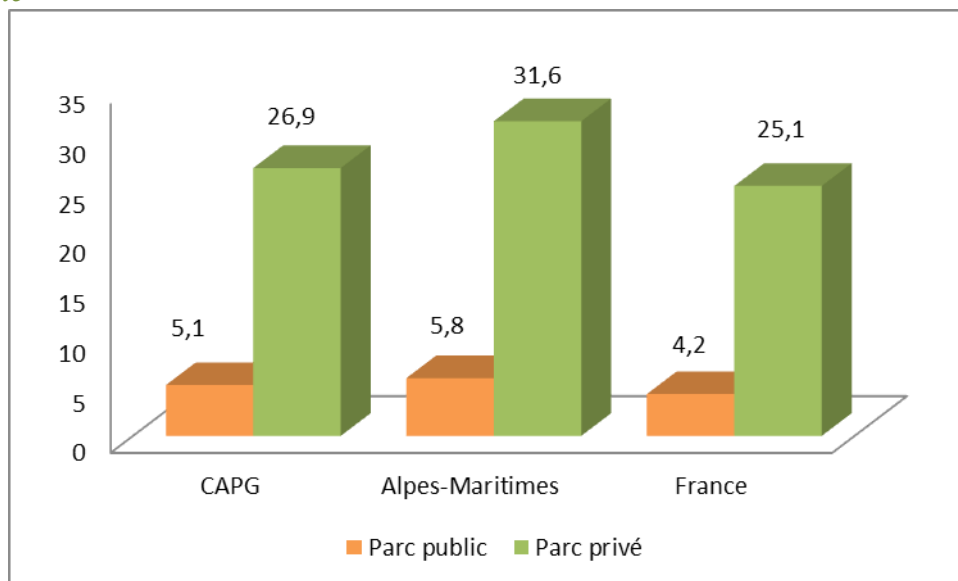


La part moyenne d'allocataires en cours d'accèsion à la propriété est de 7% dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. Seranon (15%), Saint-Vallier-de-Thiey (17%), Pegomas (17%) et surtout Andon (19%) sont largement au-dessus de cette part moyenne. La Roquette-sur-Siagne (18%) et Grasse (11%) ont une part d'allocataires en établissement au-delà de celle observée à l'échelle de l'EPCI (9%).

## 2. Les taux d'effort des allocataires

Le taux d'effort net correspond à la part des ressources que les allocataires consacrent au paiement de leur loyer, après la perception de l'aide au logement.

*Part des bénéficiaires d'une aide au logement supportant un taux d'effort supérieur à 40% dans les parcs privé et public*



Source : Caf 2017

En 2017, toutes communes de la CAPG confondues seuls 5,1% d'allocataires supportent un taux d'effort supérieur à 40% dans le parc public. 26,9% supportent ce même taux d'effort dans le parc privé. Les allocataires du parc privé avec ce taux d'effort sont en moindre proportion dans les territoires de la CAPG, comparés au niveau départemental

### *Le taux d'effort au niveau des communes de la CAPG*

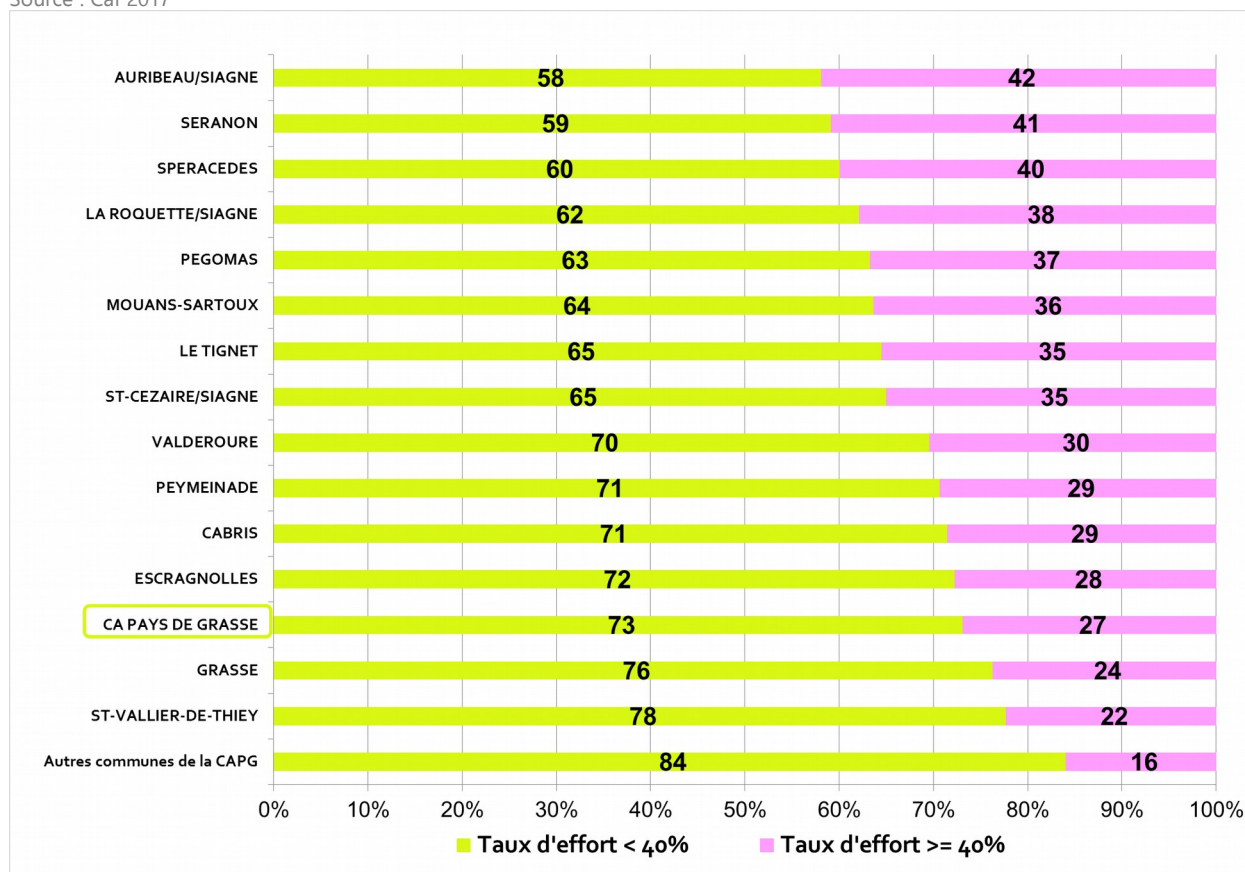
#### Répartition par communes des allocataires selon le taux d'effort dans le parc privé

	AURIBEAU/ SIAGNE	CABRIS	ES					
<b>Taux d'effort &lt; 40%</b>	36	25						
<b>Taux d'effort &gt;= 40%</b>	26	10						
<b>Total bénéficiaires</b>	62	35						

	ST- CEZAIRE /SIAGNE	ST- VALLIER- DE-THIEY	SE					
<b>Taux d'effort &lt; 40%</b>	63	87						
<b>Taux d'effort &gt;= 40%</b>	34	25						
<b>Total bénéficiaires</b>	97	112						

Taux d'effort net : part du revenu des allocataires consacrée au loyer une fois prises en compte les Allocations Logement.

Source : Caf 2017



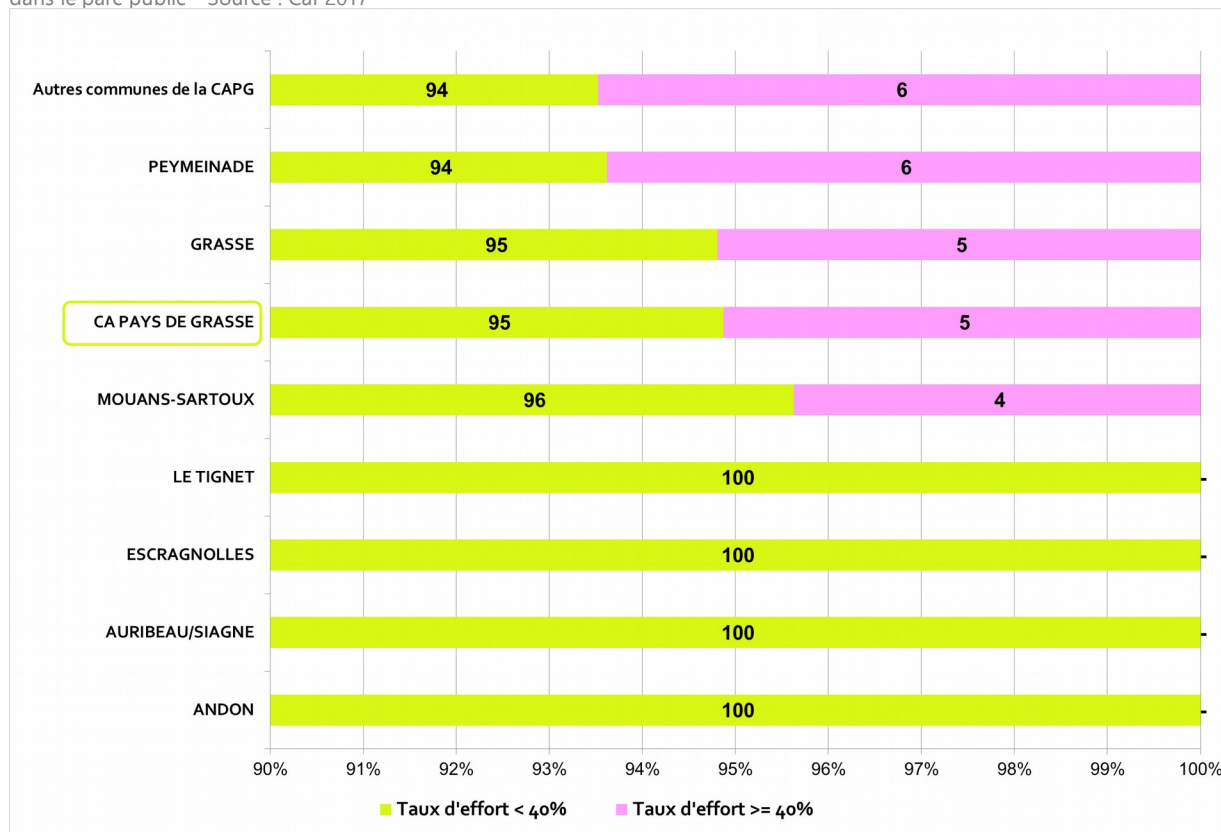
Source : Caf 2017

Dans le **parc privé** de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, 27% des bénéficiaires d'une AL, dont les revenus sont connus, ont un taux d'effort supérieur (dépense consacrée au logement une fois déduite l'Aide au Logement) ou égal à 40%. La part d'allocataires avec un taux d'effort conséquent (i.e. 40 % ou plus) varie de 16 % (autres communes de la CAPG) à 42% (Auribeau-sur-Siagne) dans l'EPCI. Pour Grasse, la part de ces allocataires est moins élevée que dans l'EPCI dans son ensemble (24 % contre 27%) ; cet effort important consacré au logement concerne 482 allocataires au total dans la commune.

### Répartition par communes des allocataires selon le taux d'effort dans le parc public

	ANDON	AURIBEAU/ SIAGNE	ESCRAG NOLLES						
<b>Taux d'effort &lt; 40%</b>	15	5	5						
<b>Taux d'effort &gt;= 40%</b>	0	0	0						
<b>Total bénéficiaires</b>	15	5	5						

Remarque : Amirat, Briançonnet, Cabris, Collongues, Gars, Le Mas, Seranon et Spéracèdes n'ont pas de bénéficiaires d'Aide au Logement dans le parc public - Source : Caf 2017



Source : Caf 2017

Concernant le parc public, 5% seulement des bénéficiaires d'une AL ont un taux d'effort supérieur ou égal à 40% dans la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. L'écart des communes à cette moyenne n'est que de 1 point, en plus ou en moins, pour les communes abritant des allocataires du parc public qui perçoivent une Aide au Logement.

A Andon, Auribeau-sur-Siagne, Escragnolles et Le Tignet, la totalité des bénéficiaires d'une AL du parc public a un effort en deçà des 40 %.

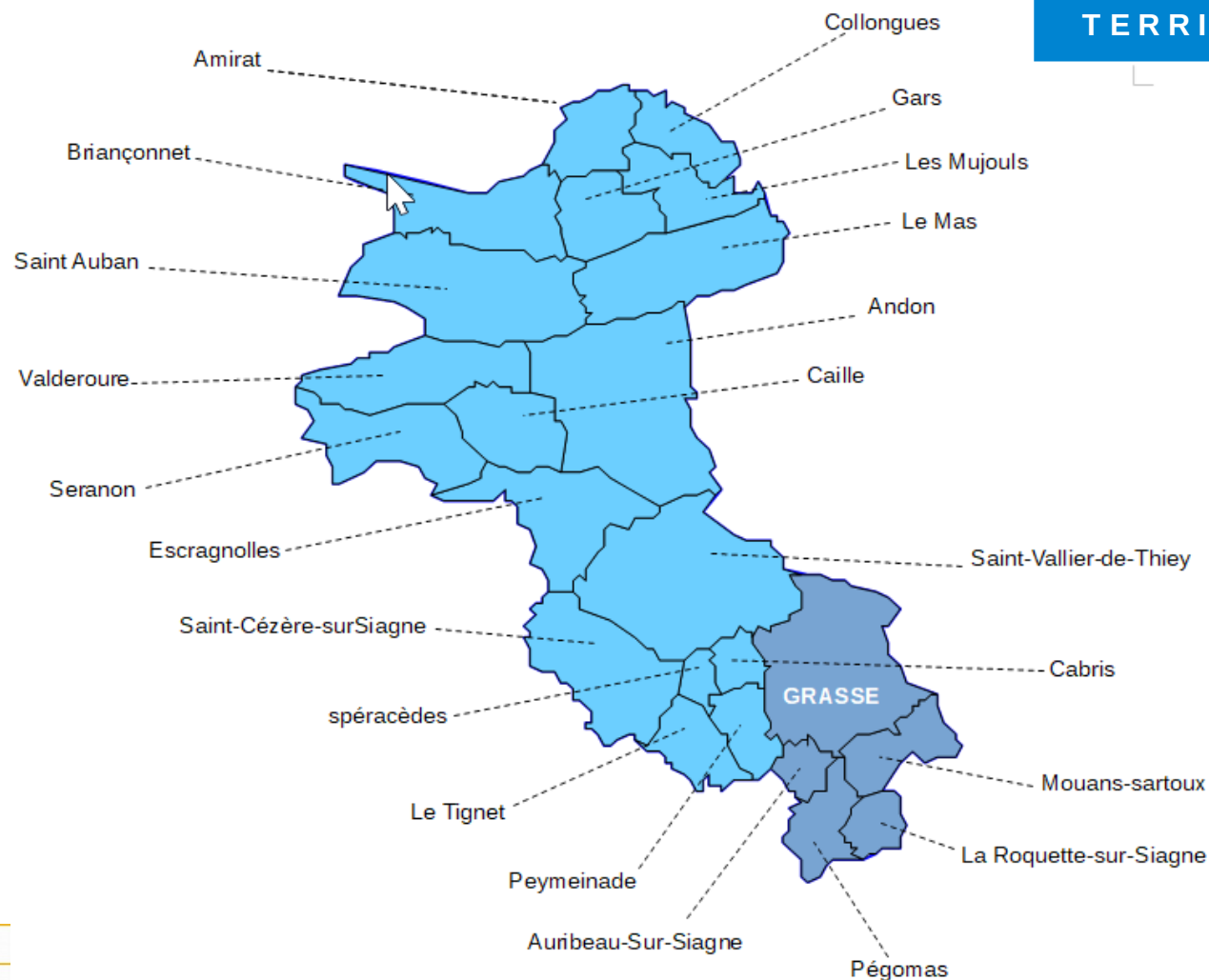
## ANNEXE 2 – Diagnostic partagé

# DIAGNOSTIC CTG-CHARTRE 2020



## ANNEXE 2

### TERRITOIRE DE LA CAPG



OCTOBRE 2020

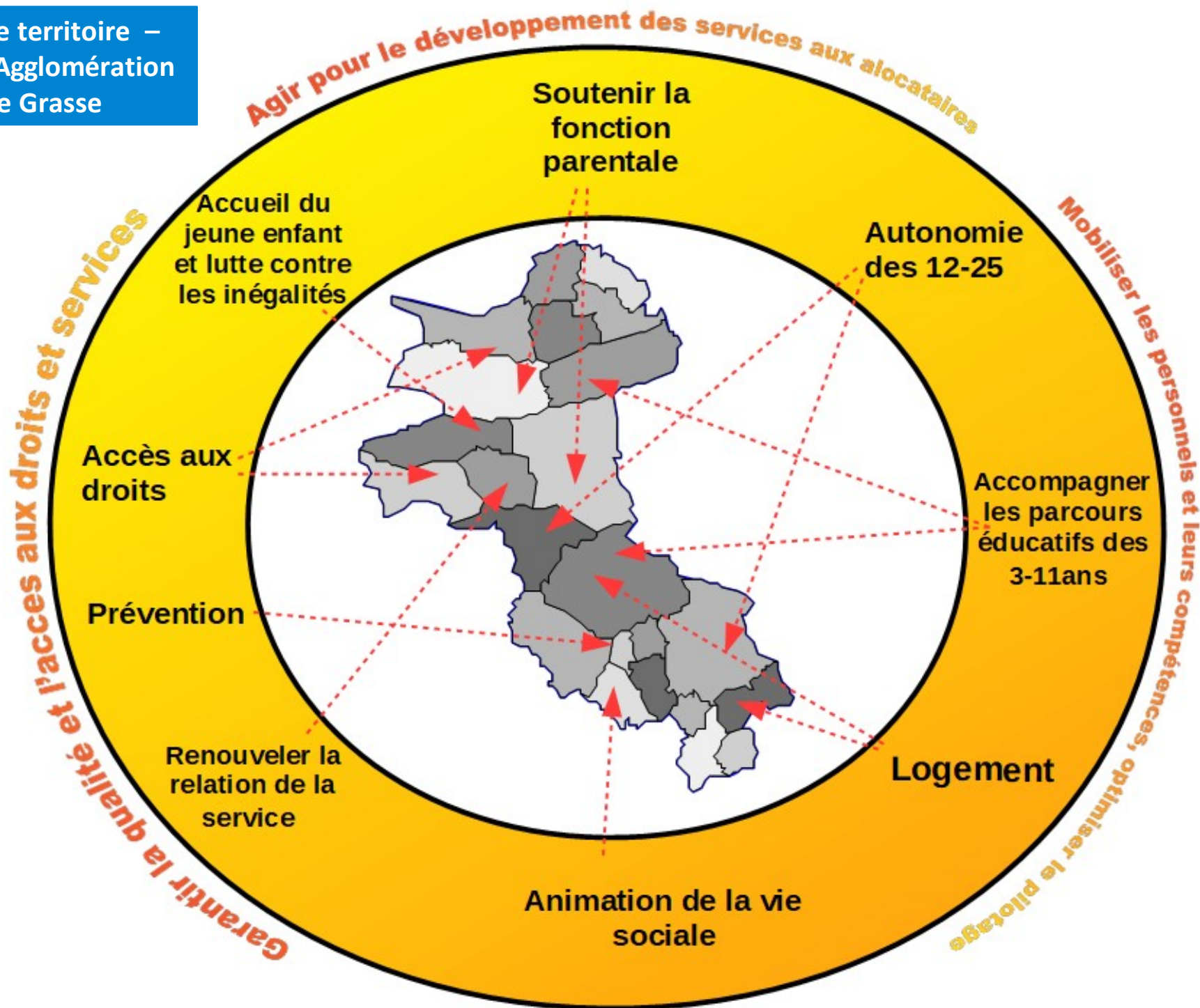


santé  
famille  
retraite  
services



Caf  
des Alpes-  
Maritimes

caf.fr





La CAPG a été créée le 1er janvier 2014, elle est issue de la fusion entre le Pôle Azur Provence, la communauté de communes des terres de Siagne et la communauté de communes des monts d'Azur. Cette nouvelle intercommunalité a un paysage particulièrement contrasté et est composée de vingt-trois communes, 101 795 habitant (Insee 2016) :

Grasse, Amirat, Andon, Auribeau-sur-Siagne, Briançonnet, Cabris, Caille, Collongues, Gars, Le Mas, Mouans-Sartoux, Les Mujouls, Pégomas, Peymeinade, La Roquette-sur-Siagne, Saint-Auban, Saint-Cézaire-sur-Siagne, Saint-Vallier-de-Thiey, Séranon, Spéracèdes, Le Tignet, Valderoure.

Face à cette fusion, nous observons une disparité dans les délégations de compétences enfance et jeunesse. Cette configuration ainsi que les spécificités du territoire, engendrent un **déséquilibre de l'offre de service aux usagers**.

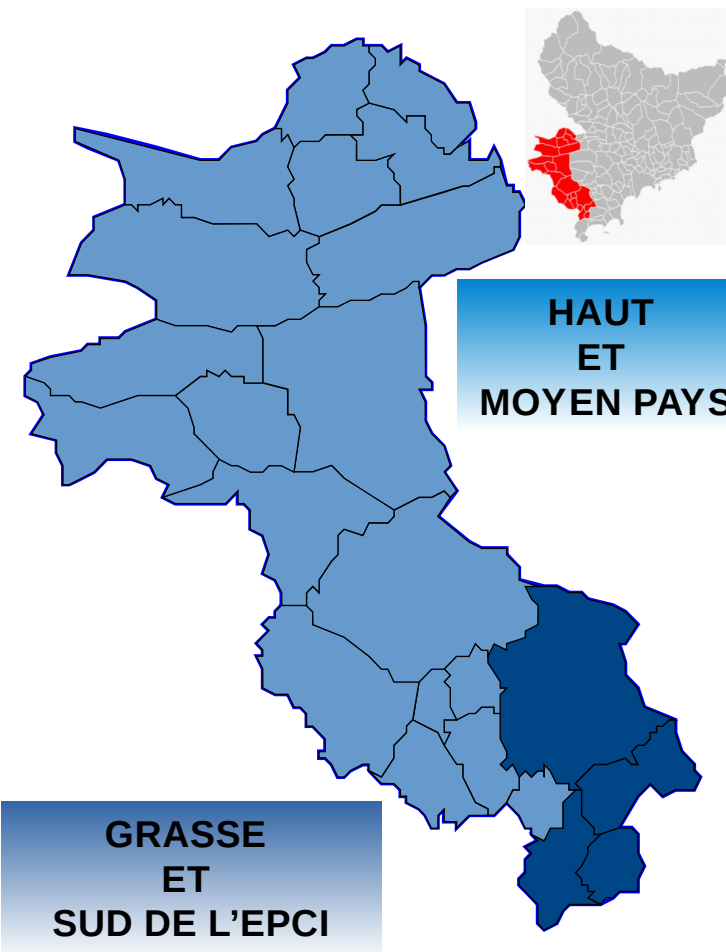
Bien que située non loin du littoral, l'agglomération se caractérise par une identité rurale et périurbaine fortement marquée avec près de 80% de son territoire situé en zone rurale de moyenne et haute montagne.

Face à cette géographie particulière, l'itinérance sur le haut pays est à privilégier.

1/3 de la population allocataire de la CAPG vit sous le seuil des bas revenu (1 052€/mois), 1 contrat de ville à Grasse avec 2 Quartiers Prioritaires (Fleurs de Grasse et Grand Centre), 1 CTG depuis 2009, renouvelée en 2011 et en 2017 sur la ville de Grasse et un projet CTG /charte des familles inter-communautaire CAPG en cours de négociation.

1 contrat de ruralité sur les 13 communes du Haut et moyen Pays (Saint Vallier de Thiey, Séranon, Valderoure, Caille, Andon-Thorenc, Escragnolles, St Auban, Collongues, Le Mas, Les Mujouls, Briançonnet, Amirat, Gars)

*Les communes de Grasse, Mouans Sartoux, Pégomas et la Roquette sur Siagne ont gardé leurs compétences enfance et jeunesse et ont chacune un CEJ. Auribeau sur Siagne a gardé sa compétence enfance et s'est rattaché au CEJ inter-communal de la CAPG qui contient toutes les communes restantes pour la jeunesse.*



**La lutte contre les inégalités sociales et territoriales par le développement d'une offre d'accueil adaptée demeure une constante dans les priorités de la CAF.** Ainsi la création de 30 000 places d'accueil en EAJE est une ambition nationale contractualisée dans la convention d'objectifs et de gestion 2018-2022. La MSA se mobilise également pour accompagner la création de services et de structures d'accueil du jeune enfant en milieu rural en prenant en

### Développer l'offre d'accueil du jeune enfant en luttant contre les inégalités sociales et territoriales

Au niveau de l'EPCI, le taux de couverture est au-dessus du taux départemental. Néanmoins, il ressort une grande inégalité de l'offre des modes de garde sur le territoire. D'un point de vue quantitatif, l'offre de service est plus ou moins adaptée à la demande de prise en charge. La qualité et surtout la diversité de l'offre proposée est aussi disparate.

#### Du point de vue quantitatif

Le recensement des équipements petite enfance nous permet d'observer qu'une majorité des EAJE se situent au sein du **bassin de vie sud de l'EPCI**. La densité de population en est la raison principale. Néanmoins, la CAFAM est favorable au développement de places d'accueil sur la commune de la Roquette-sur-Siagne. Ainsi elle encourage à la création d'un EAJE en 2021. Aussi le développement du nombre de places sur la commune de Pégomas serait opportun au regard du nombre de demandes aujourd'hui enregistré par le service petite enfance de la commune. Enfin, le secteur nord est de la ville de Grasse reste à développer. Il sera nécessaire de s'interroger sur le devenir du Jardin d'enfants Les Bengalis à Grasse dépendant de l'obligation de la scolarité à partir de 3 ans.

En outre, le développement urbanistique de cette partie du territoire laisse présager un accroissement du besoin dans les prochaines années.

Ainsi le besoin de développement est particulièrement prégnant au sein du **bassin de vie Nord de l'EPCI**. Ce secteur caractérisé par un étalement géographique important implique souvent pour les familles de faire appel à l'accueil individuel pour leurs enfants. Cependant, l'offre est au-

travers de cette convention territoriale globale et charte des familles.

Le développement sur ce secteur reste compliqué en raison de la disposition géographique suggérant une mutualisation des établissements de type EAJE sur des zonages extrêmement vaste. Mais aussi en raison de l'inéligibilité de ce territoire aux subventions d'investissement de la CAF. En effet, ce bassin de vie ne rentre pas dans les critères du potentiel financier permettant l'obtention de l'aide à l'investissement national. La commune de Saint Vallier de Thiey illustre cette problématique où le développement d'une structure serait pertinent. Afin de répondre aux objectifs de développement de la branche famille, un appel à projet départemental sera diffusé en 2020.

#### Du point de vue qualitatif

**L'adéquation entre l'offre et la demande de places est un objectif pour la branche famille. Les insuffisances quantitatives ne constituent pas les seules difficultés de l'EPCI, la complexité géographique de la CAPG est source d'émergence de besoins spécifiques locaux. La diversité de l'offre d'accueil est ainsi aujourd'hui une problématique majeure sur ce territoire.**



**La bonne qualité d'accueil** est une préoccupation partagée par l'ensemble des municipalités qui compose la CAPG. Toutefois, là encore, le service aux familles est extrêmement hétérogène.

**Concernant l'accueil individuel** nous observons que la répartition des assistantes maternelles semble plutôt cohérente avec les besoins des territoires néanmoins certains zonages sont insuffisamment pourvus voire complètement dépourvus en offre d'accueil individuel. Par ailleurs, le niveau de qualification des professionnelles accueillantes ainsi que le taux d'agrément par les services de PMI est très déséquilibré selon les secteurs.

Il est impératif pour la branche famille de promouvoir le métier d'assistants maternels afin d'informer et de poursuivre le travail de professionnalisation et le développement des RAM.

La CAFAM ambitionne la création d'un RAM pour 70 assistantes maternelles. Grasse, Mouans-sartoux et les communes du moyen pays ont déjà développé cet axe et perçoivent aujourd'hui la plus-value de l'implantation d'une telle structure. Le sud du territoire n'est toujours pas couvert, ce qui est un manque indéniable pour les professionnels assistants maternels ainsi que pour les familles.

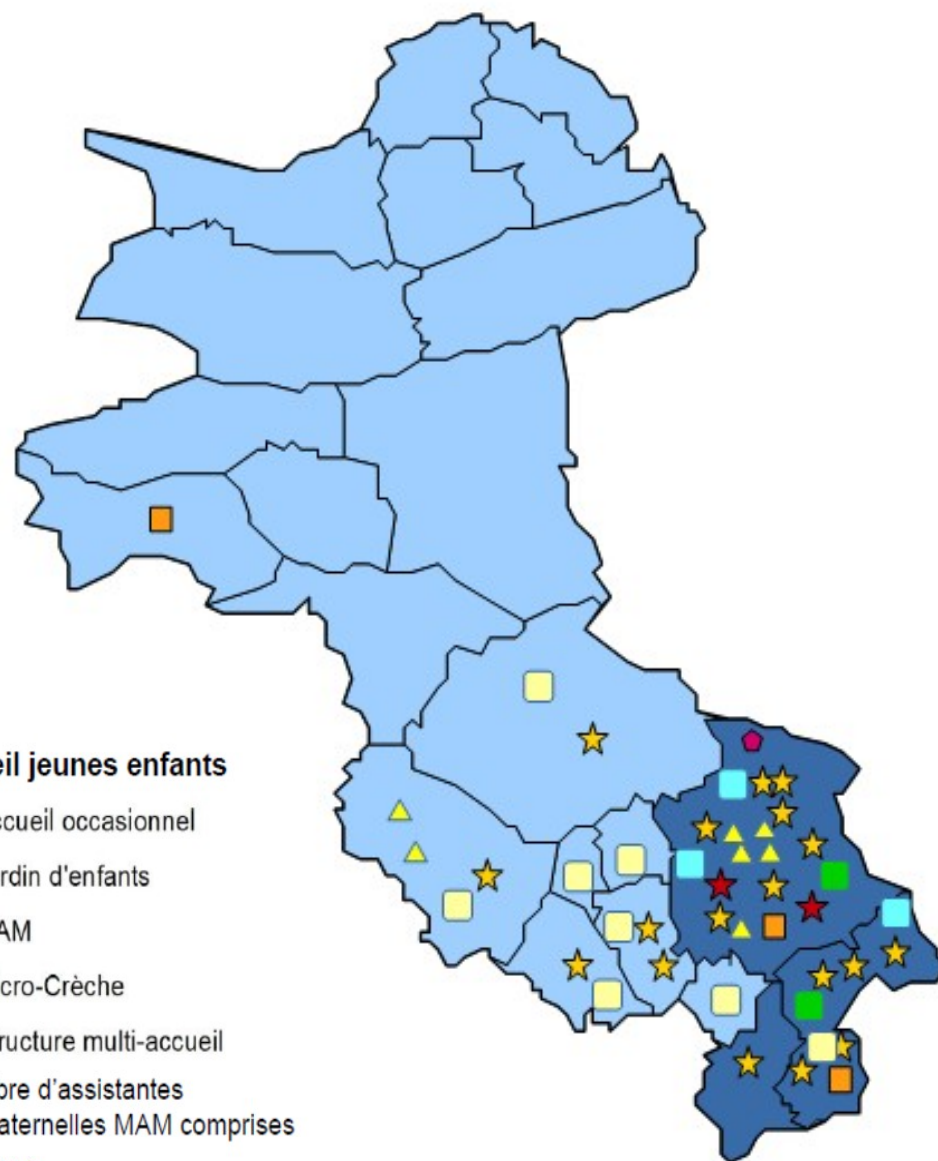
*Le taux de couverture en accueil petite enfance sur la CAPG est de 51,3 % (48,4% pour département et 58 % pour le national).*

*En 2019, on a recensé un potentiel de 1983 nombre de places pour 3332 enfants de moins de 3 ans.*

*(Le nombre de naissances est stable depuis 3 ans sur l'EPCI)*

### Accueil jeunes enfants

- Accueil occasionnel
- ◆ Jardin d'enfants
- ▲ MAM
- Micro-Crèche
- ★ Structure multi-accueil
- 399** Nbre d'assistantes maternelles MAM comprises
- RAM
- RAM Itinérant
- RDPE



# Perspectives CTG/charte des familles (au regard des COG déclinées localement) PETITE ENFANCE

PERSPECTIVES GÉNÉRALES	PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES
<u>Améliorer le taux de couverture en places d'accueil</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Maintenir l'offre existante</li> <li>→ Approfondir l'opportunité d'améliorer l'offre sur les territoires non couverts au regard des besoins identifiés, notamment sur les communes de Pégomas, Saint Vallier de Thiey et Saint Cézaire</li> <li>→ Promouvoir le métier d'assistant maternel sur le moyen et haut pays ainsi que sur la partie extrême sud de l'EPCI</li> </ul>
<u>Améliorer la qualité d'accueil</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Favoriser l'accompagnement des enfants en situation de handicap et de leur famille sur l'ensemble de l'EPCI</li> <li>→ Soutenir et accompagner les équipes encadrantes face à l'accueil d'enfants en situation de handicap</li> <li>→ Mettre en place un réseau petite enfance à l'échelle de l'EPCI</li> <li>→ Délocaliser le siège du RAM itinérant de la CAPG dans un lieu plus adapté</li> </ul>
<u>Allier vie professionnelle et vie familiale</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développer les liens entre le service petite enfance et les acteurs de l'insertion professionnelle de l'EPCI</li> </ul>

Dans le cadre du temps libre des enfants, l'aide à l'accès aux loisirs et aux vacances constitue depuis longtemps, un domaine d'intervention de la branche famille.

La Caisse d'Allocations familiales des Alpes Maritimes au travers de leur contrat pluriannuels d'objectifs et de gestion 2018 – 2022 souhaite que sa contribution à la structuration des parcours éducatifs soit un axe prioritaire. Pour ce faire, elle vise sur le territoire de la CAPG à poursuivre le soutien aux ALSH notamment sur le temps du mercredi et favoriser leur accessibilité. Concernant les enfants les plus précaires, l'objectif est de favoriser l'accompagnement vers l'accès aux loisirs. Enfin, les projets visant à soutenir la diversification de l'offre de loisirs et des départs en vacances contribue à la structuration des parcours éducatifs sur le territoire.

La MSA, par ses prestations extra-légales met en place des aides individuelles pour faciliter l'accès aux offres de loisirs et de vacances.

### Du point de vue quantitatif

Le taux de couverture de la CAPG en accueil de loisirs semble adapté aux besoins des familles. Toutefois, quelques secteurs pourraient augmenter leur offre de service. Grasse gère 13 accueils périscolaires et conventionne ses accueils de loisirs extra scolaires avec 6 associations afin de proposer une offre sur les différents quartiers. Il reste néanmoins certains périmètres non couverts : le centre ancien ne dispose pas d'accueil de loisirs extrascolaire maternel sur place mais bénéficie d'un ramassage. De plus, il est nécessaire d'accompagner les enfants des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) vers les structures de loisirs (promotion et soutien au financement).

Le moyen pays est relativement bien pourvu contrairement au haut pays qui de part sa situation géographique ne permet pas de répondre à tous les allocataires. Un système de transport spécifiquement lié au ramassage des enfants a été mis en place pour leur permettre un meilleur accès à l'offre de loisirs. À ce jour, il existe deux centres de

loisirs sur la partie nord de l'EPCI, un à Saint Vallier de Thiey et un à Séranon.

### Du point de vue qualitatif

La mise en place d'un Projet Educatif Territorial (PEDT) en 2014 sur l'ensemble du territoire de la CAPG a favorisé la coordination et la cohérence des actions éducatives en direction de ce public. La quasi-totalité des communes a repris la classe à 4 jours en septembre 2017 (sauf Mouans-Sartoux), et a reconduit un PEDT sans Plan mercredi.

La réforme des rythmes éducatifs a permis aux communes et à la CAPG de développer et de proposer des activités périscolaires enrichissantes et innovantes. Néanmoins, l'ensemble des communes a beaucoup de difficulté pour trouver des animateurs du fait de la précarité des contrats et de l'arrêt des contrats aidés, ce problème récurrent fragilise le bon fonctionnement des activités.




Les communes de Grasse, Mouans Sartoux, Peymeinade, Saint cézaire sur siagne et Saint Vallier de Thiey ont mis en place des conseils municipaux des jeunes, levier d'apprentissage à la citoyenneté. D'autre commune telle que Pégomas souhaite le mettre en place prochainement.

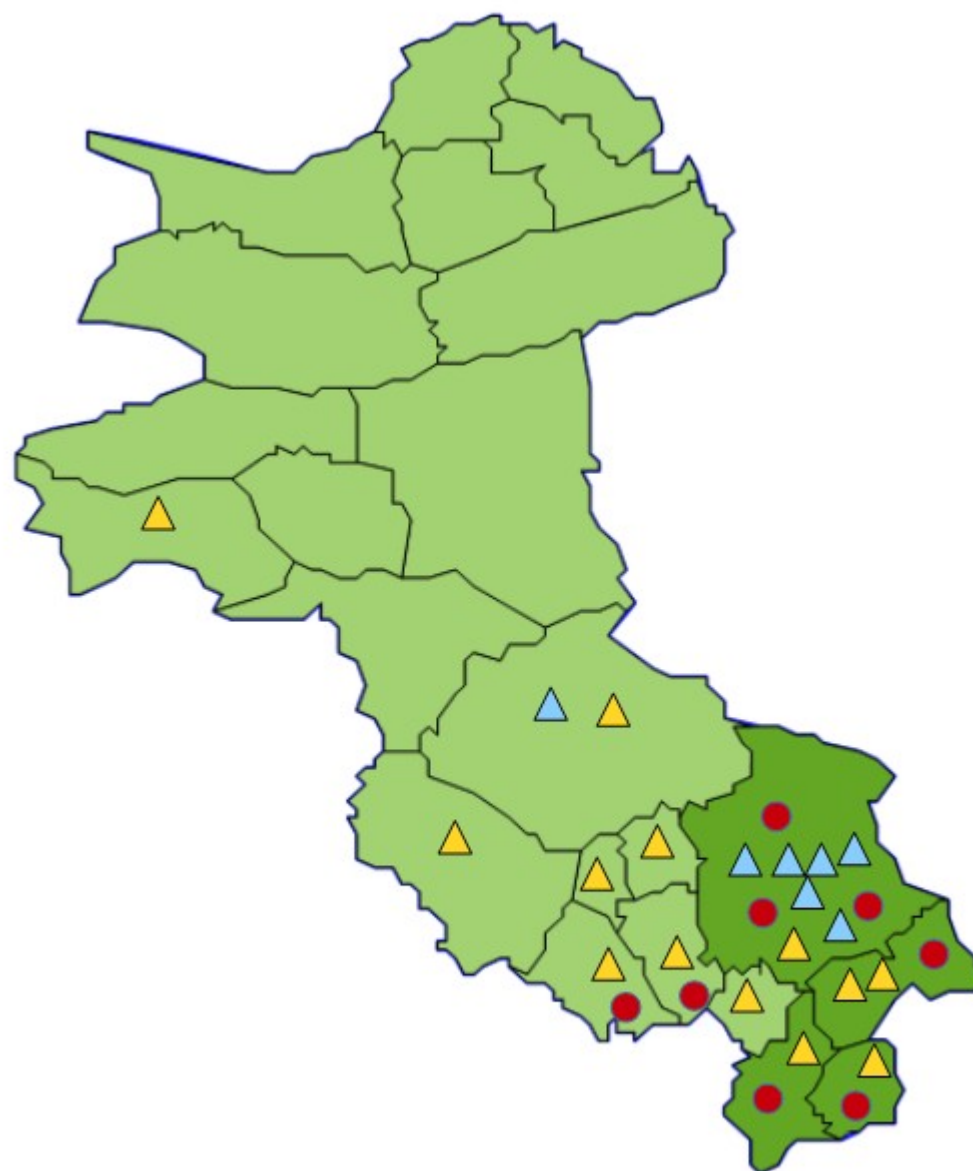
Dans le moyen et haut pays, les communes ont donné leurs compétences à la CAPG. Les ALSH, le péri et l'extra scolaire y sont maintenus et un système de transport inter-centre est mis en place.

Globalement sur l'ensemble de l'EPCI, les équipes d'animation font remonter leurs difficultés croissantes vis-vis de l'accueil d'enfant en situation de handicap ou non identifié par la MDPH.

C'est pourquoi, plusieurs communes travaillent à l'amélioration de l'offre et de la qualité d'accueil de ces enfants.

**ÉQUIPEMENTS ENFANCE 3-11 ans**

-  Accueil de loisirs
-  Accueil de loisirs associatifs
-  Gestionnaire de séjour vacances



# Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement)

## JEUNESSE 3 – 11 ans

### PERSPECTIVES GÉNÉRALES

Contribuer à la structuration des parcours éducatifs sur les territoires

Poursuivre le soutien aux ALSH notamment sur le temps du mercredi et favoriser leur accessibilité

Redynamiser les départs en vacances

### PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES

- Maintenir l'offre l'existante
- Poursuivre l'implication des équipes d'animation dans la « Dynamique azurée » portée par la DDCS et la CAF

- Favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap sur l'ensemble de l'EPCI
- Soutenir les équipes encadrantes face à l'accueil d'enfants en situation de handicap
- Faciliter l'accueil en ALSH et le départ en vacances
- Faciliter l'accès aux loisirs des enfants, notamment les plus défavorisés
- Favoriser la concertation des équipes jeunesse à l'échelle de l'EPCI

- Mutualiser l'utilisation des structures de vacances existantes afin de permettre aux organisateurs de proposer davantage de courts séjours à moindre coût



Sur l'ensemble du territoire national est observé un désintérêt global des adolescents pour les structures traditionnelles d'accueil de loisirs. En effet, il semble que la simple consommation d'activités ne convienne pas à des jeunes adultes en devenir. La stratégie soutenue par la CNAF et la CCMSA s'est ainsi orientée en direction de la promotion de l'autonomie des jeunes.

Sur le département des Alpes-Maritimes le choix de la branche famille s'est porté sur la valorisation des projets portés par les adolescents. Par ailleurs, le renforcement de la présence éducative numérique est un axe d'intervention retenu en raison de l'évolution généralisée de son usage par les jeunes. Pour la branche famille, les adolescents sont considérés comme des citoyens qu'il faut outiller et accompagner afin d'affronter les épreuves qui font obstacle à une société républicaine. La MSA, depuis 20 ans, soutient les initiatives et l'engagement citoyen des jeunes en leur apportant un appui technique et financier.

### Du point de vue quantitatif

**On peut constater que très peu d'opérateurs utilisent le panel d'outils que la CAF déploie en faveur de la jeunesse.**

Les ALSH adolescents existent sur l'ensemble du territoire, l'adhésion des jeunes n'y est pas probante, de nouvelles formes d'accueil restent à développer. On note également qu'aucune structure de loisirs adolescents n'existe sur le haut pays.







### Du point de vue qualitatif

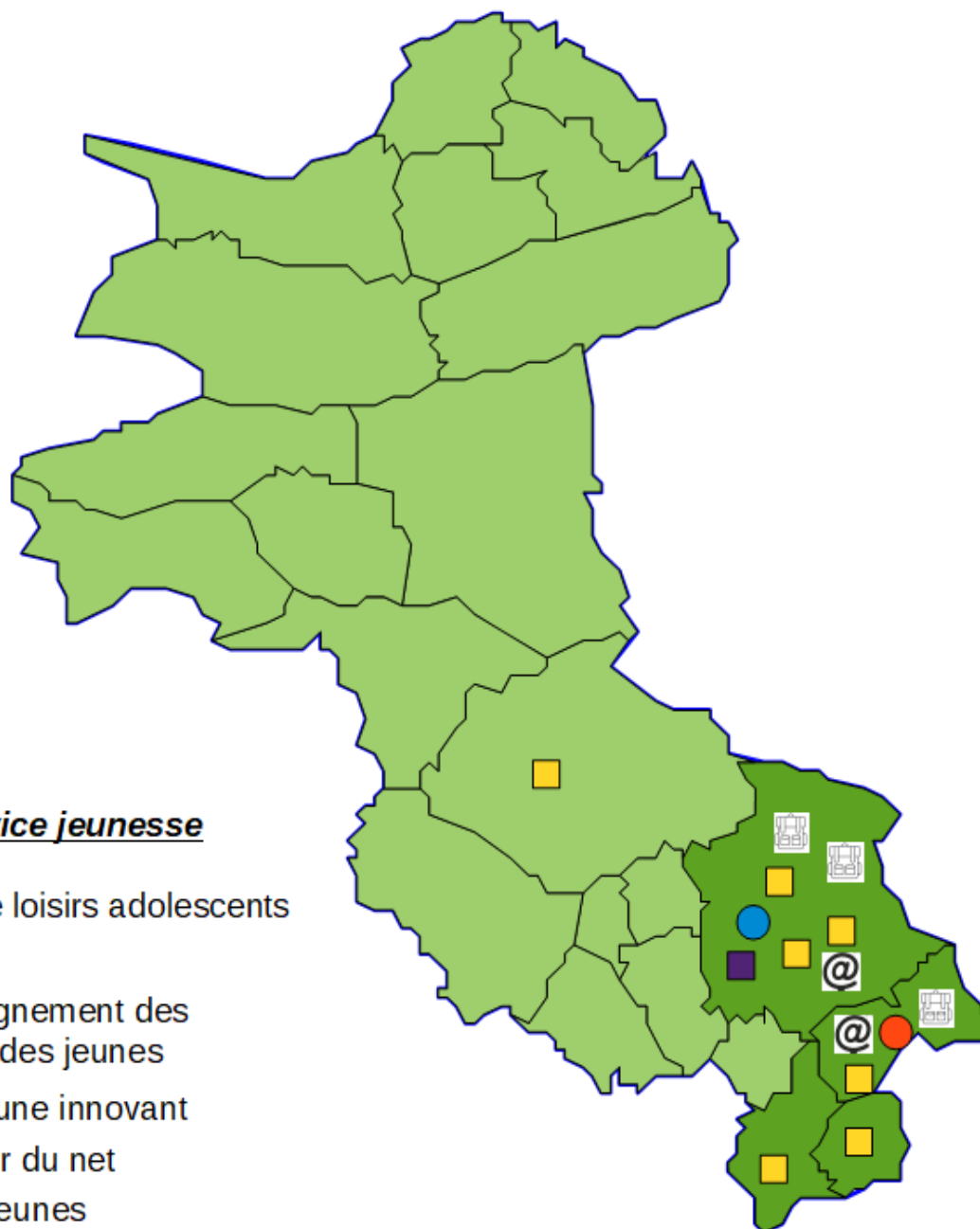
#### Développement des accueils jeunes et du dispositif « sac ados »

La mise en place des Fonds Public et Territoire (FPT) Adolescents ainsi que les financements possibles en quartier politique de la ville (QPV) via le dispositif Ville Vie Vacances (VVV) permettent d'enrichir cette offre et de réfléchir à des accueils plus innovants et plus en accord avec les besoins des jeunes (tels que le dispositif « cité rêves » mis en place par la commune de Grasse pour les 15/25 ans). Le Centre Social Harpèges va mettre en place un « espace citoyen accueil ados », ce projet a été défini dans le cadre de la CTG Caf /ville de Grasse. Le service jeunesse de la CAPG et l'association Montjoye Passaj en lien avec le travail du contrat de ruralité et du service prévention ont eux aussi réfléchi à un lieu ressources jeunes et parents à mettre en place sur St Vallier de Thiey, Peymeinade et le haut pays. Concernant la commune de Mouans-Sartoux, le travail autour de l'autonomie des jeunes est engagé depuis plusieurs années. Ces derniers ont développé des actions avec les jeunes autour de projets liés à la citoyenneté et à leur implication dans la cité. De même, la commune de La Roquette propose aux jeunes d'élaborer eux même leur séjour de vacances dans une perspective d'autonomisation et de responsabilisation. Concernant la prévention contre les dérives du numérique, les ERIC et Sud Lab proposent des ateliers de prévention dédiés aux jeunes.

Globalement sur la CAPG, les acteurs de la jeunesse tentent de s'adapter et transforment leurs pratiques dans un souci d'attractivité. Il apparaît aussi globalement que les dispositifs proposés par la CAF comme Sac Ados et les Appels à Projets de la MSA, sont encore trop peu utilisés au regard du nombre d'adolescents présents sur le territoire. C'est pourquoi, un accent fort sera mis sur la communication des outils et des dispositifs mobilisables. Par ailleurs et en complémentarité il semble impératif que la mise en réseau des acteurs de la jeunesse puisse être envisagée à l'échelle de l'EPCI.

Offre de service jeunesse

-  Accueil de loisirs adolescents
-  Sac Ados
-  Accompagnement des initiatives des jeunes
-  Espace jeune innovant
-  Promeneur du net
-  Foyer de jeunes travailleurs



# Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement) 12 – 25 ans

PERSPECTIVES GÉNÉRALES	PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES
<u>Accompagner les projets portés par les adolescents</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Maintenir l'offre existante</li> <li>→ Mettre en œuvre une autre forme d'accueil de jeunes sur les communes de Grasse, Mouans-Sartoux, Pégomas, la Roquette sur Siagne, Saint Vallier de Thiey, Peymeinade et le haut pays</li> <li>→ Organiser un réseau des acteurs de la jeunesse à l'échelle de l'EPCI</li> <li>→ Soutenir les initiatives des jeunes par le biais des appels à projet jeunes CAF/MSA sur l'ensemble de l'EPCI</li> <li>→ Promouvoir le dispositif Sac Ados sur l'ensemble de l'EPCI</li> </ul>
<u>Renforcer la présence éducative numérique</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Étendre le dispositif « promeneurs du net » à d'autres structures de la CAPG</li> </ul>
<u>Engagement citoyen</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Promouvoir la participation des jeunes et les rendre acteurs de leur citoyenneté</li> </ul>



**Plus de deux parents sur cinq estiment aujourd'hui difficile l'exercice de leur rôle <sup>2</sup>. Fort de ce constat, la stratégie nationale de soutien à la parentalité arrêtée par la CNAF et la CCMSA visent à répondre aux préoccupations des parents dans des périodes charnières de la vie des familles. La doctrine préconisée est ainsi de prévenir les risques par la valorisation du rôle parental. La CAFAM, a choisi, pour répondre à cette mission de privilégier la mise en réseau des acteurs locaux et d'améliorer la communication en direction des familles. La lisibilité des actions constitue ainsi le socle de notre stratégie locale.**

**Le territoire de la CAPG est très disparate quant aux actions de soutien à la parentalité. Grasse est la principale source de projets liés à cette thématique, néanmoins, le taux de recours reste encore assez faible d'autant plus que les familles monoparentales (10,6 % sur l'EPCI et 11,8 % pour Grasse) sont très représentées sur le secteur du centre ancien. La prévention des situations est ainsi une priorité sur cet EPCI.**

### Du point de vue quantitatif

Malgré un taux de couverture important (une action pour 1235 familles) la CAPG reste en deçà de la moyenne départementale (une action pour 1432 familles), son taux de participation n'augmente pas et reste à 3,81 % (légèrement sous la moyenne départementale de 3,88%).

Il existe cependant des zones géographiques qui ne sont pas ou peu pourvues en actions Reaap : le Sud de l'EPCI (Pégomas, Peymeinade, La Roquette, Saint Cézaire) et le haut pays Grassois (plus qu'une seule action en 2020). Dans le moyen et haut pays, il y a un fort besoin de développer des actions de soutien à la parentalité. Les différents diagnostics récents<sup>3</sup> montrent des carences importantes sur ce territoire, mais les porteurs sont rares, voir inexistant et il faut faire appel à des structures domiciliées sur d'autres territoires pour intervenir. La

mise en place de l'Espace de vie social itinérant et la dynamique du contrat de ruralité depuis plus d'un an permettent de recueillir les besoins et de mettre en place des actions innovantes et itinérantes à partir de 2019. (CLAS de l'EVS*i*, action autour du numérique avec une troupe de théâtre...).

Les communes de Grasse et Mouans-Sartoux ont mis en place le programme de soutien à la fonction parentale (PSFP) depuis 4 ans. Suite à ce bilan positif, ces derniers ont souhaité l'expérimenter auprès des 4-6 ans. Le référent famille du Centre social Harpèges y est bien impliqué. Depuis 2020, la ville propose des réunions d'échanges de parents. Le PSFP concourt ainsi aux forces vives du territoire dans le domaine de la posture parentale. D'autres acteurs, comme la médiation familiale et l'Espace rencontre permettent de valoriser le rôle des parents. Ces derniers permettent à de nombreuses familles sur toute la CAPG de maintenir un lien parent/enfant malgré la séparation conjugale.

Il existe un réseau local porté par le centre social Harpèges qui réunit les associations des 2 intercommunalités : CAPG et CACPL. Plusieurs associations proposent des actions de soutien à la parentalité sur la commune de Grasse en privilégiant les QPV. Néanmoins, ce réseau ne répond pas aux communes du haut pays de part son éloignement géographique, c'est pourquoi la création d'un réseau sur ce territoire serait à prioriser. Par ailleurs, le CCAS de Grasse anime un LAEP ainsi que l'association Harpèges qui en gère un sur le QPV centre ancien. Il a prévu d'augmenter ses plages d'ouverture. Enfin, les 2 QPV proposent le CLAS au sein des écoles de ces quartiers.

<sup>2</sup> CNAF Enquête 2016.

<sup>3</sup> Liés au contrat de ruralité

## Du point de vue qualitatif

Comme évoqué plus haut **la prévention des risques est une priorité** sur le territoire qui concentre une population importante de familles vulnérables. Il est impératif que se poursuive la promotion des offres de services accompagnant les séparations pour favoriser la co-parentalité, à la fois sur le champ de l'information (séances devenir parent), de l'accompagnement des situations les plus fragiles (Travailleurs Sociaux, Aide à Domicile, Recours aux pensions alimentaires), du maintien des liens parents/enfants (Espace Rencontre) et de l'apaisement des conflits (Médiation Familiale).

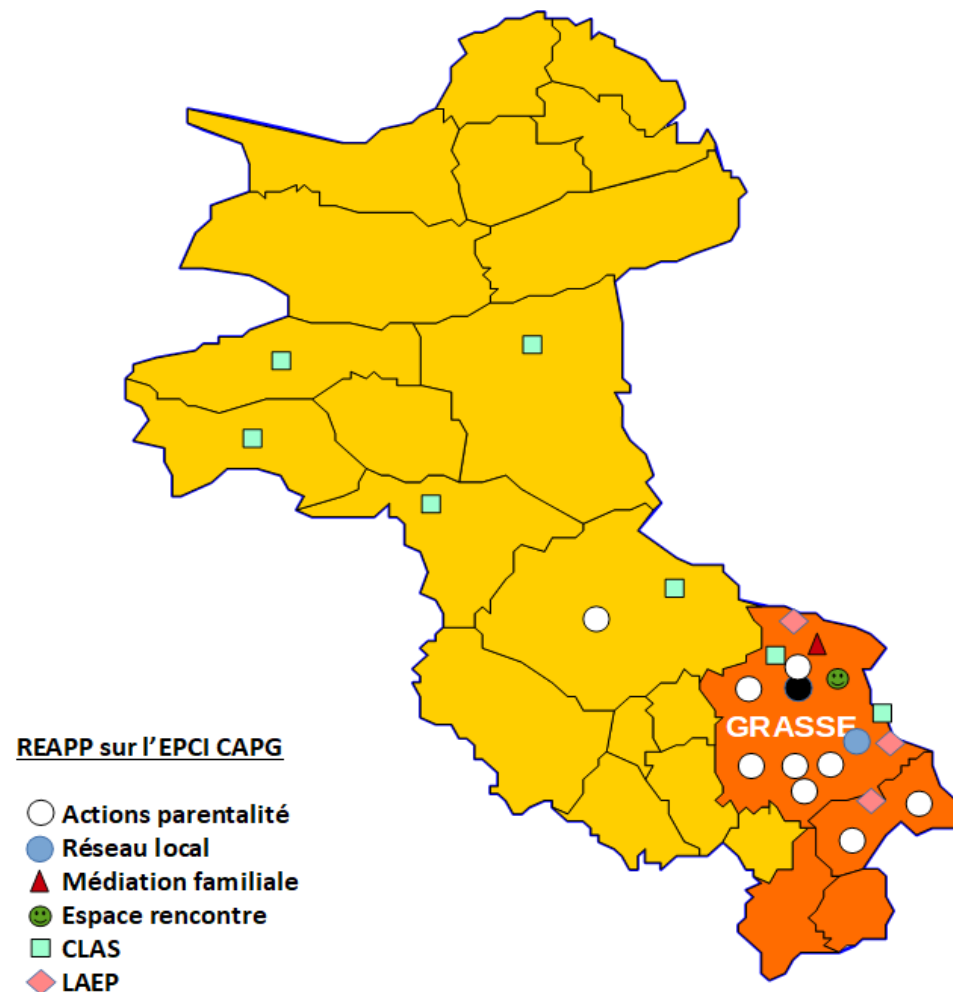
Les indicateurs de mesures d'impacts qualitatifs nous informent que les familles retirent de nombreux **bénéfices liés à l'amélioration des liens infra-familiaux**. De même, les parents évoquent très régulièrement un renforcement de leur posture parentale.

Malgré ce constat positif le taux de participation reste faible sur l'EPCI.

**Le manque de concertation et de point de relais d'information des actions semblent être une piste d'explications à ces difficultés. Une analyse plus fine et concertée serait nécessaire afin de comprendre les origines des freins évoqués.** C'est pourquoi les perspectives sur les années à venir se concentreront sur l'élaboration d'un diagnostic parentalité ainsi qu'un travail de maillage des acteurs locaux impliqués dans cette thématique.

*Les perspectives sur les années à venir se concentreront sur l'élaboration d'un diagnostic parentalité ainsi qu'un travail de maillage des acteurs locaux impliqués dans cette thématique.*

## CARTOGRAPHIE



# Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement) Parentalité

## PERSPECTIVES GÉNÉRALES

Accompagner les parents à  
l'arrivée de leurs enfants

Soutenir les parents dans  
l'éducation de leurs enfants

Accompagner et prévenir les  
ruptures familiales

Renforcer la visibilité, la  
structuration et la cohérence des  
actions parentalité

## PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES

- Poursuivre et développer les informations collectives « devenir parents » CAF/MSA sur l'ensemble de la CAPG
- Développer l'offre de service d'aide à domicile sur le territoire du moyen et haut pays via d'autres partenaires
- Promouvoir le service d'aide à domicile en direction des habitants de la CAPG
- Promouvoir les CLAS dans les QPV Grand Centre et Fleurs de Grasse pour les familles ayant besoin d'un accompagnement à la scolarité
- Maintenir et accompagner les porteurs du CLAS dans le haut pays
- Favoriser la fréquentation des LAEP sur les QPV et les élargir sur les zones non couvertes
- Favoriser la connaissance du service de médiation familiale et de l'espace rencontre sur tout le territoire de la CAPG
- Promouvoir les offres de service individuelles et collectives CAF/MSA accompagnant les séparations
- Améliorer la lisibilité des actions de parentalité sur l'ensemble du territoire auprès des partenaires et des familles
- Élaborer un diagnostic partagé « parentalité » sur la CAPG

**L'animation de la vie sociale est une thématique qui est au carrefour de tout les champs de l'action sociale d'un territoire. C'est un enjeu sociétal de cohésion des territoires prioritaire pour la branche famille.**

Cette dernière a fait le choix d'intervenir sur les territoires les plus fragiles en soutenant les dispositifs d'animation de la vie sociale. Ainsi le soutien de la création de 260 structures nouvelles dans les QPV est un objectif national. Leur action se fonde sur une démarche globale et sur une dynamique de mobilisation des habitants pour apporter des solutions aux besoins des familles et à leur difficulté de vie quotidienne. Elle s'appuie sur des équipements de proximité, tels que les centres sociaux et les espaces de vie sociale. La caractéristique de cette dynamique est de permettre aux habitants de participer à l'amélioration de leurs conditions de vie, au développement de l'éducation et de l'expression culturelle, au renforcement des solidarités et des relations de voisinage, à la prévention et la réduction des exclusions, par une démarche globale adaptée aux problématiques sociales d'un territoire.

Par ailleurs, l'animation de la vie sociale s'inscrit en complémentarité des offres d'interventions sociales dans les territoires notamment les actions menées par le département en matière d'accompagnement social individuel mais surtout en complément de politiques de la ville qui œuvrent dans les mêmes perspectives de cohésion sociale.

### Du point de vue quantitatif

Dans le département des alpes maritimes la CAF est signataire du Contrat de ville 2015-2020 sur 3 piliers : Social, urbain et économique. Ce contrat est prolongé jusqu'en 2022

La CAPG est caractérisée par 3 territoires prioritaires : territoire couvert par le contrat de ruralité (qui comprend saint Vallier-de-Thiery et les communes du haut pays) ainsi que les deux quartiers politique de la ville de la commune de Grasse : Le QPV Grand Centre et le QPV Fleurs de Grasse.

Le quartier des Fleurs de Grasse est aujourd'hui le seul territoire prioritaire qui n'est pas couvert par une structure d'animation de la vie sociale. Pour autant, ce quartier est caractérisé par une mobilisation des habitants extrêmement compliquée à tous les niveaux. Ce constat partagé par les acteurs associatifs et institutionnels a permis de faire émerger que la cohésion sociale était le déficit majeur de ce territoire.

Fort de ce constat partagé, le développement d'un EVS ou d'un centre social sur ce périmètre est une ambition commune pour la CAFAM, la ville de Grasse et la CAPG.

De plus au vue des caractéristiques du territoire et des problématiques identifiées sur Peymeinade il serait intéressant d'y mener un diagnostic et d'étudier l'opportunité d'une création d'une structure d'animation de la vie sociale.

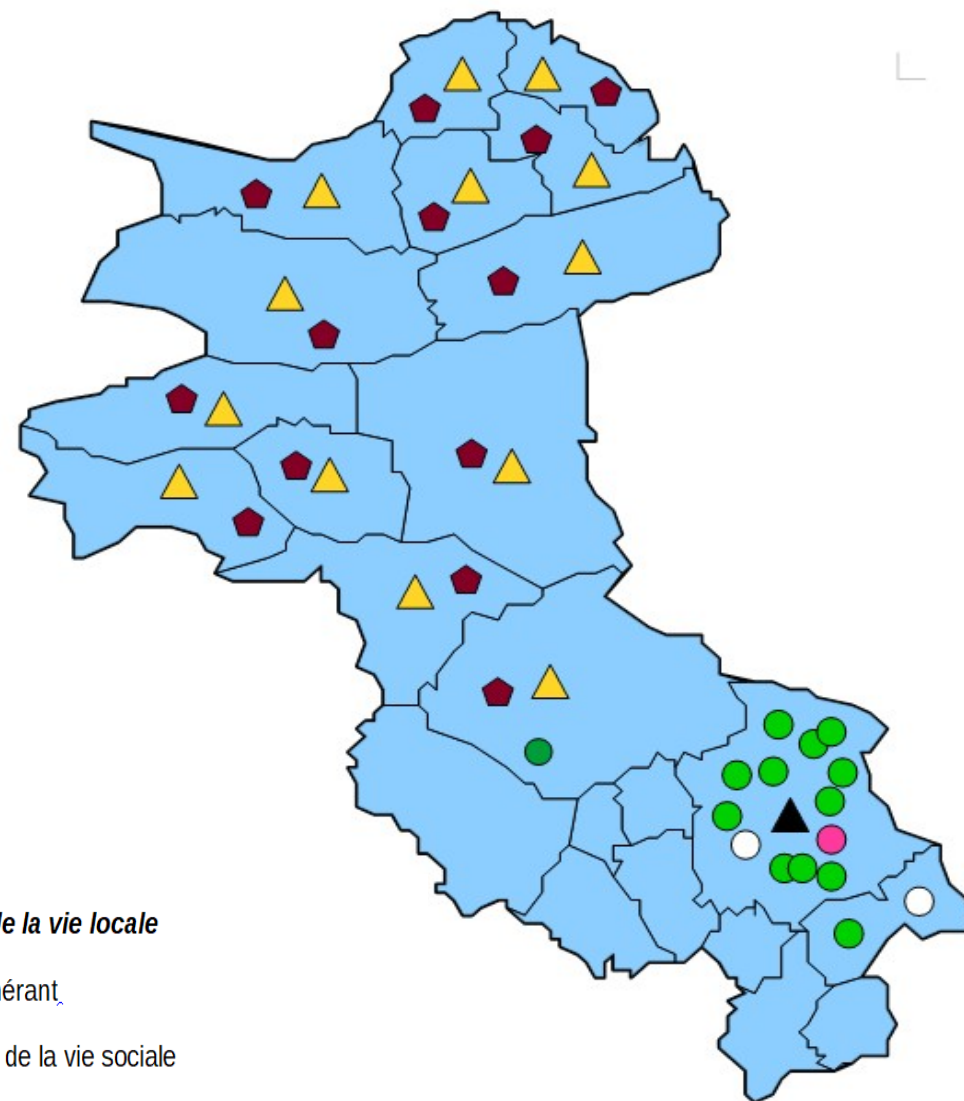
### Du point de vue qualitatif

La qualité itinérante de l'EVSI a permis aux habitants des communes les plus isolées de Grasse d'obtenir une offre de service adaptée à leurs besoins en termes d'accès aux droits et d'animation locale. L'EVSI souhaite avoir des locaux sur la commune d'Andon afin d'avoir un lieu identifié.

Par ailleurs, le centre social Harpèges, est une structure qui est devenue indispensable sur le territoire de Grasse. La qualité de ses actions et sa capacité à s'adapter aux différentes formes d'intervention sociale contribuent au soutien quotidien de nombreux habitants parfois en grande précarité ou dans des situations sociales extrêmement dégradées.

En outre, les actions menées sur le champ de l'animation de la vie sociale ont permis une réelle redynamisation citoyenne sur le territoire du Grand centre.

*Les perspectives sur les années à venir se concentreront sur le développement d'une structure d'animation de la vie sociale sur le QPV Fleurs de Grasse.*



#### Structures animation de la vie locale

- ▲ Espace de vie social itinérant
- ▲ Centre social
- Association d'animation de la vie sociale
- ◆ Ludothèque itinérante
- Ludothèque
- Animation du conseil citoyen et projets portés par les habitants

**Perspectives CTG/charte des familles  
(au regard des COG déclinées localement)  
ANIMATION DE LA VIE SOCIALE**

**PERSPECTIVES  
GÉNÉRALES**

Développer l'animation de la vie  
sociale dans les territoires  
prioritaires

Accompagner les dynamiques  
citoyennes et associatives

**PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES**

- Pérenniser l'offre de service existante :  
centre social HARPEGES, EVS Itinérant HARPEGES
  - Poursuivre la réflexion d'une structure d'animation de la vie  
sociale pour le QPV des Fleurs de Grasse
  - Approfondir l'opportunité de créer une offre sur les territoires  
non prioritaires au regard des besoins identifiés
- 
- Soutenir et accompagner les structures associatives
  - Soutenir et accompagner la participation des habitants



**Prenant appui sur le constat d'un non-recours encore important, d'une distance considérable au numérique pour certains publics ou encore des difficultés d'accès à l'information et aux services, La branche famille souhaite à nouveau faire de l'accès aux droits un objectif essentiel de leur Cog . Elle affiche sa volonté de garantir la qualité et l'accès aux droits et services ainsi que le renforcement du partenariat sur ce thème.**

### Du point de vue qualitatif

A ce titre l'EPCI a mis en place des services d'accès aux droits destinés à être au plus près des usagers en labellisant des MSAP qui deviennent aujourd'hui des France Services (FS).

Il s'agit d'apporter une première réponse aux usagers face à la dématérialisation des services publics et de ce fait améliorer le partenariat existant entre tous les acteurs de l'accès aux droits, réfléchir à la notion de « guichet unique ». De plus, des points relais CAF et MSA existent sur l'ensemble de l'EPCI afin de répondre au plus près aux besoins des allocataires.

Face à la prise en compte du développement des services dématérialisés, la CAPG et les communes de Grasse et Mouans-sartoux ont mis en place des E.R.I.C./Sud Lab ; premiers supports d'accompagnement numérique des usagers. L'objectif est de promouvoir ces espaces et de leur permettre d'être force de propositions pour la montée en compétence des usagers face à la transition numérique. Pour d'autres, il est nécessaire d'être en plus, un lieu de proximité regroupant différents services dans un même lieu comme pour la France Service des Monts d'Azur de St Auban.







La particularité de ce territoire étendu entre mer et montagne est à prendre en considération, notamment pour le haut pays où les villages sont très éloignés et les distances importantes. C'est pourquoi, les travailleurs sociaux de la CAF et de la MSA reçoivent sur RDV les allocataires correspondant à leurs cibles sur la FS de Saint Vallier et au centre social Harpèges les Accords Solidaires de Grasse.

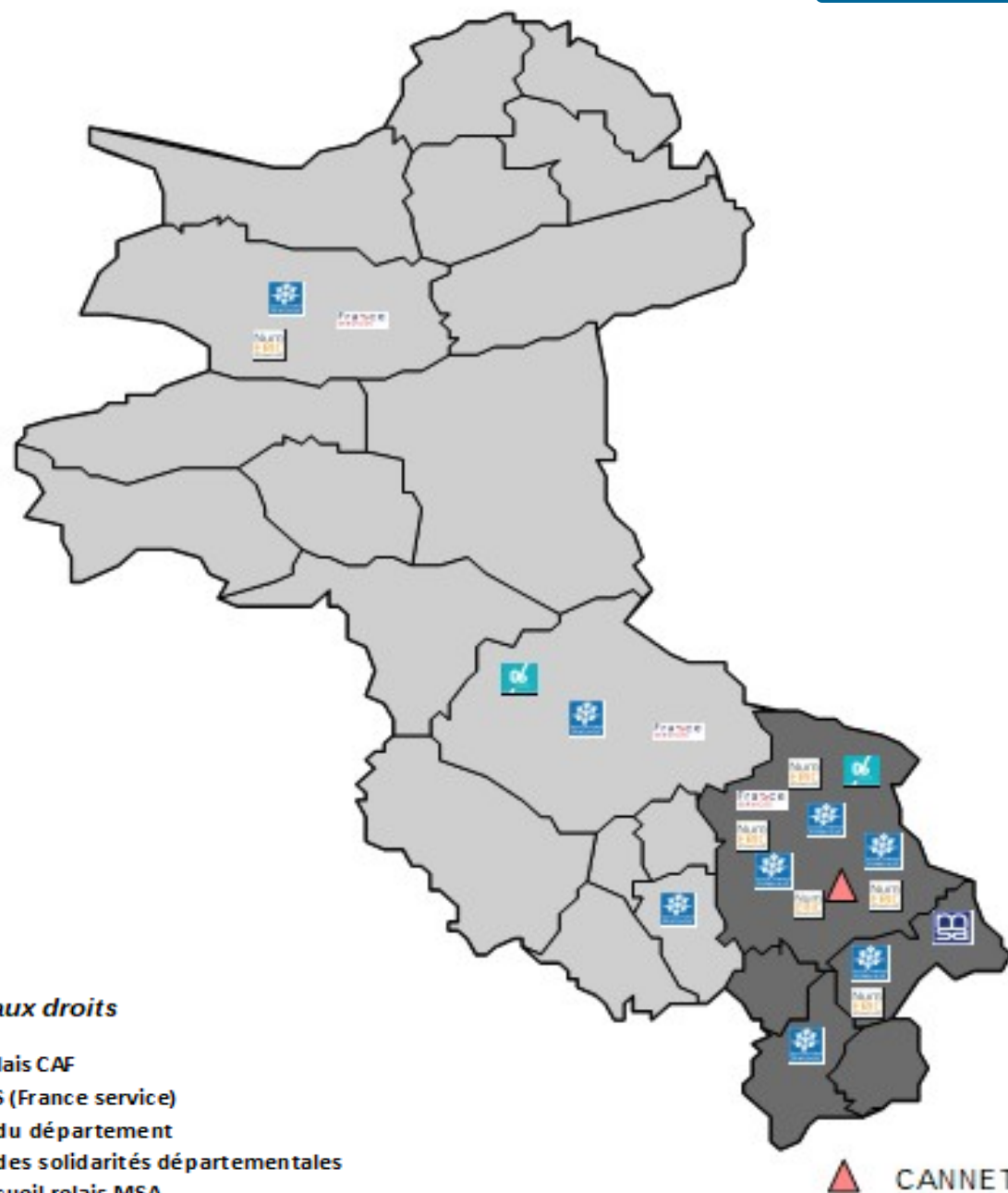
### Du point de vue quantitatif

Pour les familles souvent éloignées de l'emploi et de la culture administrative, il est indispensable de mettre en place un accompagnement vers l'accès et le maintien aux droits légaux et extra légaux, ce qui est un axe fort du Centre social Harpèges de Grasse pour répondre à la paupérisation croissante du centre historique (plus de la moitié des ménages vit en dessous du seuil de pauvreté). L'ambition de cette CTG/charte se situera également dans l'accompagnement renforcé et innovant des structures de médiation sociale.

Le travail en réseau entre les différentes institutions, MSD, CCAS, MSA, CAF et associations sera à développer pour favoriser les parcours attentionnés.

*Accès aux droits*

-  Point relais CAF
-  Msap/FS (France service)
-  Maison du département
-  Maison des solidarités départementales
-  Point accueil relais MSA
-  Espace Régional Internet Citoyen/ Sud Lab





# Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement)

## ACCÈS AUX DROITS

PERSPECTIVES GÉNÉRALES	PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES
<u>Favoriser l'accès aux droits</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développer les stratégies communes d'accès aux droits (ateliers CAF.fr et MSA Provence Azur.fr)</li> <li>→ Maintenir l'offre existante des MSAP, MFS et points relais CAF</li> <li>→ Promouvoir l'usage des espaces numériques</li> <li>→ Redynamiser les ateliers d'inclusion numérique</li> <li>→ Accompagner la transition numérique</li> </ul>
<u>Améliorer le partenariat existant</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mettre en place un réseau des partenaires relais</li> <li>→ Territorialiser l'offre de formation des partenaires relais et augmenter la fréquence</li> <li>→ Affecter un référent Unité Partenaire Relais (UPR) pour l'EPCI</li> <li>→ Créer un comité technique annuel pour le territoire</li> </ul>

La politique du logement est une thématique à fort enjeu pour les Alpes Maritimes. La branche famille est un acteur central de la politique logement de part son soutien financier (aides personnelles au logement). Elle développe des actions en faveur des ménages en situation d'impayés ou habitants dans un logement non décent dans le cadre d'un réseau partenarial développé.

### Du point de vue quantitatif

Selon le Plan Local de l'Habitat (2017-2022), le territoire grassois a une démographie dynamique en raison d'apports migratoires. Le marché du logement est « tendu » sur le territoire de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse. L'offre de logements, très tournée vers l'accession de maisons individuelles, a notamment permis d'accompagner la venue de ménages familiaux à haut pouvoir d'achat, originaires des territoires littoraux voisins comme du reste de la France. En cela, elle a permis une valorisation du territoire qui se caractérisait, par rapport au reste du département, par un décrochage assez net en termes de prix immobiliers et de revenus des ménages. Néanmoins, parce qu'insuffisamment diversifiée, elle a très imparfaitement permis de répondre aux aspirations de parcours résidentiels des populations présentes. Le marché immobilier est tourné vers la production de logement individuel car il est majoritairement capté par les acquisitions des nouveaux arrivants à haut pouvoir d'achat. Le prix immobilier a donc beaucoup progressé et exclut les ménages qui ne peuvent pas ou ne souhaitent pas accéder à la propriété (jeunes actifs, familles à revenu modeste, retraité). Le PLH préconise d'accroître le rythme des constructions à 800 logements par an (contre 600 auparavant) en favorisant la construction de logements groupés et adaptés aux besoins locaux (construction T2 ou T3) dont 50 % conventionné.








### Du point de vue quantitatif

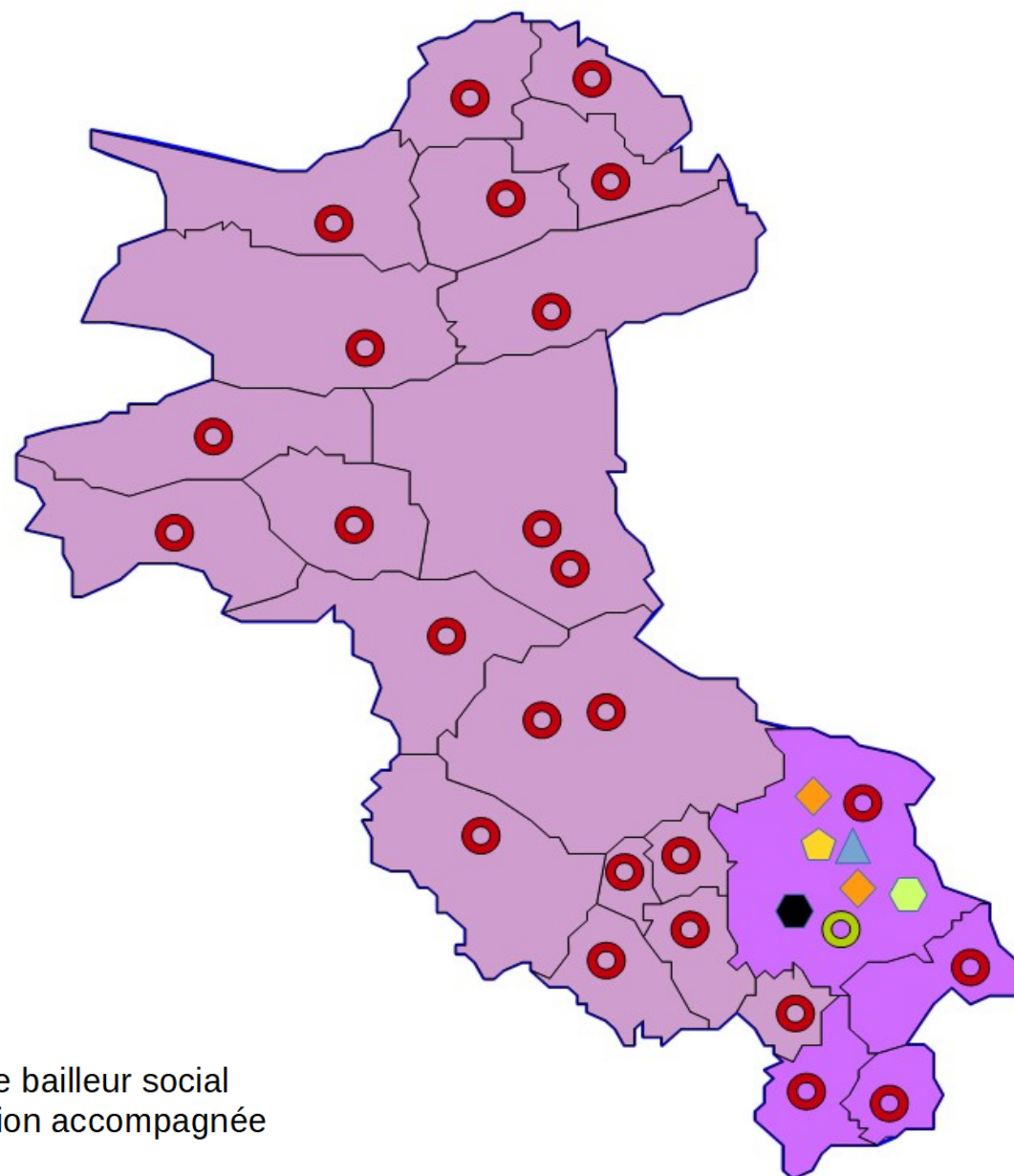
L'offre locative (publique et privée) est concentrée sur la commune de Grasse. L'inadéquation entre le coût du logement et les ressources du foyer ne permet pas une rotation satisfaisante dans le parc public et entraîne un éloignement des populations du parc d'emploi situé à Grasse. Malgré les constructions, le taux de logement sociaux est de 10% et reste insuffisant par rapport à la demande. Les 6 communes en SRU sont Grasse, Mouans Sartoux, La Roquette sur Siagne, Pégomas, Peymeinade, St Cézaire sur Siagne. Elles s'engagent à réaliser 2010 logements sociaux jusqu'en 2022.

Le parc privé accueille la très grande majorité des ménages (9 sur 10). Cependant, le centre ancien de Grasse et les communes du Haut Pays souffrent d'une image peu valorisante pour leur attractivité en raison de la présence de logements dégradés ou d'habitat indigne pour le premier et d'une population et d'un habitat précaire et secondaire pour le second.

Aussi, il est à noter que le centre historique de Grasse bénéficie d'une nouvelle mesure récemment votée en conseil municipal et communautaire qui consiste à un permis de louer qui sera effectif dès janvier 2021.

*Perspectives logements*

-  Opération NPNRU
-  GUP
-  Opération cœur de ville
-  Opération réhabilitation urbaine bailleur social
-  Opération ARA auto-réhabilitation accompagnée
-  OPAH pays de Grasse
-  Permis de louer



## Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement ) LOGEMENT

PERSPECTIVES GÉNÉRALES	PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES
<u>Informier et accompagner les allocataires dans la mise en œuvre des réformes logement</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Mise en place des orientations de la conférence intercommunale du logement</li> <li>→ Améliorer la communication sur les aides liées à l'amélioration du logement et de l'habitat</li> </ul>
<u>Poursuivre et optimiser les partenariats dans la prévention des expulsions et la lutte contre l'habitat indigne</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Maintenir le partenariat existant avec le service d'hygiène et de santé (SCHS) avec la ville de Grasse par le biais d'une convention et le service juridique (Péril)</li> <li>→ Poursuivre le travail engagé avec le partenaire Soliha et la SPL pays de Grasse développement</li> <li>→ Mettre en place le permis de louer sur le centre historique de Grasse</li> <li>→ Réfléchir à la mise en place d'actions de sensibilisation</li> <li>→ Poursuivre l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (aide aux travaux pour les propriétaires privé et aide aux communes).</li> <li>→ Continuer le travail engagé sur le NPNRU</li> </ul>
<u>Renforcer l'offre d'accompagnement social pour les situations d'impayés de loyer</u>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Poursuivre les appels sortants de la CNAF (explication des droits)</li> <li>→ Poursuivre les rendez vous des droits CAF au sein des lieux délocalisés (CS Harpèges, MDD de St Vallier)</li> </ul>

# Perspectives CTG/charte des familles (objectifs au regard des COG déclinées localement)

## PRÉVENTION

PERSPECTIVES GÉNÉRALES	PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Prévention dans le domaine de la santé</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organiser des ateliers nutrition ;</li> <li>→ Formation aux gestes de premier secours ;</li> <li>→ Mettre en place des actions de prévention dans une structure d'accueil du jeune enfant, ateliers d'éducation thérapeutique</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Prévention et repérage de situations de fragilité et de précarité</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Développer la coopération entre les acteurs locaux.</li> <li>→ Mettre en place d'une démarche préventive efficace grâce à la mobilisation des acteurs pour le repérage, l'orientation et le traitement de situations de fragilité repérées.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Prévention des situations d'épuisement familial-Conciliation vie familiale et vie professionnelle-Développer les compétences, les savoir-faire et savoir-être des personnes</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>→ Organisation de séjours famille « Partir pour re-bondir »</li> <li>→ Mettre en place des ateliers (« Avenir en soi » ; etc...)</li> </ul>

## ANNEXE 3 – Listes des équipements et services soutenus par les collectivités locales

LISTE DES EQUIPEMENTS ET SERVICES SOUTENUS PAR LES COLLECTIVITES LOCALES	
TYPE DE STRUCTURE	NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE
EAJE	<b>GRASSE/CAPG/MOUANS SARTOUX/ LA ROQUETTE SUR SIAGNE/PEGOMAS</b>
	Service d'accueil Familiale les Coccinelles Immeuble le Privilège bât C – 25 bd Emile Zola 06130 Grasse
	<u>Multi accueils gérés par le CCAS de Grasse</u> Le Petit bois – 64 route de Cannes Le Peyrard – 4 chemin des Arômes Le Petit Paris – 78 bd Victor Hugo Les Petites Frimousses – Le Mas du Collet 6 avenue Louis Cauvin Castel Aroma – 51/55 bd Victor Hugo La Bastide – 4 chemin des Arômes
	<u>Multi accueils gérés par structures associatives ou privées</u> Multi accueil collectif associatif les Ecureuils 38 bd Emmanuel Rouquier 06130 Grasse
	Jardin d'enfants les Bengalis – 27 chemin de la Cavalerie 06130 Grasse
	<u>Multi accueils gérés par la CAPG</u>
	SMA Etoile des Pioupious - chemin de la Vierge 06530 St Cézaire sur Siagne
	SMA L'Enfantoun – Place Cavalier Fabre 06460 St Vallier de Thiey
	SMA Poussiniere – 19 chemin du stade 06530 Peymeinade
	SMA Daudet – 11 chemin du Suye 06530 Peymeinade
	SMA Voie Lactée - 195 chemin de Provence 06530 Le Tignet
	Micro-crèche Lou Galopin – Route de la Doire 06750 Séranon
	<u>Multi accueils gérés par Mouans Sartoux</u> Multi Accueil Grand Jardin – 72 chemin des Indes 06370 Mouans Sartoux



	<p>Multi Accueil les Cèdres – 60 allée des Troènes 06370 Mouans Sartoux</p> <p>Multi Accueil l’Oasis – 1 rue de Verdun 06370 Mouans Sartoux</p> <p>Les P’tits Bouts en train – 150 allée des Ecoles 06370 Mouans Sartoux</p> <p>Crèche Familiale – 135 allée des écoles 06370 Mouans Sartoux</p> <p><u>Multi accueils gérés par Pégomas</u> Multi Accueil collectif et familial La Coquille – 84 Avenue de Cannes 06580 Pégomas</p> <p><u>Multi accueils gérés par la Roquette sur Siagne</u> Crèche familiale les Grilous – 4 chemin de la Vignasse 06550 La Roquette sur Siagne</p> <p>Multi accueil les Grilous – 4 chemin de la Vignasse 06550 La Roquette sur Siagne</p>
<b>LAEP</b>	<p><b><u>GRASSE/ MOUANS SARTOUX</u></b></p> <p><u>LAEP municipal du CCAS de Grasse</u> O Bastidou – 4 chemin des Arômes 06130 Grasse</p> <p>LAEP associatif les Pitchounets – 3 bd Fragonard 06130 Grasse</p> <p>LAEP municipal- 135 allée des écoles 06370 Mouans Sartoux</p>
<b>RAM</b>	<p><b>GRASSE/CAPG/MOUANS SARTOUX</b></p> <p>Relais de la Bastide – Maison de la Petite enfance 4 chemin des Arômes 06130 Grasse RAM CAPG – AMSTRAMRAM 12, place du général de Gaulle 06530 Saint Cézaire sur siagne</p> <p>RAM Communal – 135 allée des ecoles 06370 Mouans Sartoux</p>

<b>ALSH</b>	<p><b><u>GRASSE/CAPG/MOUANS SARTOUX/LA ROQUETTE SUR SIAGNE /PEGOMAS</u></b></p> <p><b><u>AL EXTRA :</u></b>  AL ado Mairie – 47 chemin des Capucins  06130 Grasse</p> <p>Association Art et Education -57 Chemin de la Chapelle St Antoine  06130 Grasse</p> <p>Association Harpèges – 31/33 rue Marcel Journet  06130 Grasse</p> <p>Association la Fermette de Plascassier – 28 chemin du Servan  06130 Grasse</p> <p>Association LEA (Loisirs Education Art) – 7 avenue Louis Cauvin  06130 Grasse</p> <p>Association Le LEC – 38 Bd Emmanuel Rouquier  06130 Grasse</p> <p>Association PSM (Planète Sciences Méditerranée)  chemin Clairette Hautes Ribes – plateau de Roquevignon  06130 Grasse</p> <p>Association SCOUTS de France GRASSE</p> <p>SLC – 9 chemin du Suye  Peymeinade</p> <p>4 saisons – avenue Nicolas Lombard  St Vallier de Thiey</p> <p>Mairie de Mouans Sartoux - Place du Général de Gaulle  06370 Mouans Sartoux</p> <p>Mairie de Pégomas - 169 avenue de Grasse  06580 Pégomas</p> <p>Les P'tits Loups – 85 chemin de la commune  Mairie de la Roquette sur Siagne  06550 La Roquette sur Siagne</p>
-------------	---

	<p><b>AL PERI :</b>  AL Mairie service jeunesse (école les Cigales, Rose de mai, Gambetta maternelle, les Jasmins, l'eau vive, St Antoine Maternelle et élémentaire, groupe scolaire St Mathieu, St Jacques élémentaire, St Exupéry, Pra d'Estang, Gérard Philippe, St François.) GRASSE</p> <p>Association Harpèges (école élémentaire Gambetta) GRASSE</p> <p>Association la Fermette de Plascassier (école élémentaire Macarry et maternelle le Cinsault) GRASSE</p> <p>Association LEA (école Dracéa, Henri Wallon maternelle et élémentaire) GRASSE</p> <p>Association Le LEC (écoles Jean Crabalona maternelle et élémentaire, Antoine Maure maternelle et élémentaire) GRASSE</p> <p>Maison du Bayle  Auribeau sur Siagne</p> <p>Mistral - 165 avenue Boutiny  Peymeinade</p> <p>Mirabeau- 5 rue Mirabeau  Peymeinade</p> <p>Fragonard - chemin du Clos  Peymeinade</p> <p>St Exupéry – avenue de Peygros  Peymeinade</p> <p>Ados Lebon/Impasse Lebon  Peymeinade</p> <p>Avenue quartier de l'Istre  Le Tignet</p> <p>12 rue du Docteur Belletrud  Spéracèdes  148 avenue de la Plantade  Cabris</p> <p>Boulevard Antoine Cresp  St Cezaire</p>
--	--

	<p>Le Collet – route de Cabris St Vallier de Thiey</p> <p>Emile Felix- avenue désiré Pignatta St Vallier de Thiey</p> <p>Local ados J460 quartier des Ferrages St Vallier de Thiey</p> <p>Pra Redon – rue de la gendarmerie Séranon</p> <p>Mairie de Mouans Sartoux - Place du Général de Gaulle 06370 Mouans Sartoux</p> <p>Mairie de Pégomas - 169 avenue de Grasse 06580 Pégomas</p> <p>Mairie de la Roquette – 630 chemin de la commune 06550 La Roquette sur Siagne</p>
<b>LUDOTHÈQUE</b>	<p><b>GRASSE/MOUANS SARTOUX</b> Ludothèque de l’Oiseau bleu – Maison de la Petite enfance 4 chemin des Arômes 06130 Grasse</p> <p>Ludothèque 123 Soleils – villa Synephias – 1 rue de Verdun 06370 Mouans Sartoux</p>
<b>FJT</b>	<p><b>GRASSE</b> FJT API Clos Notre Dame 438 Bd Emmanuel Maurel 06 130 Grasse</p>
<b>Médiation familiale</b>	<p><b>GRASSE</b> Médiation familiale Mosaïque – le Soleihado 80 avenue Georges Pompidou 06130 Grasse</p>
<b>Espace rencontre</b>	Néant
<b>Aide à domicile</b>	Néant
<b>CS / EVS</b>	<p>Centre social Harpèges - 31/33 rue Marcel Journet 06130 Grasse</p> <p>Espace de vie sociale itinérant du haut pays Grassois Harpèges – 31/33 rue Marcel Journet 06130 Grasse</p>

## ANNEXE 4 – Plan d’actions - Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés

### Présentation synthétique du plan d’actions

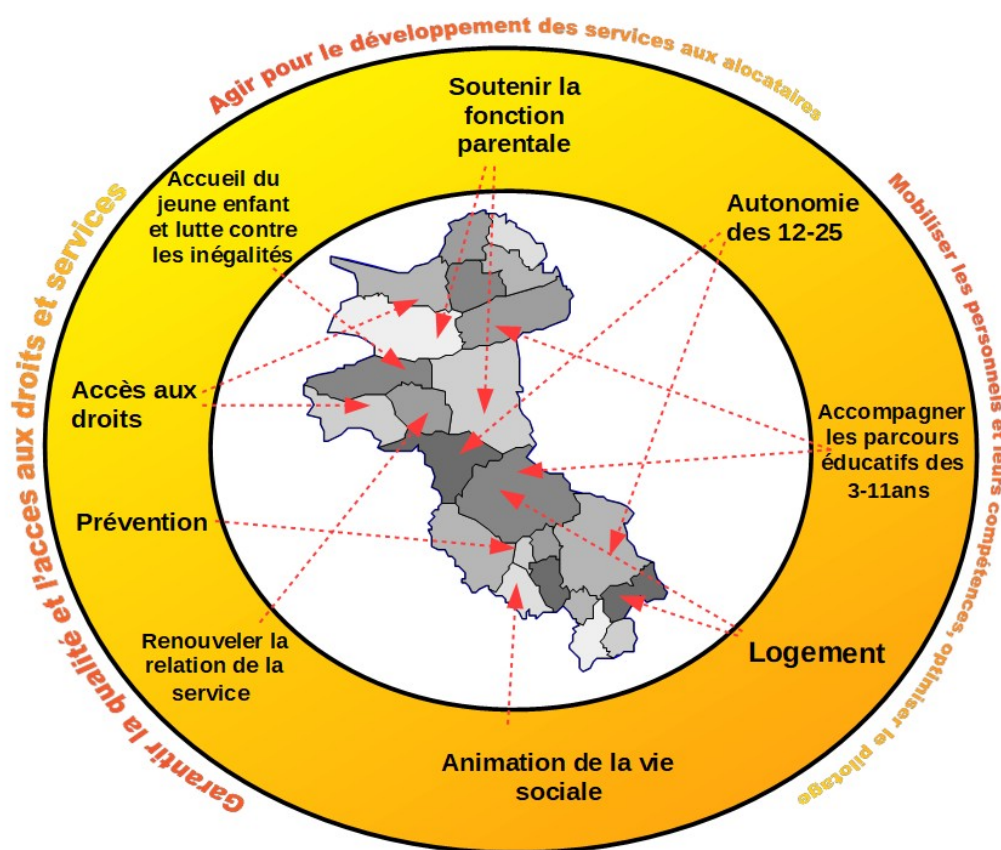
Objectif 1 : <b>Petite enfance</b>	Action 1 : Améliorer le taux de couverture en places d’accueil
	Action 2 : Améliorer la qualité d’accueil
	Action 3 : Favoriser l’accueil des enfants dont les parents sont en situation d’insertion professionnelle
Objectif 2 : <b>Jeunesse 3-11 ans</b>	Action 1 : Contribuer à la structuration des parcours éducatifs sur les territoires
	Action 2 : Poursuivre le soutien aux ALSH et favoriser leur accessibilité
	Action 3 : Redynamiser les départs en vacances
Objectif 3 : <b>Autonomie des Jeunes 12-25 ans</b>	Action 1 : Permettre la mise en œuvre d’une autre forme d’accueil pour les jeunes
	Action 2 : Renforcer la présence éducative numérique
	Action 3 : Promouvoir la participation des jeunes et les rendre acteurs de leur citoyenneté
Objectif 4 : <b>Parentalité</b>	Action 1 : Soutenir les parents dans l’éducation de leur enfant
	Action 2 : Renforcer la visibilité, la structuration et la cohérence des actions parentalité
Objectif 5 : <b>Animation de la vie sociale</b>	Action 1 : Développer l’animation de la vie sociale sur les territoires QPV
	Action 2 : Accompagner les dynamiques citoyennes et associatives
	Action 3 : Consolider l’animation de la vie sociale et socioculturelle sur les territoires prioritaires
Objectif 6 : <b>Accès aux droits</b>	Action 1 : Favoriser l’accès aux droits (Fiche action à construire)
	Action 2 : Améliorer le partenariat existant
Objectif 7 : <b>Logement</b>	Action 1 : Animation des dispositifs Habitats
	Action 2 : Anticiper et prévenir les expulsions
Objectif 8 :	Action 1 : Lutter contre toutes formes de radicalisation

<b>Prévention</b>	<i>(Fiche action à construire)</i>
	Action 2 : Développer des actions de prévention dans le domaine de la santé <i>(Fiche action à construire)</i>
Objectif 8 : <b>Chargé de coopération</b>	Action 1 : Accompagner la fonction du chargé de coopération

# FICHES ACTIONS

ANNEXE  
4bis

TERRITOIRE DE LA CAPG



Dans le cadre de la démarche de développement social local et de sa philosophie visant à assurer une participation active de tous les partenaires concernés par la CTG et la Charte des Familles, ces fiches actions seront approfondies et coconstruites dans le cadre de groupes de travail thématiques. Ces groupes de travail réuniront également des acteurs locaux (associations, centres sociaux...) et des représentants des familles des territoires dont l'implication et l'adhésion sont essentielles pour la mise en place des actions.



## Action 1 : Améliorer le taux de couverture en places d'accueil

Diagnostic initial	Public cible
Au niveau de l'EPCI, le taux de couverture est au-dessus du taux départemental. Néanmoins, il ressort une grande inégalité de l'offre des modes de garde sur le territoire	Familles, enfants et professionnels de la Petite enfance
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le nombre de places en EAJE sur les territoires au taux de couverture inférieur à la moyenne nationale</li> <li>- Promouvoir le métier d'Assistants Maternels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutenir les gestionnaires existants et futurs (accompagnement technique et déploiement des financements)</li> <li>- Réunir les nouveaux chargés de coopération et harmoniser l'offre et la demande</li> <li>- Accompagner de nouveaux porteurs de projets pour faciliter l'émergence de projets sur les zones de tension</li> <li>- Travailler en collaboration avec les RAM pour informer les habitants et professionnels du haut pays sur le métier d'assistant maternel</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Services Petite Enfance, associations, chargés de coopération Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du nombre de places en accueil individuel et en accueil collectif</li> <li>- Augmentation des assistantes maternelles agréées sur les territoires dépourvus</li> </ul>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Gestionnaires associatifs et privés, PMI, associations	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de nouvelles places d'accueil individuelles et collectives par communes</li> <li>- Evolution de la liste d'attente dans les EAJE et auprès des RAM</li> <li>- Nombre de réunions d'informations sur le métier d'Assistant Maternel</li> <li>- Nombre de personnes formées</li> <li>- Nombre de personnes agréées</li> <li>- Nombre de places nouvelles</li> </ul>

## Action 2 : Améliorer la qualité d'accueil

Diagnostic initial	Public cible
La qualité d'accueil est une préoccupation partagée par les communes de l'EPCI. Toutefois, le service aux familles est hétérogène	Familles, enfants et professionnels de la petite enfance
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Favoriser l'accompagnement des enfants en situation de handicap et de leur famille</li> <li>- Soutenir et accompagner les équipes encadrantes face à l'accueil d'enfants en situation de handicap</li> <li>- Accompagner les Assistants Maternels via les RAM afin d'améliorer la lisibilité de leur offre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place et développer des référents « Coordinateur Accueil Spécifique » (CAS) sur l'ensemble de l'EPCI</li> <li>- Promouvoir le Pôle Ressource Handicap (PRH)</li> <li>- Formation des personnels (CNFPT)</li> <li>- Communication interne et externe et visibilité de l'offre</li> <li>- Mettre en place un réseau petite enfance</li> <li>- Création d'un RAM sur le bassin de vie sud</li> <li>- Sensibilisation des Ram pour favoriser l'inscription de tous les assistants maternels sur <i>monenfant.fr</i></li> <li>- Délocaliser le siège du RAM itinérant de la CAPG dans un lieu plus adapté</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Services Petite enfance, chargé de coopération CTG, Coordinateurs d'Accueil Spécifique Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la fréquentation des enfants en situation spécifique.</li> <li>- Satisfaction des parents</li> <li>- Opérationnalité du réseau</li> <li>- Agents formés</li> <li>- Visibilité de l'offre</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Le conseil départemental, la CAF06	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnels formés</li> <li>- Nombre d'enfants porteurs de handicap inscrits</li> <li>- Nombre de réunions du réseau</li> </ul>

Action 3 : Favoriser l'accueil des enfants dont les parents sont en situation d'insertion professionnelle	
Diagnostic initial	Public cible
	Animateurs
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer les liens entre le service petite enfance et les acteurs de l'insertion professionnelle de l'EPCI</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunions avec les acteurs de la petite enfance et de l'insertion professionnelle en vue d'un travail transversal</li> <li>- Recherche de financement pour la prise en charge de réservation de places pour les parents en insertion</li> <li>- Étendre le travail déjà mis en place sur Grasse à l'ensemble de l'EPCI</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Service petite enfance, chargé de coopération CTG, pôle emploi, Plan Local d'Insertion à l'Emploi (PLIE) Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réservation de places en accueils individuels ou en accueils collectifs pour les personnes en insertion</li> <li>- Modalités des partenariats établis entre les services petite enfance et les partenaires de l'insertion</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
La Maison des Solidarités Départementales (MSD), la Protection Maternelle et Infantile (PMI), les associations d'assistantes maternelles et d'emploi à domicile, les acteurs de l'emploi et de l'insertion	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants accueillis et dont les parents sont en insertion</li> <li>- Nombre de personnes en insertion orientés vers le service petite enfance</li> <li>- Nombre de conventions de partenariat ou de réservations</li> </ul>

## Action 1 : Contribuer à la structuration des parcours éducatifs sur les territoires

Diagnostic initial	Public cible
Points forts et points faibles :  Difficulté à recruter du personnel formé- Filière animation peu attractive	Animateurs
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Contribuer à renforcer la fonction d'animateur et à la valoriser Renforcer les compétences des animateurs non diplômés Renforcer les compétences et développer les compétences des animateurs diplômés en incitant les agents d'animation à s'investir dans une démarche de concertation Développer les liens entre acteurs éducatifs Amorcer le travail d'évaluation et d'amélioration du label qualité en lien avec les acteurs (DDCS)	Echanges de pratiques (journées d'échanges) + immersion ou travail en transversalité sur des projets. Accompagnement ou tutorat des nouveaux arrivants du collectif ESA Mener des projets globaux visant les mêmes enfants se traduisant par la mise en place d'objectifs communs (PEDT peut être l'amorce)  Participation à des formations en externe CNFPT ou autre organisme de formation (UFCV ...) Accompagnement de l'agent d'animation dans la démarche de VAE
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
	Résultats attendus
Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution de la fonction d'agent d'animation auprès des enfants</li> <li>- Enrichissement des compétences</li> <li>- Création de réseaux d'animation</li> </ul>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Collectif ESA DDCS CNEPT Organismes de formation (UFCV...) Éducation nationale, associations de parents d'élèves	Accompagnement de l'agent et retour de l'équipe et de la direction Suivi de l'animateur (fiches de suivi RH) Nombre de participations en interne Nombre de participations en externe Participations aux groupes de travail Participations aux colloques Nombre de participants au collectif dont nouveaux arrivants Nombre de rencontres entre le corps enseignant et la jeunesse Intégration de la jeunesse dans les réunions écoles Nombre d'actions menées, à visée éducative Nombre de projets menés en lien avec les partenaires éducatifs Communication autour du projet

Action 2 : Poursuivre le soutien aux ALSH et favoriser leur accessibilité	
Diagnostic initial	Public cible
<p>Concernant les enfants des familles les plus défavorisées, nous pouvons constater que ces derniers ne sont pas utilisateurs des accueils de loisirs.</p> <p>Les animateurs se trouvent démunis face à l'accueil d'enfants en situation de handicap</p>	<p>Enfant en situation de handicap et structures ALSH</p>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<p>-Favoriser l'accueil des enfants en situation de handicap sur l'ensemble du territoire</p> <p>-Faciliter l'accès aux loisirs des enfants, notamment les plus défavorisés</p> <p>- Former les équipes</p>	<p>- Adapter les locaux des ALSH à une situation de handicap moteur.</p> <p>- Permettre un temps de loisir éducatif et pédagogique à l'ensemble des jeunes.</p> <p>- Accompagner l'enfant dans l'ensemble des activités proposées</p> <p>- Mobiliser les moyens (ou adapter les modalités d'accueil...)</p> <p>- Développer un temps de coordinateur d'accueil spécifique (CAS) sur l'ensemble de l'EPCI</p> <p>- Formation des équipes d'animation notamment par « API End »</p> <p>- Sensibilisation des équipes éducatives et d'accueils du public sur les bénéfices de l'accueil de loisirs</p> <p>- Renforcer la communication avec l'éducation nationale</p> <p>- Maintenir le lien avec le CCAS concernant l'identification et la mise en place des accueils</p> <p>- Porter une attention particulière aux difficultés des familles</p> <p>- Valoriser l'accueil de loisirs aux moments de l'inscription des familles</p> <p>- Communiquer l'offre adaptée</p>
	Echéances de réalisation
	<p>Décembre 2023</p>



Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Service jeunesse</li> <li>- Association API-END</li> <li>- parents</li> <li>- Éducation nationale</li> </ul> <p>Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration du bien-être des équipes d'animations.</li> <li>- Professionnalisation des équipes d'animation</li> <li>- Augmentation de la fréquentation des enfants des familles les plus précaires.</li> <li>- Augmentation de la fréquentation des enfants en situation de handicap.</li> <li>- Amélioration de la qualité d'accueil ainsi que le confort professionnel des animateurs.</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<p>MDPH, associations et structures spécialisées dans le champ du handicap</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'animateurs qui partent en formation</li> <li>- Connaissance des prises en charge des enfants en situation spécifique par les animateurs.</li> <li>- Mise en pratique des formations dans leur posture d'accueil en ALSH.</li> <li>- Augmentation des connaissances techniques</li> <li>- Référent animateur qui assiste aux instances éducatives liées au parcours de l'enfant.</li> <li>- Augmentation du nombre d'enfants en situation spécifique au sein des ALSH</li> <li>- Taux de satisfaction des familles.</li> <li>- Nombre d'enfants inscrits parmi les familles les plus précaires.</li> </ul>

### Action 3 : Redynamiser les départs en vacances

Diagnostic initial	Public cible
points forts et points faibles : Diminution de l'offre de séjours de vacances et/ou adaptation des modalités de séjours	Enfants de 3 à 11 ans
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
- Optimiser l'utilisation des structures de vacances existantes sur le territoire	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Initier un groupe de travail pour mener l'état des lieux des bâtiments pouvant accueillir des séjours de vacances pour les enfants du territoire</li> <li>- Conventionner sur l'utilisation des locaux Groupe de travail chargé de programmer les séjours</li> <li>- Étudier la possibilité de mutualiser l'utilisation des locaux existants</li> <li>- Réunir les gestionnaires de séjour de vacances</li> <li>- Proposer les fonds CAF mobilisables pour la rénovation des bâtiments</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en œuvre/ Mutualisation des bâtiments</li> </ul> Partage des charges
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Relance des séjours de vacances et/ou innovation sur la programmation</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Services jeunesse, les associations gestionnaires de séjour, le chargé de coopération Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	Mutualisation des bâtiments Partage des charges relancer les séjours de vacances

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Les gestionnaires des bâtiments, DDCS, fédération parents d'élèves	Nombre de participation aux réunions Nombre d'actions déployées de manière globale Nombre de gestionnaires qui participent au collectif Évaluation des projets séjours Hausse de la participation aux séjours Toucher toutes les catégories sociales Retours des enfants et des familles

## Action 1 : PERMETTRE LA MISE EN ŒUVRE D'UNE AUTRE FORME D'ACCUEIL DE JEUNES

Diagnostic initial	Public cible
Désintérêt global des adolescents pour les structures traditionnelles d'accueils de loisirs. La consommation d'activités ne convient plus aux jeunes. Les acteurs de la jeunesse tentent de s'adapter et transforment leurs pratiques dans un souci d'attractivité.	Les jeunes de 12-25 ans
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaborer ou finaliser les projets pédagogiques (selon l'avancée des projets)</li> <li>- S'appuyer sur les exigences des projets à haute valeur éducative (projet hors les murs, fab lab, dimension citoyenne...)</li> <li>- Créer des espaces dédiés</li> <li>- Diversifier l'offre de service</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déploiement de la PS Jeunes</li> <li>- Création d'un réseau de la jeunesse à l'échelle de la CAPG</li> <li>- solliciter les Fonds d'investissement jeunesse</li> <li>- Intégrer la jeunesse dans la cité</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Services jeunesse et animation Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de nouvelles actions</li> <li>- Création de nouveaux espaces pour les jeunes</li> <li>- Augmentation de la présence éducative</li> <li>- Meilleure fréquentation des jeunes dans les espaces dédiés</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Chargé de coopération, associations locales, acteurs locaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de projet porté par les jeunes</li> <li>- Nombre d'espaces dédié aux jeunes</li> <li>- Nombre de jeunes qui s'impliquent dans les actions</li> </ul>

Action 2 : RENFORCER LA PRÉSENCE ÉDUCATIVE NUMÉRIQUE	
Diagnostic initial	Public cible
Les jeunes sont les premiers porteurs des évolutions de la société et à ce titre, créent, adoptent et propagent de nouvelles pratiques sociales, de nouveaux usages technologiques, de nouveaux rapports au monde du travail, de nouvelles valeurs. Cependant, ces nouvelles opportunités offertes par ces outils engendrent de nouvelles problématiques. En effet, la régulation et le contrôle des réseaux sociaux n'est pas toujours mis en place. Certains jeunes peuvent être influencés, embrigadés par des prédateurs ou encore harcelés.	Les jeunes de 12-25 ans
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>- Développer le dispositif «Promeneur du net»</li><li>- Soutenir et consolider les structures qui développent des actions innovantes numériques auprès des jeunes</li><li>- Communiquer auprès des acteurs de la jeunesse sur les dangers du numérique</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Poursuivre le travail en collaboration avec les espaces « ERIC »</li><li>- Répondre aux appels à projet « Promeneur du net »</li><li>- Participer aux instances de réflexion comme le collectif ESA et le futur réseau local de la jeunesse</li><li>- Mettre en œuvre une campagne de prévention</li></ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
<p>Services mobilisés : responsables des services jeunesse des communes, chargés de coopération CTG, CAF, structures labellisées promeneurs du net</p> <p>Responsable de l'action : coordinateur départemental des promeneurs du net, Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Jeunes plus responsables dans l'usage du numérique</li> <li>- Acteurs de la jeunesse sensibilisés aux bons usages du numérique et des réseaux sociaux</li> <li>- Augmentation de structures labellisées « Promeneurs du net »</li> <li>- Augmentation du nombre d'actions innovantes sur le numérique en direction des jeunes</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
<p>Mission locale, FJT, structures accueillant un public jeune</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de jeunes suivis « Promeneurs du net »</li> <li>- Nombre de réunions de sensibilisation</li> <li>- Nombre de structures labellisées « Promeneurs du net » ou mettant en place des actions innovantes</li> <li>- Nombre de réunions</li> <li>- Nombre d'actions innovantes mises en place</li> </ul>

Action 3 : PROMOUVOIR LA PARTICIPATION DES JEUNES ET LES RENDRE ACTEURS DE LEUR CITOYENNETÉ	
Diagnostic initial	Public cible
La libre adhésion et la participation active des jeunes semblent aujourd’hui la condition incompressible afin de susciter leur intérêt. Ce constat partagé sur la CAPG implique une évolution des usages des acteurs de l’animation.	Jeunes de 12-25 ans
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
- Développer des actions d’autonomisation des jeunes 12-25 ans	<ul style="list-style-type: none"><li>• Répondre aux appels à projet qui promeuvent l’autonomie des jeunes (sac à dos, projet porté par les jeunes)</li><li>• Impliquer les jeunes dans la cit2</li><li>• déployer les moyens de communication</li></ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l’action	Résultats attendus
- Service jeunesse, des communes de l’EP-CI et associations - Chargé de coopération Responsable de l’action : Chargée de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	- Mobilisation des jeunes - Visibilité des jeunes dans la sphère publique



Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Associations locales, mission locale, prévention spécialisée, politique de la ville, contrat de ruralité.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'actions portées par les jeunes</li> <li>- Nombre de jeunes participants par communes</li> <li>- Type d'actions</li> </ul>

## Action 1 : SOUTENIR LES PARENTS DANS L'ÉDUCATION DE LEURS ENFANTS

Diagnostic initial	Public cible
Ce territoire est très disparate quant aux actions de soutien à la parentalité, il existe des zones géographiques qui ne sont pas ou peu pourvues en actions REAAP : le Sud de l'EPCI et le moyen et haut pays. La problématique vient du fait d'un manque de porteurs, voir aucun et il faut donc faire appel à des structures domiciliées sur d'autres territoires.	Parents et enfants et acteurs de parentalité.
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Promouvoir les CLAS dans les QPV ainsi que dans le haut pays auprès des familles</li> <li>- Promouvoir le LAEP sur l'EPCI en direction des parents</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer à communiquer sur le dispositif</li> <li>- Formation des animateurs du CLAS</li> <li>- Participation au futur réseau des coordonnateurs CLAS</li> <li>- Participer au réseau des LAEP pour l'ensemble des opérateurs</li> <li>- Déploiement d'une stratégie de communication auprès des parents</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Opérateurs CLAS, LAEP, services Petite enfance, CCAS, chargé de coopération Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation de la fréquentation des structures par les familles</li> <li>- Meilleure visibilité du dispositif par les communes</li> <li>- Connaissance des besoins des parents sur le territoire du haut pays</li> <li>- Réalisation des formations des accompagnateurs</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation

Associations locales, mission locale, prévention spécialisée	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'enfants inscrits sur les CLAS</li> <li>- Nombre de CLAS</li> <li>- Hausse de fréquentation des familles sur les LAEP</li> <li>- Nombre de personnel formé</li> <li>- Taux de participation et de satisfaction des parents et des enfants</li> </ul>
---	---

Action 2 : RENFORCER LA VISIBILITÉ, LA STRUCTURATION ET LA COHÉRENCE DES ACTIONS	
Diagnostic initial	Public cible
Ce territoire est très disparate quant aux actions de soutien à la parentalité, il existe des zones géographiques qui ne sont pas ou peu pourvues en actions REAAP : le Sud de l'EPCI et le moyen et haut pays. La problématique vient du fait d'un manque de porteurs, voir aucun et il faut donc faire appel à des structures domiciliées sur d'autres territoires.	Parents, familles et acteurs de parentalité.
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>- Améliorer la lisibilité des actions parentalité sur le territoire de la CAPG auprès des parents et des collectivités.</li><li>- Élaborer un diagnostic partagé sur parentalité sur la CAPG</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Communiquer sur le REAAP</li><li>- Mettre en place et animer un comité de lecture des actions parentalités</li><li>- Élaborer un diagnostic en concertation</li></ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
L'animateur du REAAP 06, l'animateur du réseau local, les chargés de coopération ainsi que les parents. La politique de la ville, CAF Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"><li>- Meilleure couverture des actions de parentalité sur la CAPG</li><li>- Augmentation de l'utilisation par les parents des actions à leur disposition</li><li>- Identification des besoins en matière de parentalité</li><li>- Création d'un diagnostic concerté</li></ul>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Les associations locales, les communes, médiation familiale	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre d'actions et leur localisation sur le territoire</li> <li>- Taux de recours aux actions REAAP06 par les parents</li> </ul>

## Action 1 : DÉVELOPPER L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE SUR LES TERRITOIRES QPV

Diagnostic initial	Public cible
<p>Fleurs De Grasse: Ce QPV n'est pas couvert par une structure AVS. L'objectif Caf /Etat est de développer une offre AVS sur tous les QPV du 06.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une mobilisation des habitants extrêmement compliquée à tous les niveaux, malgré les tentatives des acteurs associatifs et institutionnels sur ce quartier.</li> </ul> <p>=&gt; Défi majeur partagé entre les acteurs de ce territoire : la cohésion sociale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Familles</li> <li>- Public isolé et touché par la précarité</li> </ul>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Organiser une concertation durable entre les services de l'État, les communes et la Caf pour étudier la situation, pour prendre des décisions, pour soutenir financièrement les projets.</li> <li>- Accompagner les porteurs retenus pour l'élaboration d'un projet social adapté et viable.</li> <li>- Solliciter la participation des habitants et des acteurs locaux dans la démarche</li> <li>- Poursuivre la réflexion sur la création d'une structure AVS sur le QPV fleurs de Grasse.</li> <li>- étudier l'opportunité de créer une structure AVS sur les territoires non pourvus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic sur les territoires non pourvus</li> <li>- Choix du porteur par Appel à projets</li> <li>- Dynamique participative pendant toute la démarche</li> <li>- Élaboration du projet social dans le respect des conditions d'agrément Caf</li> <li>- Mise en place d'instances partenariales (Copil et Cotech)</li> <li>- Co-financements</li> </ul>
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Service de l'État</li> <li>- Service PV de la CAPG</li> <li>- Directeur et services Caf</li> <li>-Communes</li> </ul> Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic affiné sur les territoires non pourvus</li> <li>- Décision partenariale sur la création ou non d'une structure,</li> <li>- Si création : agrément Caf pour l'ouverture de la structure, soutien partenarial de la structure.</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Acteurs locaux (associations, bailleurs...), services du département et habitants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic à l'échelle de l'EPCI sur l'animation de la vie sociale.</li> <li>- Concertation des partenaires principaux</li> <li>- Participation des habitants et des acteurs locaux dans la vie de la cité</li> <li>- Agrément Caf et ouverture de la structure</li> </ul>



## Action 2 : ACCOMPAGNER LES DYNAMIQUES CITOYENNES ET ASSOCIATIVES

Diagnostic initial	Public cible
Faible mobilisation des habitants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Familles</li> <li>- Public isolé et touché par la précarité</li> </ul>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner les porteurs de projet</li> <li>- Impulser des initiatives citoyennes dans l'intérêt collectif</li> <li>- Travailler sur la mobilisation des habitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Répondre aux appels à projet</li> <li>- Sélectionner les projets</li> <li>- Soutenir les porteurs dans le montage et la mise en œuvre de projet.</li> <li>- Aider les porteurs projets dans l'évaluation des actions</li> <li>- Impliquer les habitants dans la construction des projets</li> <li>- Communication de proximité en faisant appel à des relais sur les territoires</li> </ul>
	Échéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Service de l'État</li> <li>- Service PV de la CAPG</li> <li>- Directeur et services Caf</li> <li>- Communes</li> </ul> Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus importante participation des habitants dans les projets proposés</li> <li>- Implication des habitants dans les instances citoyennes</li> </ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Acteurs locaux (associations...) services du département, et habitants	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnes qui participent aux actions</li> <li>- Nombre de personnes qui participent et s'engage dans les instances citoyennes</li> </ul>

Action 3 : CONSOLIDER L'ANIMATION DE LA VIE SOCIALE ET SOCIO-CULTURELLE SUR LES TERRITOIRES PRIORITAIRES	
Diagnostic initial	Public cible
Mobilisation des habitants extrêmement compliquée à tous niveaux malgré les tentatives des acteurs associatifs et institutionnels sur certains territoires (Contrat de ruralité et QPV). Existence d'actions régulières et itinérantes sur le territoire du moyen et haut pays (EVS <i>i</i> , Ludo mobile, actions socio culturelles...)	<ul style="list-style-type: none"><li>- Familles</li><li>- Public isolé et touché par la précarité</li></ul>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>- Solliciter la participation des habitants et des acteurs locaux</li><li>- Poursuivre l'animation de l'AVS sur les territoires prioritaires</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place d'un réseau AVS</li><li>- Maintenir l'itinérance sur les territoires isolés</li><li>- Soutenir les porteurs dans le montage et la mise en œuvre</li><li>- Améliorer la communication</li></ul>
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
<ul style="list-style-type: none"><li>- Service de l'État</li><li>- Service solidarité de la CAPG</li><li>- Services Caf et MSA</li><li>- Communes</li></ul> Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"><li>- Pérenniser les actions mises en place</li><li>- Développer de nouvelles actions et de nouveaux services</li></ul>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Acteurs locaux (associations, bailleurs...), et habitants, services de la CAPG	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diagnostic à l'échelle de l'EPCI sur l'animation de la vie sociale.</li> <li>- Concertation des partenaires principaux</li> <li>- Participation des habitants et des acteurs locaux à la vie de la cité</li> </ul>

Action 1 : Favoriser l'accès aux droits (A construire avec les partenaires)	
<b>Diagnostic initial</b>	<b>Public cible</b>
	Les habitants de l'EPCI
<b>Objectifs opérationnels</b>	<b>Modalités de mise en œuvre</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- suivre les préconisations des propositions des groupes de travail sur les « Analyse des Besoins Sociaux » effectuée par les CCAS de communes</li> <li>- Meilleure communication sur les missions de chaque institution et association du territoire).</li> </ul>
	<b>Echéances de réalisation</b>
	Décembre 2023
<b>Services mobilisés et responsables de l'action</b>	<b>Résultats attendus</b>
CCAS, France services, les ERIC/Sud Lab, MSA, CAF Responsable de l'action : Chargée de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution de la précarité</li> <li>- Meilleur accès aux droits des citoyens</li> </ul>
<b>Partenaires sollicités</b>	<b>Indicateurs d'évaluation</b>
Associations	

Action 2 : Améliorer le partenariat existant	
<b>Diagnostic initial</b>	<b>Public cible</b>
Constat d'un non recours encore important	Les habitants de l'EPCI
<b>Objectifs opérationnels</b>	<b>Modalités de mise en œuvre</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la communication entre les différentes institutions : MSD, CCAS, MSA, CAF, pour favoriser les parcours attentionnés des populations</li> <li>- Accompagner les associations locales et les partenaires relais pour favoriser l'accès aux droits des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réunir les différents partenaires pour mettre en place des échanges de pratiques et un travail en réseau</li> <li>- Formation continue par l'UPR des partenaires relais CAF</li> </ul>
	<b>Echéances de réalisation</b>
	Décembre 2023
<b>Services mobilisés et responsables de l'action</b>	<b>Résultats attendus</b>
Services mobilisés : Les chargés de coopération, MSAP, FS, les points relais, CAF, MSA, MDD Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place du réseau de partenaires</li> <li>- Facilitation de l'accès aux droits pour tous</li> </ul>
<b>Partenaires sollicités</b>	<b>Indicateurs d'évaluation</b>
MSD, CCAS, CPAM,	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Opérationnalité du réseau</li> <li>- Enquête de satisfaction des usagers</li> <li>- État des lieux des structures répondant aux missions d'accès aux droits</li> </ul>

Action 1 : Animation des dispositifs habitats	
Diagnostic initial	Public cible
	Les habitants de l'EPCI résident dans le parc public ou privé (locataires, bailleurs, propriétaire occupant.)
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>- Construire le diagnostic partenarial</li><li>- Lutter contre l'habitat insalubre</li><li>- Améliorer les conditions d'habitations privées et sociales</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Financement par le biais de l'OPAH pour des travaux de rénovation dans le parc privé.</li><li>• NPNRU : restructuration d'îlots opérationnels à destination des bailleurs sociaux (convention renouvelée pour les interventions des 10 prochaines années)</li></ul>
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Service habitat et renouvellement urbain CAPG, DGA aménagement/cadre de vie CAPG, CCAS  Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"><li>• Amélioration de l'habitat</li><li>• Éradication de l'habitat insalubre et indigne</li><li>• Diminution du taux de vacances</li><li>• Revalorisation de l'image du centre historique</li></ul>
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
SPL, ville de Grasse, CAPG, ANAH, Action logement service, ANRU, Région	<ul style="list-style-type: none"><li>• Évaluation à mi-parcours du PLH (2020)</li><li>• Indicateurs de l'ANRU</li><li>• Conférence intercommunale du logement</li></ul>

Action 2: Anticiper et prévenir les expulsions	
Diagnostic initial	Public cible
Anticiper et prévenir les expulsions est une nécessité. Un partenariat existe avec la sous-préfecture mais en fin de cycle, juste avant l'expulsion. Nécessité d'optimiser les actions menées sur le territoire et d'avoir des partenaires privilégiés dans l'accompagnement des actions. Ces actions sont identiques sur tout le territoire, pas de disparité.	<ul style="list-style-type: none"><li>Les habitants du territoire de la CAPG</li></ul>
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
<ul style="list-style-type: none"><li>- Optimiser et promouvoir les actions menées</li><li>- Construire un diagnostic partenarial</li><li>- Faciliter les démarches administratives de l'usager</li><li>- Repérer les tendances</li><li>- Prévoir des temps d'échanges</li><li>- Communication interne et externe</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Cerner les actions menées et leur adéquation avec les besoins pour adapter l'offre</li><li>- Connaître les partenariats possibles (diagnostic), réflexion et mise en place de partenariat privilégié</li><li>- Documents nécessaires à la constitution de dossier logement (borne CAF)+lien usagers (APL/non APL, accès CAFPRO)</li><li>- Réunions avec les différents acteurs ex: bailleurs/CAF</li><li>- Réunions et échanges sur les dispositifs existants ou à venir permettant d'agir en direction des usagers (ex: sortir les familles des cités, agir sur l'action sociale, favoriser l'aménagement des habitations des usagers, aide...</li><li>- Plateforme logement</li><li>- Rendez-vous personnalisé et accompagnement dans le cadre des impayés de loyer par le service social de la CAF</li></ul>
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Politique de la ville, habitat, services agglomération CAPG, CCAS, MSD, Prestations familiales MSA Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	<ul style="list-style-type: none"><li>Adapter l'offre à la demande</li><li>Visibilité de l'offre</li><li>Partenariat efficace et opérationnel</li><li>Vision et réflexion globale</li><li>Outils à disposition</li></ul>

Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
Sous préfecture, CCAS, MSD, CAF, bailleurs sociaux	Diminution des expulsions locatives



Action 1 : Lutter contre toutes formes de radicalisation (A construire avec les partenaires)	
Diagnostic initial	Public cible
	Les habitants de l'EPCI
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	-
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
	-

Action 2 : Développer des actions de prévention dans le domaine de la santé (A construire avec les partenaires)	
Diagnostic initial	Public cible
	Les habitants de l'EPCI
Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
	Echéances de réalisation
	Décembre 2023
Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Responsable de l'action : Chargé de coopération, travailleurs sociaux Caf et MSA	-
Partenaires sollicités	Indicateurs d'évaluation
	-

## Action : Accompagner la mise en place de la fonction de chargé de coopération

Diagnostic initial	Public cible
<p>A compter du 01/01/2020 et jusqu'au 31/12/2022, les Cej arrivant progressivement à échéance, ne seront pas renouvelés.</p> <p>Dans le cadre de la CTG Charte avec les familles 2020/2023, les coordinations existantes évoluent vers une fonction de chargé de coopération, en lien avec les objectifs du projet de territoire et dans le respect du référentiel national d'emploi CAF.</p> <p>La Caf accompagne financièrement les coopérations dédiées au sein des collectivités locales. Cette fonction de coopération devra reposer sur un co-financement garanti par la collectivité locale.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coordonnateurs Cej</li> <li>- Autres professionnels compétents pour une affectation sur cette nouvelle fonction</li> </ul>
	<p><b>Modalités de mise en œuvre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Utilisation de l'état des lieux réalisé sur les postes de coordonnateurs Cej pour identifier les personnels existants, leurs activités et les compétences mobilisables sur la nouvelle fonction</li> <li>- Réunions avec l'ensemble des coordonnateurs Cej pour une sensibilisation à l'évolution de leurs missions et activités</li> <li>- Rencontres individuelles de la Caf avec le(s) représentant(s) des municipalités pour étudier les différents scénarii possibles, puis négocier et s'accorder sur le scénario le plus adapté pour une organisation progressive de la fonction de chargé de coopération sur la période de la Ctg charte avec les familles.</li> <li>- Validation annuelle des personnels et de leur temps de travail affecté à la fonction de chargé de coopération.</li> <li>- Calcul du montant annuel des co-financements alloués à la fonction de coordonnateur Cej et à la fonction de chargé de coopération,</li> <li>- Mise en réseau des personnels affectés à la fonction de chargé de coopération, impliquant la Caf en particulier dans l'accompagnement à la montée en compétences.</li> <li>- Suivi annuel et individuel des personnels affectés à la fonction de chargé de coopération.</li> </ul>

<b>Objectifs opérationnels</b>	
<p>→ <b>Valider l'état des lieux</b> réalisé par la Caf sur les postes de coordination Cej et l'optimisation du temps de travail dédié.</p> <p>→ <b>Calibrer et valider le temps de travail qui sera à terme dédié à la fonction</b> de chargé de coopération sur l'ensemble de l'intercommunalité.</p> <p>→ <b>Arrêter d'un commun accord le contenu et l'organisation de la fonction</b> de chargé de coopération lorsque tous les Cej auront pris fin sur l'intercommunalité, sur la base des ex-coordonnateurs Cej.</p>	<b>Echéances de réalisation</b> Décembre 2023
<b>Services mobilisés et responsables de l'action</b>	<b>Résultats attendus</b>
Intercommunalité (DGA,DGS) Communes de l'intercommunalité (DGA,DGS) Services AS de la Caf  Responsable de l'action : Caf	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification annuelle des personnels affectés à la fonction de chargé de coopération, du temps de travail et des activités de chacun sur cette fonction, et de l'articulation entre eux</li> <li>- Accompagnement technique et financier de la Caf</li> <li>- Co-financement des collectivités locales</li> </ul>
<b>Partenaires sollicités</b>	<b>Indicateurs d'évaluation</b>
EGOC (Entente du Grand Ouest et du Centre) : service mutualisé de formation des Caisses d'Allocations Familiales de Bretagne; Pays de Loire (sauf Mayenne), Normandie et Centre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre de personnels sur la fonction</li> <li>- Nombre d'Etp sur la fonction</li> <li>- Organisation et suivi annuel des activités</li> <li>- Montant annuel du financement Caf et collectivités</li> </ul>

## ANNEXE 5 – Modalités d'évaluation de la Ctg- Charte Territoriale « avec les familles »

# **ANNEXE 5**

## **Convention Territoriale Globale**

### **Charte Territoriale « avec les familles »**

#### **Fiches outils**

**Évaluation des actions (cf Fiches Actions)**

**Évaluation de la démarche**

# Évaluation des actions : A réaliser chaque année

**FICHE ACTION N°...** (rappel du numéro de chaque fiche action)

TITRE : ... (rappel du titre/objectif de chaque fiche action)

## ÉVALUATION

A adapter en fonction de chaque action :

- **Les indicateurs**

- Rappel des indicateurs d'évaluation retenus dans la fiche action  
+ données quantitatives et qualitatives attendues
- Reprise des indicateurs utiles à l'évaluation de la démarche CTG :
  - action conjointe Caf -Collectivité locale : oui /non
  - Action nouvelle/innovante : oui /non
  - ...

- **Synthèse / Faits marquants**

- À compléter lorsque l'action s'inscrit par ailleurs dans une démarche d'évaluation (exemple : outils d'évaluation propres aux dispositifs parentalité, au FPT, à l'AVS,...)

# Évaluation de la démarche Globale CTG /charte « avec les familles » :

A réaliser au terme de la durée de la convention

Objets et critères de l'évaluation	Objectifs / Effets attendus	Indicateurs	Méthodes de recueil
<b>1.Évaluer le partenariat développé dans le cadre de la démarche</b>  = évaluer l'efficacité : résultats obtenus  <b>En quoi la CTG a renforcé le partenariat ?</b>	<b><u>Faire vivre le partenariat entre la Caf et les Communes composant l'EPCI</u></b> <i>- Identifier des référents dans chaque commune et chez chaque partenaire</i> <i>- Faciliter les échanges au sein du Cotech, -des Réseaux thématiques</i> <i>- Faire circuler l'information entre Caf/Communes, et au sein de leurs services</i>	- Référents CTG : noms, fonction - Copil et Cotech et Réseaux thématiques: Nombre de réunions, nombre et profil des participants, liste des points ODJ, compte-rendus  - Niveau d'information au sein de la Caf et de chaque commune.	Suivi du Copil et du Cotech et réseaux thématiques : tableau statistique  Enquête de satisfaction sur le niveau de connaissance de la mise en œuvre de la CTG et le niveau d'implication de chacun.
	<b><u>Respecter la démarche partagée :</u></b> <i>- Croiser les éléments de diagnostic</i> <i>- Identifier des priorités partagées</i> <i>- Rendre lisibles les contributions pour la mise en œuvre des actions</i> <i>- Actualiser le diagnostic</i>	- Type de données/doc et contrats utilisés pour le diagnostic - Cohérence entre priorités retenues et champs de compétences des 2 partenaires - complétude des fiches actions ; descriptions des contributions, ... - Calendrier de mise en œuvre des actions, des réunions Copil/Cotech, des Réseaux thématiques, de l'actualisation du diagnostic....	Suivi Réseaux thématiques, Cotech et Copil : prise de parole et contribution partagées entre chaque représentant des communes  Complétude partagée des Documents CTG



	<p><b><u>Associer les partenaires du territoire:</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier et informer les partenaires de la démarche CTG</li> <li>- Mettre en place des réunions d'information voire des groupes de travail selon les opportunités</li> <li>- Participation aux Réseaux thématiques</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Communication : type d'actions réalisées</li> <li>- Niveau d'information des partenaires</li> <li>- Réunions d'information : Nombre de réunions, nombre et profil des participants, liste des points ODJ</li> <li>- Groupe(s) de travail : Nombre de réunions, nombre et profil des participants, liste des points ODJ</li> <li>- Réseaux thématiques : Nombre de réunions, nombre et profil des participants, liste des points ODJ</li> </ul>	<p>Suivi du plan de communication: supports, calendrier</p> <p>Suivi réseaux thématiques, des réunions d'information et des groupe(s) de travail</p>
	<p><b><u>Associer les habitants, les familles du territoire</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier et mobiliser des collectifs ou représentants d'habitants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et profil des collectifs ou représentants d'habitants dans les groupes de travail, réseaux thématiques et cotech.</li> <li>- Niveau d'implication des habitants ressources</li> </ul>	<p>Suivi du Cotech , des groupes de travail et des réseaux thématiques et observation du niveau d'implication des habitants.</p>
<p><b>2.Évaluer les effets de la démarche CTG sur les partenaires, sur les habitants,</b></p> <p>= évaluer l'utilité : impacts</p> <p><b>Quels sont les impacts de la démarche CTG sur les partenaires, sur les habitants ?</b></p>	<p><b><u>Impact sur les partenaires du territoire</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Implication dans le suivi de la CTG (pilotage)</li> <li>- Implication dans la mise en œuvre des actions</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Participation au Cotech : nombre et profil des acteurs locaux concernés</li> <li>- Contribution à la mise en œuvre des actions :</li> <li>- Perception de la démarche CTG</li> <li>- Perception du changement</li> <li>- Réponses aux attentes/besoins ?</li> <li>- Prise d'initiatives ?</li> <li>- Nb et nature des actions conjointes (programmées, réalisées)</li> <li>- Evolution des actions pré-existantes</li> <li>- Actions nouvelles/innovantes : type d'actions, thématiques</li> </ul>	<p>Suivi du Cotech</p> <p>Suivi groupe(s) de travail et réseaux thématiques</p> <p>Enquête par questionnaires N+2 et N+4</p> <p>Evaluation des actions</p>

	<p><b><u>Impact sur les habitants/usagers des actions</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Niveau d'information des habitants/usagers</li> <li>- Niveau d'implication/participation des habitants/usagers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception du changement</li> <li>- Niveau d'information</li> <li>- Réponse aux attentes/besoins</li> <li>- Perception de la démarche CTG</li> <li>- Prise d'initiatives ?</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Questionnement des habitants ressources participants au cotech et groupes de travail</li> <li>- Enquête auprès des habitants/usagers des actions ( N+1 à N+4 ; enquête évaluative finale N+3 ou N+4; ou focus groupe...)</li> </ul>
--	--	--	--

**ANNEXE 6 – modalités de pilotage stratégique et opérationnel de la Ctg-charte territoriale « avec les familles »**

- **Le Comité de pilotage**

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contribue à renforcer la coordination entre les partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents Comités de pilotage thématiques existants,</li> <li>• Propose et / ou valide les pistes d'action et planifie la réalisation des actions</li> <li>• Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire,</li> <li>• S'assure de la faisabilité du plan d'actions : assister dans la recherche d'appuis techniques et financiers</li> <li>• Valide les orientations prises dans le cadre de la CTG/Charte, et l'évaluation annuelle et en fin de convention.</li> </ul>
Ses membres	<p>- <b>Commune / Intercommunalité :</b> Le Président et les élus des communes</p> <p>- <b>Caf :</b> Le Président et Directeur</p> <p>- <b>Msa :</b> Le Président et Directeur</p> <p>- <b>Citoyens :</b> Un représentant des familles et des habitants et des représentants des acteurs sociaux »</p>

Il se réunit 1 fois par an.

Les groupes de travail sont une instance de partage et de réflexion, ils ont une mission d'appui au comité technique et portent généralement sur une thématique. Ils peuvent être constitués pour alimenter le diagnostic territorial et/ou pour élaborer les actions à mettre en œuvre suite au diagnostic. Ses missions sont de produire de la connaissance, d'échanger des opinions et des représentations, de partager des expériences, de partager des méthodes et des ressources de travail, de formuler des propositions et de produire des outils.

## Le Comité technique

Ses missions	<ul style="list-style-type: none"><li>• Centralise les données d'état des lieux et réalise le diagnostic partagé ;</li><li>• Élabore le plan d'actions à partir des priorités identifiées ;</li><li>• Formalise la production des groupes de travail et les propositions</li><li>• Impulse la mise en œuvre des actions et en assure le suivi au regard d'indicateurs ;</li><li>• Réalise l'évaluation annuelle et en fin de convention ;</li><li>• Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné,</li><li>• Prépare et présente les résultats de chaque étape au Comité de Pilotage.</li></ul>
Ses membres	<p>- <b>Commune / Intercommunalité :</b> Les Directeurs généraux des Communes et de l'intercommunalité Le Chargé de coopération pilote</p> <p>- <b>Caf :</b> Le Responsable du Pôle d'Interventions sociales Les Travailleurs sociaux</p> <p>- <b>MSA :</b> Le Responsable du service social Le Travailleur social</p> <p>- <b>Autres membres :</b> Les chargés de coopération, des représentants des habitants et des associations</p>

Il se réunit 2 fois par an.

Le comité technique peut s'appuyer sur des groupes de travail ou commissions thématiques pour alimenter ses travaux. Les groupes de travail sont une instance de partage et de réflexion.

## **ANNEXE 7**

**– Délibération du conseil communautaire de La Communauté d'agglomération du  
Pays de Grasse**

***en date du Jeudi 05 Novembre 2020***